



**Visite au Moyen-Orient
du premier ministre du Canada,
M. Jean Chrétien**

du 8 au 19 avril 2000

Cahier d'information

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20095417 3

DOCS
CA1 EA 2000V35 EXP
Visit to the Middle East by Prime
Minister Jean Chretien, April 8-16
2000 : background information. --
61405733



**Visite au Moyen-Orient
du premier ministre du Canada,
M. Jean Chrétien**

du 8 au 19 avril 2000

Cahier d'information

Imprimé sur du papier recyclé



Printed on recycled paper



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Renseignements généraux

- Le Canada et le processus de paix au Moyen-Orient 3
- Les activités canadiennes de maintien de la paix au Moyen-Orient 6
- Le Canada et les activités de déminage au Moyen-Orient 7
- Le différend israélo-arabe : chronologie 8

Israël

- Les relations entre le Canada et Israël 15
- Israël (fiche documentaire) 19
- Le président d'Israël, M. Ezer Weizmann 20
- Le premier ministre d'Israël et ministre de la Défense, M. Ehud Barak 21

Cisjordanie et Gaza

- Les relations entre le Canada et la Cisjordanie et Gaza 25
- Cisjordanie et Gaza (fiche documentaire) 29
- Le président de l'OLP, M. Yasser Arafat 30

Égypte

- Les relations entre le Canada et l'Égypte 33
- Égypte (fiche documentaire) 37
- Le président de l'Égypte, M. Hosni Moubarak 38
- Le premier ministre de l'Égypte, M. Atef Ebeid 39

Liban

- Les relations entre le Canada et le Liban 43
- Liban (fiche documentaire) 46
- Le président du Liban, M. Émile Lahoud 47
- Le président de l'Assemblée nationale du Liban, M. Nabih Berri 48
- Le premier ministre du Liban et ministre des Affaires étrangères,
M. Sélim el-Hoss 49

Jordanie

- Les relations entre le Canada et la Jordanie 53
- Jordanie (fiche documentaire) 56
- Le roi Abdallah de Jordanie 57
- Le premier ministre de la Jordanie et ministre de la Défense,
M. Abdelrauf al-Rawabdeh 58

Syrie

Les relations entre le Canada et la Syrie 61

Syrie (fiche documentaire) 63

Le président de la Syrie, M. Hafez el-Assad 64

Le premier ministre de la Syrie, M. Mohammed Mustafa Miro 65

Arabie saoudite

Les relations entre le Canada et l'Arabie saoudite 69

Arabie saoudite (fiche documentaire) 72

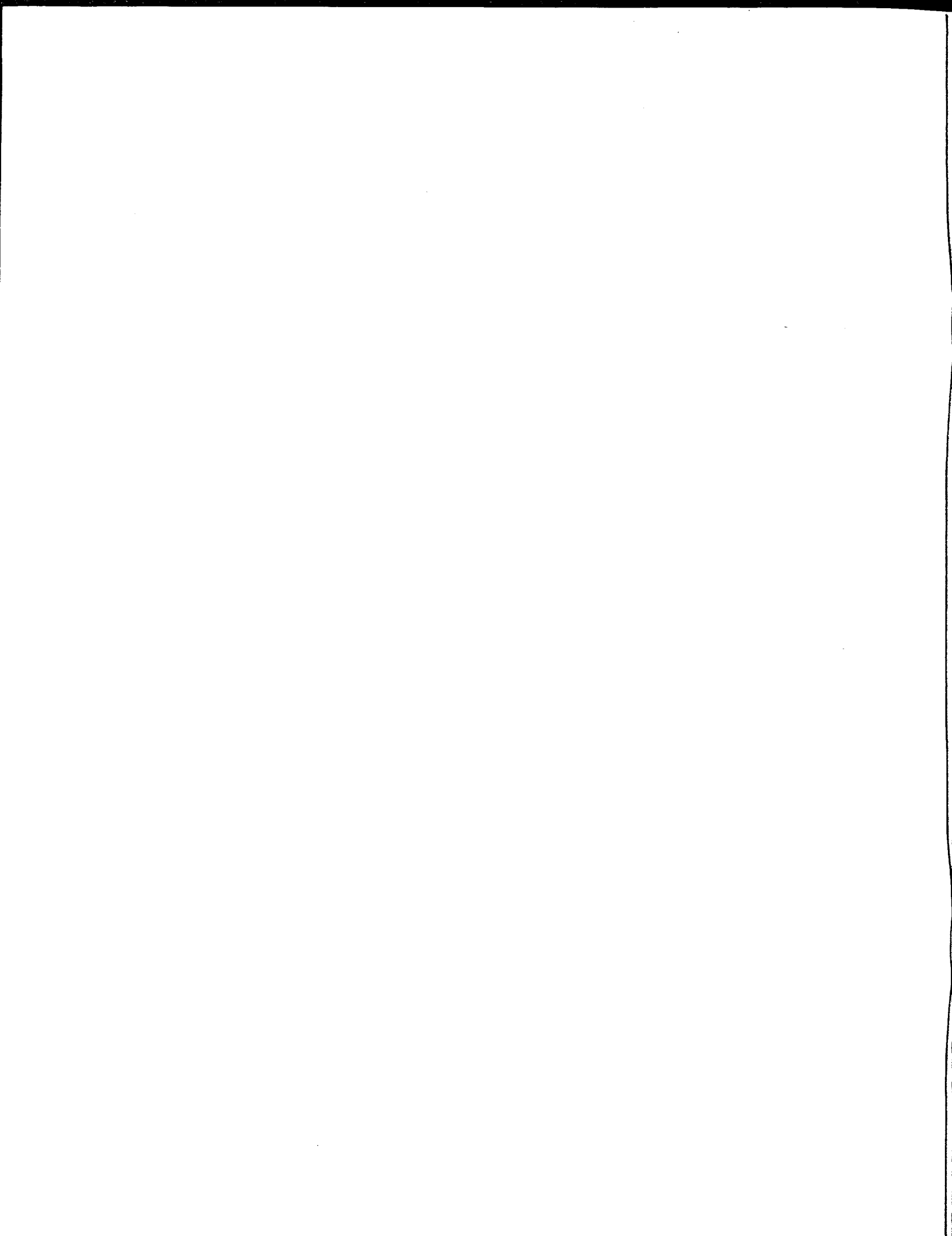
Le roi Fahd d'Arabie saoudite 73

Le premier vice-premier ministre de l'Arabie saoudite,
le prince héritier Abdallah 74

Notice biographique – Canada

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 77

Renseignements généraux



Le Canada et le processus de paix au Moyen-Orient

Le Canada est un ardent défenseur du processus de paix au Moyen-Orient, un participant actif aux négociations multilatérales et un important bailleur de fonds pour les programmes d'aide dans la région. Cela fait près de 50 ans que le Canada participe aux efforts déployés par la communauté internationale pour assurer la paix au Moyen-Orient. Cet engagement a été mis en évidence par la remise du prix Nobel de la paix à Lester B. Pearson pour son rôle pendant la crise du canal de Suez, en 1956.

Le processus de paix de Madrid

Négociations bilatérales. Le processus de paix de Madrid a été lancé par les États-Unis et l'ex-Union soviétique en 1991, dans le but de trouver une solution complète au conflit israélo-arabe. Pour la première fois depuis la création de l'État d'Israël en 1948, les dirigeants de trois pays arabes, Israël et les Palestiniens ont été réunis pour discuter de paix. Le processus a donné lieu à une suite de négociations bilatérales entre Israël et ses voisins (la Jordanie, la Syrie et le Liban) et les Palestiniens.

Les négociations ont été longues et ardues, à l'image de la complexité des questions et des compromis à faire pour instaurer une paix durable. La Déclaration de principe d'Israël et de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) (signée à Washington en 1993), les accords intérimaires subséquents (signés en 1994 et en 1995), étendant l'autonomie palestinienne à la Cisjordanie et à Gaza, et le traité de paix israélo-jordanien (signé en 1994) ont constitué les temps forts de ces négociations.

Négociations multilatérales. En 1992, les États-Unis et la Russie ont lancé à Moscou la deuxième phase du processus de paix de Madrid. Les ministres des affaires étrangères et les délégués de 36 pays – comprenant des représentants du Moyen-Orient, de l'Europe, du Japon, de la Chine et du Canada – s'y sont trouvés engagés.

Les négociations multilatérales viennent compléter — et non remplacer — les négociations bilatérales. Cinq groupes de travail ont été constitués : contrôle des armements et sécurité régionale, développement économique régional, réfugiés, ressources en eau et environnement. Jusqu'à présent, la Syrie et le Liban ont décidé de ne pas participer tant que les négociations bilatérales n'auront pas progressé davantage.

Rôle et contribution du Canada

Le Canada est un grand partisan d'une solution négociée au conflit israélo-arabe et il appuie sans réserve le mécanisme des négociations bilatérales. Son principal objectif est d'aider les pays du Moyen-Orient à trouver des moyens de collaborer les uns avec les autres.

Le Canada est un des principaux partenaires du processus multilatéral. Il préside le Groupe de travail sur les réfugiés et est membre du groupe de direction qui a pour tâche de superviser les cinq groupes de travail. Le Canada fait également partie du Comité ad hoc de liaison qui coordonne l'aide internationale à l'Autorité palestinienne. Le ministre canadien des Affaires étrangères s'est rendu dans la région en 1997 pour rencontrer les dirigeants arabes et israéliens.

Le Canada fait également partie du Groupe de travail sur la sécurité régionale et le contrôle des armements. En tant que facilitateur des mesures de renforcement de la confiance dans le domaine maritime, il a été l'hôte de plusieurs manifestations, dont le symposium sur la sécurité maritime qui s'est tenu en Nouvelle-Écosse en 1997. Des experts en recherche et sauvetage du Moyen-Orient ont été réunis à cette occasion, à l'invitation de la Garde côtière canadienne et avec l'appui de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Le Canada apporte en outre savoir-faire technique et aide au développement au groupe de travail sur les ressources en eau et à celui de l'environnement. Sous l'égide de l'ACDI, un programme de formation à l'intention de techniciens israéliens, palestiniens et jordaniens spécialisés en données sur l'eau est actuellement mis sur pied.

Groupe de travail sur les réfugiés

La crise persistante des réfugiés palestiniens déplacés par le conflit israélo-arabe est l'un des plus importants dossiers qui doit être abordé dans le processus de paix au Moyen-Orient. On compte à l'heure actuelle 3,6 millions de réfugiés inscrits auprès de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Ils vivent en Jordanie, au Liban et en Syrie, de même qu'en Cisjordanie et à Gaza. Toutes les parties au processus de paix reconnaissent que, pour instaurer une paix globale et durable au Moyen-Orient, il est fondamental de trouver une solution juste au problème des réfugiés.

Sous la présidence du Canada, le Groupe de travail sur les réfugiés cherche à réunir les familles et à améliorer les conditions de vie des réfugiés et des personnes déplacées sans porter atteinte à leurs droits ni à leur statut futur. On sait que la question des réfugiés est difficile et délicate. C'est avant tout une affaire de négociation entre Israël et les Palestiniens, tout comme les questions des frontières, des colonies de peuplement et de Jérusalem.

Le Groupe de travail fonctionne par consensus, selon des règles fixées par l'ensemble des membres. Les principaux sujets en discussion sont les bases de données, le perfectionnement des ressources humaines (y compris la formation de la main-d'œuvre et la création d'emplois), la réunification des familles, le développement de l'infrastructure économique et sociale, le bien-être des enfants et la santé publique. Le Canada a accueilli deux des huit séances plénières tenues jusqu'ici.

Même si le Liban ne fait pas partie du Groupe de travail sur les réfugiés, le Canada a travaillé avec cet État et avec d'autres pays concernés afin d'obtenir de l'aide internationale à l'intention des réfugiés palestiniens au Liban et de s'assurer que la question de leur avenir demeure présente sur la scène internationale.

Le Groupe de travail sur les réfugiés a aidé l'Office de secours et de travaux des Nations unies à recueillir des fonds pour son programme de mise en œuvre de la paix. Il a réuni plus de 90 millions de dollars américains pour des projets à réaliser en Cisjordanie, à Gaza, en Jordanie, en Syrie et au Liban. Le Groupe a apporté un soutien financier à la formation dans les domaines de la santé publique, de la construction, de la petite entreprise, de l'agriculture et de l'administration publique. Il a aidé les réfugiés palestiniens au Liban à avoir accès aux hôpitaux. Il a livré des fournitures médicales et du matériel sanitaire à l'Office de secours et de travaux et à la Société du croissant-rouge pour les Palestiniens, et il a appuyé leurs cliniques. Le Groupe de travail a élaboré et financé en partie un programme visant à satisfaire aux besoins urgents des enfants palestiniens. Les parties au Groupe de travail ont également accordé un soutien financier à un grand nombre de projets individuels.

Les parties au Groupe de travail sur les réfugiés ont un objectif humanitaire commun, celui de réunir les familles séparées lors du conflit israélo-arabe. Leurs efforts ont permis d'accroître le contingent des personnes admises en Cisjordanie et à Gaza pour y retrouver leurs familles. Avec l'aide du Canada et du Koweït, la relocalisation à Gaza de quelque 500 familles du Camp Canada, dans le Sinaï égyptien, est censée être terminée avant la fin de 2000.

Le Groupe de travail sur les réfugiés a parrainé plusieurs initiatives de collecte et d'analyse de renseignements de base dans le but de définir l'ampleur du problème des réfugiés, d'établir les priorités et d'évaluer l'incidence des différentes options politiques. Le Groupe de travail constitue une instance au sein de laquelle les parties régionales peuvent dialoguer. La dernière réunion, qui s'est tenue à Paris en mars 1999, a porté sur la réunification des familles.

Le Groupe de travail encourage aussi le dialogue avec les réfugiés eux-mêmes en menant des missions internationales dans les camps de réfugiés, comme ceux de Jordanie en 1994, en 1996 et en 1999 ainsi que de Gaza et de Cisjordanie en 1998. Des missions semblables ont été menées au Liban en 1994 et en 1997.

Les activités canadiennes de maintien de la paix au Moyen-Orient

Le Canada prend part depuis longtemps aux missions de maintien de la paix au Moyen-Orient, ayant participé dès 1954 à l'Organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve. Il a joué un rôle central en vue de désamorcer la crise du canal de Suez en 1956 et d'instaurer le concept moderne de maintien de la paix par l'Organisation des Nations unies (ONU). Depuis, le Canada participe à toutes les opérations de maintien de la paix de l'ONU au Moyen-Orient, notamment à celles des Première et Deuxième Forces d'urgence, de la Mission d'observation au Yémen, de la Force intérimaire au Liban, du Groupe d'observateurs militaires pour l'Iran et l'Iraq et de la Commission spéciale des Nations unies.

Le Canada estime que les activités de maintien de la paix contribuent à la stabilité dans la région, ce qui facilite le processus de paix au Moyen-Orient. À l'heure actuelle, 239 membres des Forces canadiennes participent à cinq opérations de maintien de la paix et missions connexes au Moyen-Orient :

- la Force des Nations unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) du plateau du Golan par Israël et la Syrie a dans ses rangs 190 membres des Forces canadiennes, dont un à titre de commandant;
- l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) compte 11 membres des Forces canadiennes, qui assurent la médiation entre l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban et la Syrie et aident d'autres missions de l'ONU;
- de plus, 6 membres des Forces canadiennes participent à la Mission d'observation des Nations unies pour l'Iraq et le Koweït;
- la Force multinationale et Observateurs (FMO), qui surveille le désengagement entre Israël et l'Égypte en vertu des Accords de Camp David, a dans son effectif 30 membres des Forces canadiennes affectés à des postes d'état-major, de contrôle de la circulation aérienne et d'administration;
- enfin, 2 Canadiens font partie de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations unies, créée en décembre 1999 afin de poursuivre l'inspection et la destruction des missiles balistiques ainsi que des armes chimiques, nucléaires et biologiques de l'Iraq.

Le Canada a également participé à deux missions de maintien de la paix des Nations unies au Liban, celle du Groupe d'observation en 1958-1959 et celle de la Force intérimaire en 1978.

Le Canada et les activités de déminage au Moyen-Orient

Le Canada a pour priorités au Moyen-Orient d'élargir l'acceptation du traité international d'interdiction des mines terrestres et d'intégrer le déminage aux mesures de consolidation de la paix. Bien que la région soit l'une des plus difficiles à gagner à l'interdiction des mines terrestres, quatre États ont ratifié le traité, soit la Jordanie, le Qatar, la Tunisie et le Yémen. L'Algérie l'a signé mais ne l'a pas encore ratifié. La Jordanie a témoigné d'un engagement particulier envers la question des mines terrestres. Le rôle prépondérant qu'elle joue dans ce dossier sous l'impulsion de la reine Noor incitera, espérons-le, d'autres pays de la région à signer le traité.

Le gouvernement canadien est convaincu qu'il faut intégrer le déminage dans le processus de paix au Moyen-Orient, étant donné que les mines se sont toujours révélées un obstacle à la réconciliation, au développement économique et social, aux transports et à la communication ainsi qu'à la conservation de l'environnement.

Le Canada a versé 300 000 \$ pour des opérations de déminage dans la vallée du Jourdain, et il travaille avec Israël et la Norvège à cette initiative régionale de consolidation de la paix. Il examine la possibilité de verser un autre montant pour la deuxième phase du déminage de la vallée.

Par l'intermédiaire du Fonds canadien d'action contre les mines terrestres, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a accordé 2 millions de dollars au total en appui à des projets de déminage au Yémen. En 1998-1999, le gouvernement canadien a fourni 1,5 million de dollars, par l'entremise du Service de déminage des Nations unies, pour le balisage d'une zone minée. Ce balisage a permis de planifier et de coordonner les opérations de déminage.

L'ACDI a consenti 150 000 \$ à la section canadienne de l'Agence de développement et de secours adventiste pour la réadaptation par la communauté des victimes de mines terrestres au Yémen. Une partie de cette somme est allée en aide économique et professionnelle aux victimes et à leurs familles. Le Canada a approuvé récemment une somme supplémentaire de 250 000 \$ pour prolonger ces projets jusqu'en 2001.

Le Canada a versé 100 000 \$ à l'organisation non gouvernementale de Montréal appelée Alternatives pour soigner les victimes de mines terrestres au Yémen et faciliter leur réadaptation. Il a aussi fourni 106 000 \$ en ensembles de protection au Centre d'action antimines du Yémen.

Le différend israélo-arabe : chronologie

- 1917** Novembre Déclaration Balfour dans laquelle la Grande-Bretagne promet un État juif en Palestine.
- 1947** Novembre La résolution 181 des Nations unies exige la partition de la Palestine en États juif et arabe, avec un statut distinct pour Jérusalem.
- 1948** Mai Déclaration sur la création de l'État d'Israël.
Première guerre israélo-arabe.
- Juin Création de l'Organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST).
- Décembre La résolution 194 des Nations unies exige que les réfugiés désireux de rentrer dans leur foyer et de vivre en paix avec leurs voisins soient autorisés à le faire dès que concrètement possible.
- 1956** Novembre Désamorçage de la crise du canal de Suez, introduction du concept moderne de maintien de la paix. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, Lester B. Pearson, est à l'origine d'une résolution des Nations unies portant création de la Première Force d'urgence des Nations unies (FONU) chargée de superviser le retrait des forces françaises, israéliennes et britanniques du territoire égyptien.
- 1967** Juin Guerre des Six Jours au Moyen-Orient; Israël défait l'Égypte, la Jordanie et la Syrie et occupe Jérusalem-Est, la Cisjordanie, Gaza, une partie du plateau du Golan et le Sinaï.
- Juillet La résolution 2253 de l'Assemblée générale des Nations unies condamne le fait qu'Israël ait unilatéralement modifié le statut de Jérusalem.
- Novembre La résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies reconnaît le droit de tous les États d'exister à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, la nécessité du retrait israélien des territoires occupés lors de la guerre des Six Jours et celle d'un règlement juste du problème des réfugiés.

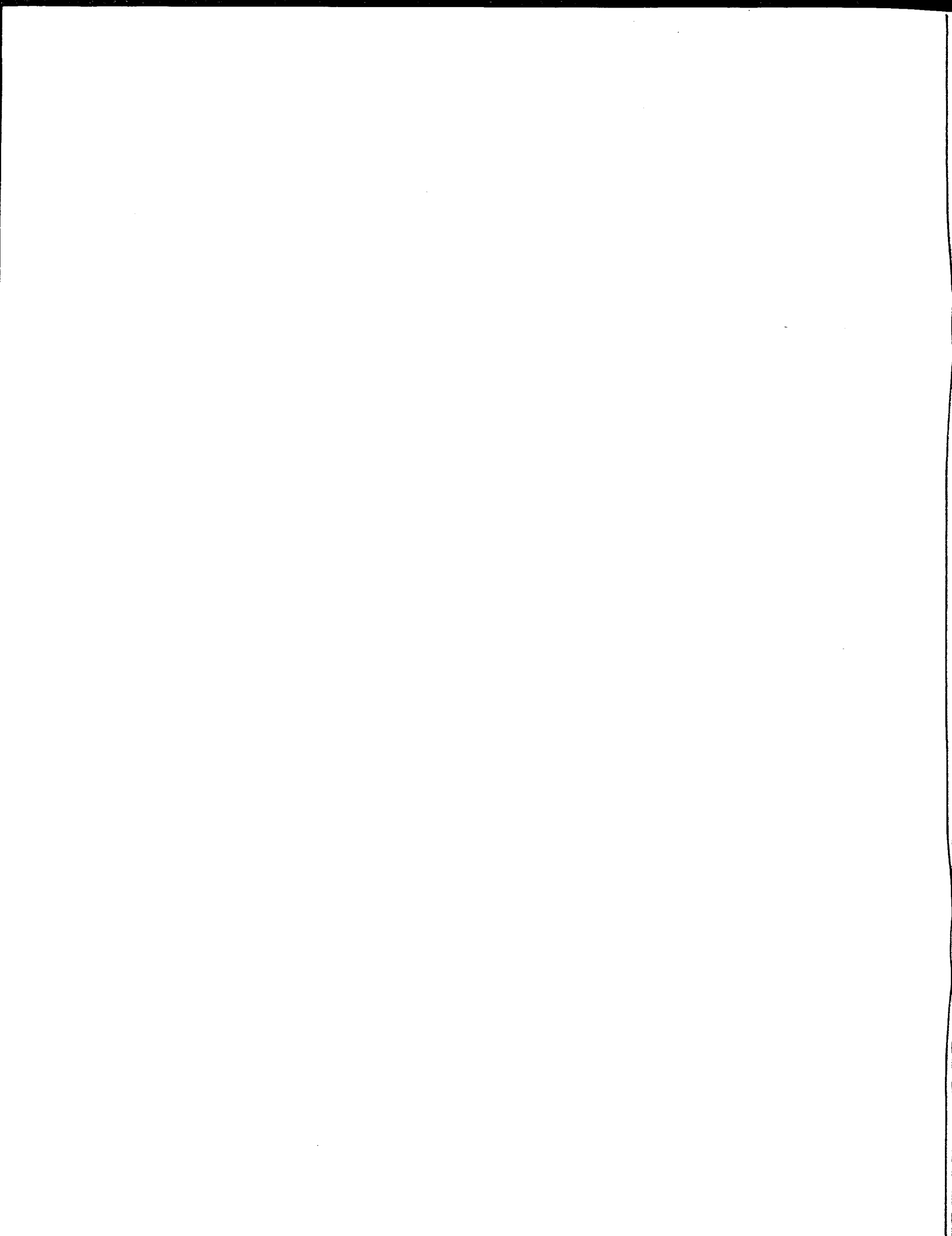
- 1968 Juillet Création de la Charte nationale palestinienne.
- 1973 Octobre Troisième conflit israélo-arabe (guerre du Yom Kippour). Une attaque lancée par l'Égypte et la Syrie entraîne la création de la FUNU II qui a pour mandat de superviser le cessez-le-feu israélo-égyptien et le retrait des troupes.
- Octobre Adoption de la résolution 338 du Conseil de sécurité des Nations unies, exigeant que les parties concernées entament des négociations sous les auspices appropriées, dans le but de parvenir à une paix juste et durable au Moyen-Orient.
- 1974 Mai Signature de l'Accord sur la séparation des forces, par Israël et la Syrie.
- Juin Création de la Force des Nations unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) et de contrôler une zone neutre créée en vertu de l'accord portant sur le dégagement israélo-syrien dans le plateau du Golan.
- 1977 Novembre Visite à Jérusalem du président égyptien Anwar Sadat. Des négociations de paix directes s'amorcent entre Israël et l'Égypte.
- 1978 Mars Israël envahit le Liban, engagé dans une guerre civile, et établit une présence dans le sud du pays.
- Mars Adoption de la résolution 425 du Conseil de sécurité exigeant le retrait d'Israël du Liban et le respect de l'intégrité territoriale de ce pays.
- Mars Création de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) afin de confirmer le retrait israélien et d'aider le Liban à rétablir une autorité effective dans le sud de son territoire.
- Septembre Accords de Camp David : entente de paix entre l'Égypte et Israël, amenant les forces israéliennes à se retirer du Sinaï en 1982.
- 1979 Mars Traité de paix entre Israël et l'Égypte signé à Washington.

- 1982** Avril Création de la Force multinationale et Observateurs (FMO), une force de maintien de la paix envoyée au Sinaï en vertu des Accords de Camp David.
- Juin Israël envahit le Liban jusqu'à Beyrouth. La résolution 509 du Conseil de sécurité des Nations unies appelle au retrait inconditionnel des forces israéliennes.
- 1988** Novembre L'État palestinien est proclamé par le Conseil national de Palestine réuni à Alger.
- 1989** Décembre Le président de l'OLP, Yasser Arafat, annonce l'acceptation de la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies et renonce à recourir au terrorisme. Le Canada lève par la suite les restrictions relatives aux contacts avec l'OLP et reconnaît le droit palestinien à l'autodétermination dans le contexte des négociations de paix.
- 1991** Octobre Organisée par les États-Unis et l'ex-Union soviétique, la première séance des pourparlers de paix au Moyen-Orient a lieu à Madrid. Elle réunit des représentants des États arabes et d'Israël ainsi que du peuple palestinien. L'OLP est exclue en tant que participant mais active dans la coulisse.
- 1992** Janvier La première séance des pourparlers multilatéraux de paix au Moyen-Orient a lieu à Moscou. Cinq groupes de travail sont créés pour s'occuper de questions pressantes : contrôle des armements et sécurité régionale, développement économique régional, réfugiés, ressources en eau et environnement. Le Canada assume la présidence du Groupe de travail sur les réfugiés.
- 1992-1996** Réunions plénières, tenues régulièrement, de tous les groupes de travail dans le cadre du processus multilatéral. Le Groupe de travail sur les réfugiés, présidé par le Canada, tient sept réunions plénières.
- 1993** Septembre Le gouvernement d'Israël et l'OLP se reconnaissent officiellement le 9 septembre et une déclaration de principes est signée (Oslo I).
- 1994** Mai Israël et l'OLP signent l'Accord sur l'autonomie palestinienne à Gaza et à Jéricho (Oslo II).

- Juillet Le roi Hussein de Jordanie et le premier ministre israélien Yitzhak Rabin signent l'Accord de Washington, qui met fin à la « situation de belligérance » entre la Jordanie et Israël et est à l'origine de plusieurs mesures de confiance entre les deux pays.
- Octobre Le prix Nobel de la paix est attribué au premier ministre d'Israël, Yitzhak Rabin, au ministre des Affaires étrangères, Shimon Peres, et au président de l'OLP, Yasser Arafat.
- Octobre Signature d'un traité de paix entre Israël et la Jordanie.
- 1995** Septembre Signature d'un accord intérimaire entre Israël et les Palestiniens portant sur des questions telles que les dispositions en matière de redéploiement et de sécurité, le protocole électoral, les affaires civiles, les questions juridiques, les relations économiques, la coopération, la libération des prisonniers et les cartes.
- 1996** Janvier Les pourparlers de paix bilatéraux entre Israël et la Syrie sont suspendus.
- Mars Les dirigeants d'Israël, des principaux pays arabes et des pays membres du G-7 (Groupe des sept pays les plus industrialisés) participent au Sommet des bâtisseurs de paix à Charm el-Cheikh. Ils y manifestent leur appui au processus de paix et au gouvernement Peres après une série d'attentats terroristes à l'explosif survenus en Israël. Le premier ministre du Canada est au nombre des participants.
- Avril Israël lance l'opération « Les raisins de la colère » contre le Liban.
- 1997** Janvier Israël et les Palestiniens parviennent à un accord sur le redéploiement israélien à Hébron.
- 1998** Octobre Le Protocole de Wye River, établi par l'entremise des États-Unis, vise à faciliter la mise en œuvre de l'Accord intérimaire de 1995. La mise en œuvre a été subséquemment arrêtée.

- 1999** Juillet Le nouveau premier ministre d'Israël, Ehud Barak, déclare qu'il s'emploiera à relancer le processus de paix et qu'Israël retirera ses forces du Liban avant juillet 2000.
- Septembre Le Protocole de Charm el-Cheikh établit un calendrier pour la mise en œuvre des accords en suspens entre Israéliens et Palestiniens. Il fixe la date d'un règlement final au 13 septembre 2000.
- Décembre Les négociations bilatérales entre Israël et la Syrie reprennent à Washington.
- 2000** Février Le Comité multilatéral d'orientation se réunit au niveau ministériel à Moscou afin de donner une impulsion au processus multilatéral qui piétine.
- Mars Le Cabinet israélien confirme qu'Israël se retirera du Sud-Liban avant le 8 juillet 2000.
- Mars Les pourparlers de paix entre Israël et les Palestiniens reprennent à Washington.

Israël



Les relations entre le Canada et Israël

- Le Canada et Israël entretiennent des relations amicales et bien établies. Le Canada appuie Israël depuis sa création en 1948 et est résolu à en promouvoir le bien-être à titre d'État indépendant au Moyen-Orient. De plus, la participation et l'acceptation d'Israël au sein des organisations internationales lui tiennent à cœur. Les deux pays sont membres des Nations unies et de l'Organisation mondiale du commerce.
- En 1999, le ministre de la Défense, le ministre de l'Industrie et le ministre du Commerce international du Canada ont fait une visite en Israël. Le ministre des Affaires intergouvernementales et le ministre de la Coopération internationale s'y étaient également rendus en 1998, de même que le ministre des Affaires étrangères l'année précédente. Des ministres israéliens ont récemment effectué des visites au Canada, notamment le ministre de la Coopération régionale en mars 2000, le ministre de la Justice en 1999, et le ministre des Affaires étrangères ainsi que le ministre du Commerce et de l'Industrie en 1997.
- Le Canada et Israël coopèrent dans plusieurs domaines d'intérêt commun et ont signé en 1999 un traité d'entraide juridique ainsi qu'un protocole d'entente sur les relations dans les domaines de la culture, de l'enseignement et des sports.
- Le Canada et Israël entretiennent des relations fondées sur des valeurs communes et sur des liens culturels et d'amitié. La communauté juive au Canada compte quelque 350 000 membres, alors que de 15 000 à 20 000 Canadiens résident en Israël.

Paix et sécurité

- Le Canada soutient activement le processus de paix au Moyen-Orient et plus particulièrement les accords intérimaires conclus par Israël et l'Organisation de libération de la Palestine sur l'autonomie palestinienne en Cisjordanie et à Gaza, l'entente de Wye River et l'Accord de Charm el-Cheikh, et la récente reprise des pourparlers de paix entre Israël et la Syrie. Le Canada a appelé à plusieurs reprises les parties à respecter les accords existants et à régler toutes les questions en suspens. Son objectif est que soit conclu un accord de paix juste, durable et complet, fondé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies. Grâce à des négociations multilatérales et en vertu de son rôle comme président du Groupe de travail sur les réfugiés, le Canada a encouragé d'autres pays à normaliser leurs relations avec Israël.

- Israël et le Canada, ainsi que la Norvège, ont appuyé les activités de déminage en Jordanie. Ils ont aussi appuyé les efforts de relèvement communautaire pour les victimes de mines terrestres au Guatemala.
- Le Canada participe à trois missions des Nations unies concernant Israël : la Force chargée d'observer le dégageant, qui compte 190 membres des Forces canadiennes et supervise le cessez-le-feu entre Israël et la Syrie sur le plateau du Golan; l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve, dont font partie 11 membres des Forces canadiennes et qui aide à superviser les conventions d'armistice général conclues séparément entre Israël et l'Égypte, le Liban, la Jordanie et la Syrie; et la Force multinationale et Observateurs, mission indépendante de maintien de la paix, à laquelle participent 30 membres des Forces canadiennes et qui vise à empêcher les violations du traité de paix entre Israël et l'Égypte et à vérifier le respect des dispositions du traité conformément aux Accords de Camp David.

Commerce et investissement

- Les relations commerciales entre le Canada et Israël sont en plein essor. Le commerce bilatéral a augmenté de 40 p. 100 depuis la signature de l'Accord de libre-échange Canada-Israël, dépassant 726 millions de dollars en 1999. Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord en 1997, les droits de douane sur la plupart des produits manufacturés d'origine canadienne ou israélienne ont été éliminés. Des pourparlers sont en cours en vue de la suppression ou de la réduction des droits de douane qui subsistent.
- L'Accord crée des débouchés commerciaux pour les produits canadiens sur ce marché dynamique. Au cours des trois dernières années, les exportations ont augmenté de plus de 19 p. 100, et les entreprises canadiennes ont une influence considérable dans les secteurs des transports et des télécommunications.
- Les exportations canadiennes de produits de base à destination d'Israël ont dépassé le cap des 283 millions de dollars en 1999. Elles se composent d'aluminium, de véhicules, de machines, de papier, de bois et de pulpe de bois.
- En 1999, les importations du Canada en provenance d'Israël ont atteint 443 millions de dollars, ayant plus que doublé par rapport à 1994. Les diamants industriels ainsi que les machines et l'outillage électrique figurent parmi ces importations.

- Maintenant qu'Israël libéralise ses secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, les exportateurs et producteurs canadiens sont particulièrement intéressés par les marchés du poisson, des fruits et légumes frais et surgelés et des aliments cuisinés surgelés.
- La Société pour l'expansion des exportations offre trois lignes de crédit, de 10 millions de dollars chacune, pour le financement du crédit acheteur en Israël. Les exportateurs canadiens désireux de vendre des biens ou des services en Israël peuvent profiter des services financiers et de gestion du risque offerts par la Société.
- On estime que l'investissement canadien en Israël dépasse les 300 millions de dollars. Il est principalement concentré dans le secteur de la haute technologie. Les sociétés Nortel Networks et Newbridge sont actives dans ce pays.
- La Fondation Canada-Israël pour la recherche et le développement industriels a été créée en 1993 pour promouvoir la coopération entre les sociétés qui œuvrent dans ce domaine dans les deux pays. Financée par les gouvernements, la Fondation a accordé 10 millions de dollars à l'appui de plus de 28 projets.
- Une convention de double imposition entre le Canada et Israël est entrée en vigueur en 1976.

Activités au titre de la coopération régionale

- Israël étant un pays industrialisé, il n'est pas admissible à l'aide canadienne au développement. Cependant, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) soutient les activités de ce pays qui contribuent à la paix au Moyen-Orient.
- Depuis 1993, le Fonds canadien pour le dialogue et le développement dans la région a fourni 2,3 millions de dollars à des groupes communautaires israéliens et arabes dans le but d'encourager la collaboration et la réconciliation.
- Grâce au processus de paix multilatéral, le Programme régional de formation en hydrologie opérationnelle permet de former des spécialistes venant d'Israël, de Jordanie et de Cisjordanie et Gaza. Ce programme, qui vise à accroître les possibilités de coopération entre les pays, bénéficiera d'un financement de 1 million de dollars échelonné sur trois ans.

- Le Programme de l'Université McGill concernant l'édification de la société civile et la consolidation de la paix au Moyen-Orient permet d'offrir une formation en travail social et d'améliorer les conditions de logement dans les quartiers pauvres de Jérusalem-Est, d'Amman et de Naplouse. De plus, ce programme amène Israéliens, Palestiniens et Jordaniens à prendre part à des activités régionales qui visent à promouvoir la paix et la collaboration. La contribution de l'ACDI pour ces initiatives est de 3 millions de dollars répartis sur les quatre prochaines années.

ISRAËL

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
20 700 km²

Population
6,2 millions d'habitants (2000)

Taux de croissance de la population
2,5 % (1999)

Principales langues
Hébreu et arabe (officielles), anglais

Principaux groupes religieux
Juifs (79 %), musulmans (15,1 %), chrétiens (2,1 %), druzes (1,6 %)

DONNÉES POLITIQUES

Régime
République démocratique

Institutions démocratiques
Législature monocamérale

Dirigeants
Le président Ezer Weizmann
Le premier ministre Ehud Barak

Ministre des Affaires étrangères
David Lévy

Indice du développement humain de l'ONU (1999)
Israël se classe 23^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
97,5 milliards de dollars américains (1999)

Taux de croissance du PIB
2 % (1999)

PIB par habitant
16 740 \$US (1998)

Taux d'inflation
5,4 % (1998)

Taux de chômage
8,9 % (1999)



Principales exportations
Produits agricoles, diamants

Principales importations
Biens de consommation, papier

Principales exportations vers le Canada
443 millions de dollars (1999), en diamants industriels, machines, équipement électrique

Principales importations du Canada
283,4 millions de dollars (1999), en aluminium, véhicules, machines, papier, bois et pulpe de bois

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Michael Bell, ambassadeur
Ambassade du Canada
3 Nirim Street, 4th Floor
Tel-Aviv, 67060
Israël

Téléphone : (011-972-3) 636-3351
Télécopieur : (011-972-3) 636-3385

Le président d'Israël, M. Ezer Weizmann

Né à Tel-Aviv en 1924, M. Ezer Weizmann entreprend sa carrière militaire dans la Royal Air Force de Grande-Bretagne comme pilote de chasse pendant la Seconde Guerre mondiale. Cofondateur de l'armée de l'air israélienne en 1949, il en fera partie jusqu'en 1966, à titre de commandant pendant les huit dernières années. Entre 1966 et 1969, il est chef des opérations et chef d'état-major adjoint.

De 1977 à 1980, M. Weizmann est ministre de la Défense. Pendant les quatre années suivantes, il poursuit une carrière en affaires, puis il retourne à la politique en 1984. Cette année-là, il fonde le parti Yahad et est nommé ministre sans portefeuille. En 1985, M. Weizmann devient ministre des Affaires arabes, après quoi on lui confie le portefeuille des Sciences et de la Technologie, de 1988 à 1990. Il demeurera membre du gouvernement jusqu'en 1992.

En 1993, le Parlement israélien élit M. Weizmann à la présidence d'Israël et le réélit en 1998 pour un deuxième mandat.

M. Weizmann est marié.

Le premier ministre d'Israël et ministre de la Défense, M. Ehud Barak

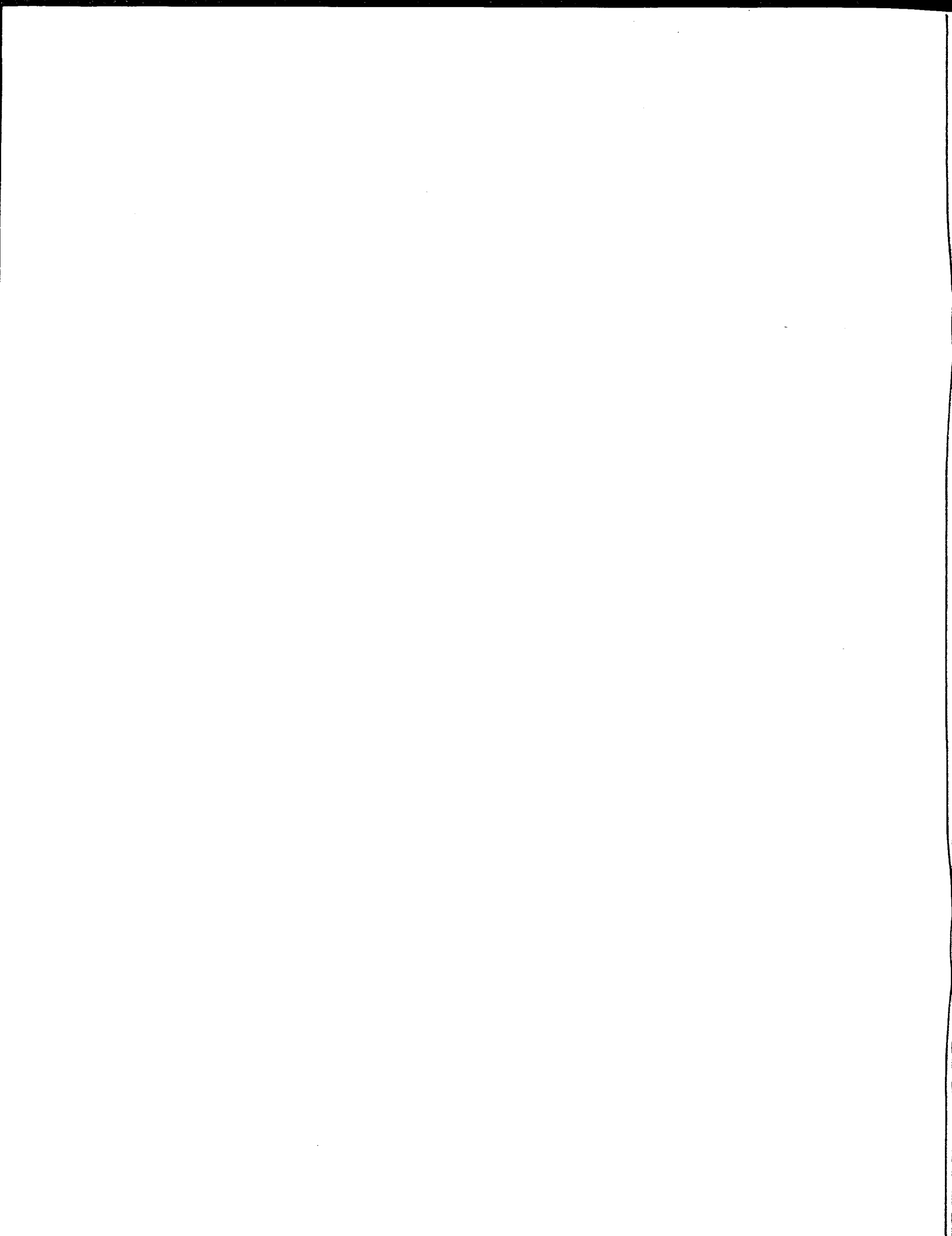
Né le 12 février 1942 dans le kibboutz de Mishmar Hasharon, M. Ehud Barak obtient en 1968 un baccalauréat ès sciences avec spécialisation en mathématiques et en physique de l'Université hébraïque de Jérusalem et, en 1978, une maîtrise en systèmes d'ingénierie économique de l'Université Stanford.

Entré dans les forces armées israéliennes en 1959, M. Barak gravit les échelons jusqu'au grade de brigadier-général qui lui est conféré en 1979. Militaire le plus décoré d'Israël, il prend sa retraite en 1995 après avoir servi comme chef d'état-major général de 1991 à 1994.

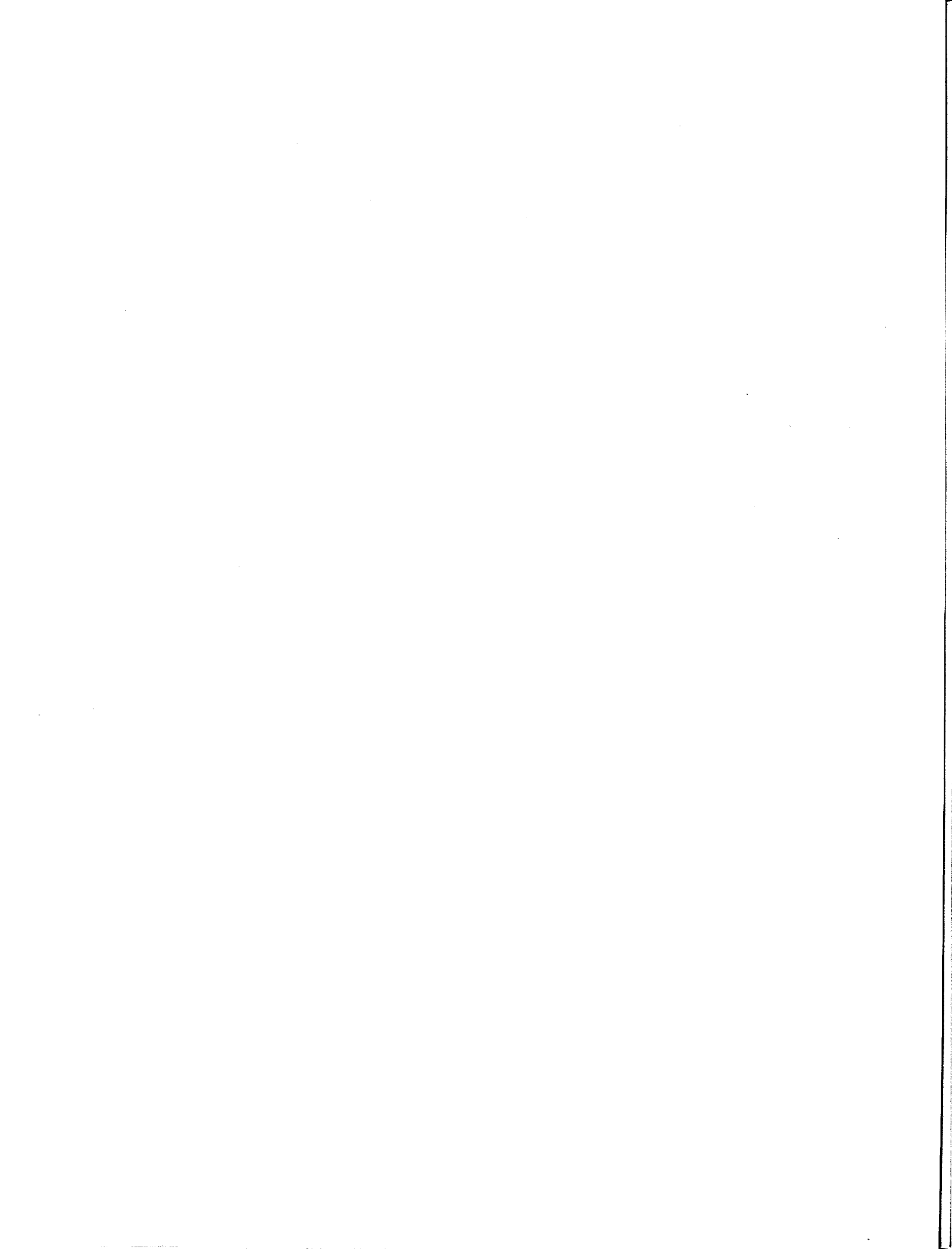
En 1995, M. Barak cumule les fonctions de ministre de l'Intérieur et de ministre des Affaires étrangères. En 1997, il est élu à la présidence du Parti travailliste.

Élu premier ministre d'Israël le 17 mai 1999, M. Barak est également ministre de la Défense.

M. Barak est marié et a trois enfants.



Cisjordanie et Gaza



Les relations entre le Canada et la Cisjordanie et Gaza

- Les relations qu'entretient le Canada avec l'Autorité palestinienne sont relativement récentes. La Déclaration de principes signée par Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en 1993 créait une Autorité palestinienne chargée d'administrer les zones de Cisjordanie et de Gaza sous contrôle palestinien. La compétence pleine ou partielle de l'Autorité palestinienne couvre aujourd'hui tous les principaux centres de population palestiniens en Cisjordanie et à Gaza, à l'exception de Jérusalem-Est. Les relations ont fort bénéficié du rôle de premier plan que joue le Canada dans le processus de paix au Moyen-Orient.
- Les accords intérimaires de paix d'Oslo n'autorisent pas l'Autorité palestinienne à établir des relations diplomatiques avec des États étrangers. La Délégation générale palestinienne, bureau de l'OLP établi à Ottawa en 1995, représente les intérêts palestiniens au Canada.
- En février 1999, le ministre du Commerce international a inauguré le bureau du représentant du Canada à Ramallah. Conformément aux accords d'Oslo, ce bureau est chargé de la prestation de l'aide économique et au développement accordée à la population palestinienne.
- Parmi les visites faites récemment par des ministres canadiens à l'Autorité palestinienne en Cisjordanie et à Gaza figurent celle du ministre des Affaires étrangères en 1997 et celles du ministre des Affaires intergouvernementales et de la ministre de la Coopération internationale en 1998, ainsi qu'une mission commerciale, en février 1999, dirigée par le ministre du Commerce international.
- Le président du Conseil législatif palestinien et une délégation de cinq membres du Conseil se sont rendus au Canada en 1998, suivis du ministre palestinien du Logement la même année. Le ministre palestinien de la Planification et de la Coopération internationale est venu en mars 2000, de même que le membre du Comité exécutif de l'OLP chargé de Jérusalem.
- Le Canada contribue au processus de paix au Moyen-Orient à divers titres : il est président du Groupe de travail sur les réfugiés, membre du groupe directeur supervisant les groupes de travail et membre du Comité ad hoc de liaison qui coordonne l'aide à l'Autorité palestinienne.
- Les efforts que déploie le Canada pour aider les réfugiés palestiniens et promouvoir le dialogue entre les parties concernées montrent qu'il est déterminé à trouver une solution durable au problème des réfugiés. Le Canada participe en outre aux travaux des quatre autres groupes de

travail multilatéraux, chargés respectivement du développement économique régional, de l'environnement, des ressources en eau ainsi que du contrôle des armements et de la sécurité régionale.

- La communauté palestinienne au Canada compte quelque 35 000 membres.

Commerce et investissement

- Le commerce avec la Cisjordanie et Gaza, estimé à 1 million de dollars par an environ, est en partie limité par les problèmes que connaît la région au chapitre de la mise sur pied d'une infrastructure économique et réglementaire. Cependant, des pays et des institutions financières internationales telles que la Banque mondiale offrent un appui financier et des conseils en matière de commerce qui créeront des possibilités pour les entreprises canadiennes.
- Afin d'encourager le commerce et de resserrer les liens économiques avec la Cisjordanie et Gaza, le Canada a signé l'Accord-cadre canado-palestinien de coopération économique et commerciale en février 1999, à l'occasion de la visite à Ramallah du ministre du Commerce international. L'Accord-cadre déclare l'intention des parties de fonder leurs relations commerciales sur le libre-échange.
- En 1998, une mission palestinienne d'expansion du commerce et de l'investissement s'est rendue à Montréal et à Toronto dans le but de stimuler l'investissement local et de mettre en lumière les possibilités commerciales qu'offrent la Cisjordanie et Gaza. La délégation, composée d'importateurs et d'exportateurs, a rencontré des fournisseurs et fabricants canadiens potentiels. Cette mission a permis de réaliser des ventes importantes.
- L'Autorité palestinienne a créé des mécanismes destinés à encourager l'investissement et les coentreprises. Les entreprises canadiennes axent leurs efforts sur la vente de biens et de services dans les secteurs de l'aviation, du génie et de la construction.

Aide au développement

- L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a pour objectifs en Cisjordanie et à Gaza, entre autres, de répondre aux besoins humains fondamentaux et d'appuyer le processus de paix, une place importante étant accordée au problème des réfugiés palestiniens. Depuis 1993, l'ACDI a versé plus de 142 millions de dollars pour le développement en Cisjordanie et à Gaza.

- Depuis 1993, le Canada a fourni 47 millions de dollars en aide financière au chapitre des besoins fondamentaux, de la reconstruction, de la réforme institutionnelle, de la réfection de petites infrastructures, de l'environnement (y compris la gestion des ressources en eau et les déchets) et de la fourniture de logements.
- Quelque 92 millions de dollars en aide humanitaire ont été accordés à la région, la majeure partie ayant été affectée par l'entremise de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Le Canada a également consenti 10,5 millions de dollars à l'appui des activités du Comité international de la Croix-Rouge dans la région, y inclus en Cisjordanie et à Gaza. De plus, l'ACDI a accordé depuis 1993 plus de 3,5 millions de dollars à des organisations non gouvernementales canadiennes offrant de l'aide humanitaire en Cisjordanie et à Gaza.
- La Direction générale du partenariat canadien de l'ACDI appuie la mise sur pied d'organisations locales de la société civile en Cisjordanie et à Gaza. L'Agence s'attaque à des questions comme la saine gestion des affaires publiques, la défense des droits de la personne, la satisfaction des besoins fondamentaux, la problématique homme-femme et les réfugiés palestiniens.
- Le Programme de coopération industrielle a financé des projets représentant au total 1 million de dollars environ.
- En 1992, le Canada a créé un fonds régional pour le dialogue et le développement afin d'encourager la coopération entre Palestiniens et Israéliens et leurs voisins arabes. Depuis sa création, le fonds a appuyé plus de 70 projets israélo-palestiniens.
- L'ACDI contribue également à une gamme de projets par l'entremise du Fonds canadien d'aide aux initiatives locales. Parmi ces projets figurent des centres de jour pour enfants, des dispensaires, des programmes d'art ainsi que des projets d'assainissement des eaux et de dépollution.
- Grâce au processus de paix multilatéral, le Programme régional de formation en hydrologie opérationnelle permet de former des spécialistes venant de Cisjordanie et Gaza, de Jordanie et d'Israël. Ce programme, qui vise à accroître les possibilités de coopération entre les pays, bénéficiera d'un financement de 1 million de dollars échelonné sur trois ans.

- Le Programme de l'Université McGill concernant l'édification de la société civile et la consolidation de la paix au Moyen-Orient permet d'offrir une formation en travail social et d'améliorer les conditions de logement dans les quartiers pauvres de Naplouse, d'Amman et de Jérusalem-Est. De plus, ce programme amène Palestiniens, Israéliens et Jordaniens à prendre part à des activités régionales qui visent à promouvoir la paix et la collaboration. La contribution de l'ACDI pour ces initiatives est de 3 millions de dollars répartis sur les quatre prochaines années.

CISJORDANIE et GAZA

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

Cisjordanie : 5 700 km²; Gaza : 363 km²

Population

Cisjordanie : 1,7 million d'habitants (1996)

Gaza : 1,1 million d'habitants (est. 1998)

Taux de croissance de la population

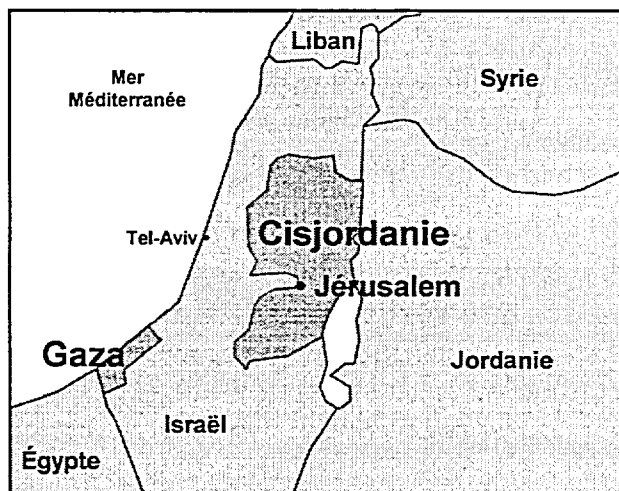
Cisjordanie : 3,7 % ; Gaza : 4 % (est. 1999)

Principales langues

Arabe, hébreu (anglais dans les milieux d'affaires)

Principaux groupes religieux

Musulmans, chrétiens



DONNÉES POLITIQUES

Régime

Assemblée législative élue

Institutions démocratiques

Conseil législatif

Dirigeant

Le président de l'OLP, Yasser Arafat

Ministre de la Planification et de la Coopération internationale

Nabil Shaath

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

4 milliards de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB

4,5 % (est. 1999)

PIB par habitant

Cisjordanie : 950 \$US; Gaza : 600 \$US (1996)

Taux d'inflation

8,1 % (est. 1997)

Taux de chômage

Cisjordanie : 18,2 %; Gaza : 31,6 % (est. 1997)

Principales exportations

Olives, fruits, légumes, pierre calcaire

Principales importations

Biens de consommation, équipement industriel

Principales exportations vers le Canada

1 million de dollars environ (est. 1998), en chaussures, artisanat

Principales importations du Canada

1 million de dollars environ (est. 1998), en papier, biens de consommation

Aide publique du Canada au développement

11,1 millions de dollars (1998-1999)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Tim Martin

Chef, Bureau de représentation du Canada

12 Mahfal Street

Soudah House

Ramallah

Cisjordanie

Téléphone : (011-972-2) 295-8604

Télécopieur : (011-972-2) 295-8606

Le président de l'OLP, M. Yasser Arafat

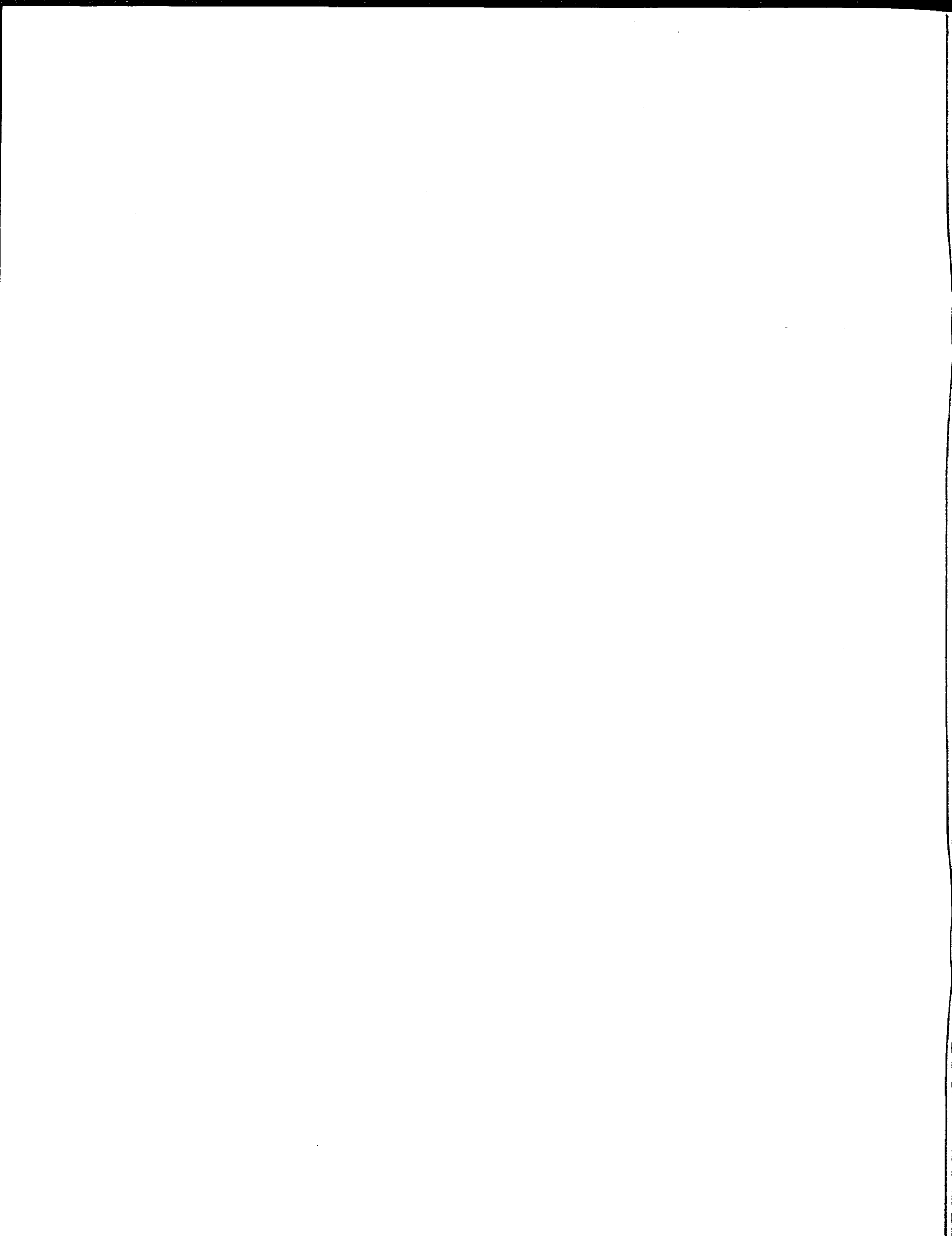
Né au Caire le 4 août 1929, Yasser Arafat passe son enfance à Gaza. En 1948, il retourne au Caire pour y faire des études en génie civil. De 1953 à 1968, il dirige la Ligue étudiante palestinienne. M. Arafat reçoit sa formation militaire dans l'armée égyptienne en 1955-1956 et, l'année suivante, il déménage au Koweït.

En 1958, M. Arafat collabore à la fondation du mouvement de libération nationale de la Palestine (al-Fatah), dont il est nommé porte-parole officiel en 1968. L'année suivante, il est élu président de l'OLP.

Aux élections générales de 1996, M. Arafat est porté à la tête du conseil exécutif de l'Autorité palestinienne.

M. Arafat est marié et a un enfant.

Égypte



Les relations entre le Canada et l'Égypte

- En 1954, le Canada et l'Égypte ont établi des relations diplomatiques et ouvert des ambassades. Depuis, les deux pays entretiennent d'excellentes relations et ont renforcé leurs liens politiques, économiques et culturels. Le Canada et l'Égypte sont membres des Nations unies, du Fonds monétaire international, de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation mondiale du commerce. De plus, l'Égypte est un membre associé de la Francophonie.
- Le ministre canadien des Affaires étrangères s'est rendu en Égypte en 1996, en 1997 et en mai 1999. La ministre de la Coopération internationale a visité l'Égypte en mai 1999. La ministre d'État aux Affaires environnementales d'Égypte a visité le Canada en 1998 et est venue à Vancouver en février 2000 pour participer à Globe 2000, une conférence internationale sur le commerce et l'environnement qui a lieu tous les deux ans.
- Les échanges entre les deux pays dans les domaines de la culture et de l'éducation sont fréquents. Le Canada est une destination importante pour les émigrants égyptiens. La majeure partie des 75 000 membres de la communauté égypto-canadienne vivent à Montréal, à Toronto et à Vancouver. Le Canada et l'Égypte coopèrent également dans le domaine de l'application de la loi et ont signé en 1997 un accord sur le transfert des personnes condamnées.

Paix et sécurité

- La recherche d'un règlement équitable et complet de la paix au Moyen-Orient est un élément clé des relations du Canada avec l'Égypte, qui continuent de s'élargir dans de nouveaux domaines de coopération. Les deux pays ont étroitement collaboré au sein du Groupe de travail sur les réfugiés, que préside le Canada, et ont aidé à la réinstallation à Gaza des réfugiés palestiniens du Camp Canada, au Sinaï.
- L'intervention fructueuse du Canada pour le maintien de la paix au moment de la crise du canal de Suez, en 1956, est le premier fait qui lui a donné de la notoriété en Égypte. Le Canada participe actuellement à deux missions concernant l'Égypte. L'Organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve, qui compte 11 membres des Forces canadiennes, aide à superviser les conventions d'armistice général conclues séparément entre Israël et l'Égypte, le Liban, la Jordanie et la Syrie. La Force

multinationale et Observateurs, à laquelle ont été affectés 30 membres des Forces canadiennes, est une mission indépendante de maintien de la paix visant à éviter les violations du traité de paix conclu entre Israël et l'Égypte et à contrôler l'adhésion aux dispositions du traité, conformément aux Accords de Camp David.

- Les Forces égyptiennes et canadiennes participent ensemble à des opérations de maintien de la paix en République démocratique du Congo, en Sierra Leone, au Kosovo, au Timor-Oriental et en Bosnie-Herzégovine.

Commerce et investissement

- Le commerce entre les deux pays s'intensifie à mesure que l'Égypte entreprend des réformes économiques et élargit son infrastructure de base. De ce fait, les sociétés canadiennes trouvent d'importants débouchés nouveaux dans les domaines des transports, de l'énergie, de l'environnement et des télécommunications.
- En 1999, les exportations du Canada vers l'Égypte étaient évaluées à 187 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de plus de 63 p. 100 depuis 1993. Ces exportations se composaient de papier et carton, de combustibles minéraux, de machines électriques et mécaniques, et de céréales. Les importations du Canada en provenance de l'Égypte s'élevaient à près de 40 millions de dollars en 1999. Il s'agissait de vêtements tissés et tricotés, de combustibles minéraux, de tapis, de revêtements de sol et de vêtements.
- L'importance accordée à l'environnement en Égypte y a fait croître les importations de machines et de services liés à l'environnement en provenance du Canada. En 1998, Industrie Canada et l'Agence égyptienne des affaires environnementales ont signé un protocole d'entente pour stimuler la coopération environnementale. En 1998, puis en novembre 1999, le ministère de l'Industrie et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international ont dirigé en Égypte des missions d'entreprises canadiennes œuvrant dans le domaine de l'environnement. Une délégation égyptienne a également participé à Globe 2000.
- Le Canada et l'Égypte ont signé une convention de double imposition en 1983, ainsi qu'un accord sur la protection des investissements étrangers en 1996, ce qui facilite le travail des exportateurs et des investisseurs canadiens et égyptiens. La Société pour l'expansion des exportations (SEE) appuie les opérations sur le marché égyptien et, en 1999, elle a contribué au financement de la centrale électrique de Sidi Kriir, premier projet réalisé selon le principe construction-propriété-exploitation-transfert en Égypte. La SEE a aussi signé une ligne de crédit de 10 millions de dollars américains avec la United Bank of Egypt.

- Les investissements canadiens en Égypte, évalués à plus de 250 millions de dollars, croissent à mesure que l'Égypte met en place sa réforme économique et privatise les sociétés du secteur public. Les investissements canadiens sont surtout effectués dans le secteur pétrolier, mais s'étendent actuellement aux secteurs des télécommunications, des transports et de l'environnement.
- Plus de 15 sociétés canadiennes ont des succursales en Égypte, notamment Dessau et SNC Lavalin.

Aide au développement

- Depuis 1971, année où l'Égypte est devenue admissible à l'aide canadienne au développement, les contributions totales ont dépassé les 950 millions de dollars. À l'origine, les programmes d'aide offraient un soutien financier à l'égard de projets d'infrastructure et de lignes de crédit pour les marchandises. Vers le milieu des années 80, cependant, les programmes ont porté principalement sur l'assistance technique et le développement des capacités, surtout dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie. En 1998-1999, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a versé 29 millions de dollars à l'Égypte par l'intermédiaire de sources bilatérales et multilatérales ou de partenariats.
- La stratégie décennale de l'ACDI à l'égard de l'Égypte a été adoptée en 1993 et actualisée à la fin de 1996. Elle porte essentiellement sur le développement et l'application de technologies environnementales concernant l'eau et le sol et sur la sensibilisation à l'environnement. Elle vise en outre la mise en place de réformes socioéconomiques favorisant les microentreprises et les petites entreprises privées, la consolidation des réformes du secteur public ainsi que le renforcement et la participation de la société civile, y compris l'éducation des jeunes filles.
- De 1986 à 1998, le Canada a versé 50 millions de dollars en aide alimentaire directe à l'Égypte. Le Programme alimentaire mondial, dont le Canada est un donateur important, continue de fournir une aide alimentaire à l'Égypte.
- L'Égypte bénéficie directement et indirectement du soutien canadien aux organismes multilatéraux, notamment à des organismes spécialisés tels le Programme de développement des Nations unies et le Fonds des Nations unies pour l'enfance.

- De 1992 à 1997, l'ACDI a versé 21,7 millions de dollars à tout un éventail d'institutions, d'associations, d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'entreprises privées canadiennes en Égypte. Parmi les ONG ayant reçu un soutien, mentionnons l'Association de la Haute-Égypte pour l'éducation et le développement, l'Agence de développement et de secours adventiste, Alternative Incorporated, Oxfam-Québec, le Conseil canadien des Églises, le Comité central mennonite, UNICEF Canada, le Plan de parrainage du Canada et l'Association canadienne de santé publique.
- Depuis 1978, l'ACDI a versé 36 millions de dollars pour 256 projets du secteur privé dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, de l'eau et de l'hygiène publique.

ÉGYPTE

Capitale : Le Caire

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 001 450 km²

Population

62,6 millions d'habitants (1998)

Taux de croissance de la population

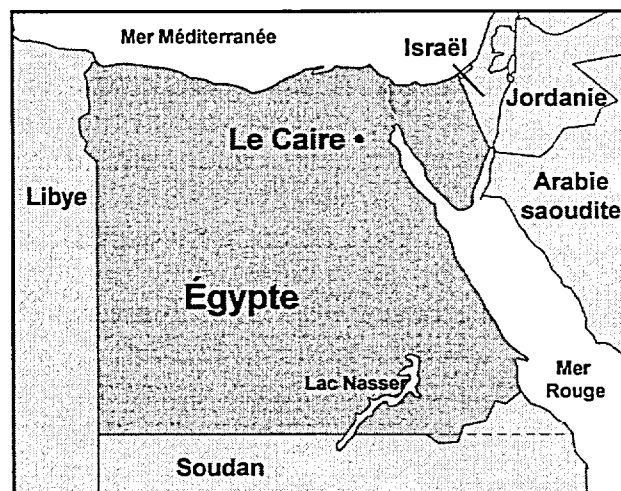
1,6 %

Principale langue

Arabe

Principaux groupes religieux

Musulmans sunnites (94 %), chrétiens coptes (6 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime

République

Institutions démocratiques

Assemblée du peuple, monocamérale

Dirigeants

Le président Hosni Moubarak

Le premier ministre Atef Ebeid

Ministre des Affaires étrangères

Amr Mahmoud Moussa

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

L'Égypte se classe 120^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

82 milliards de dollars américains (1999)

Taux de croissance du PIB

5 % (1999)

PIB par habitant

1 121 \$US (1999)

Taux d'inflation

3,2 % (1999)

Taux de chômage

11,3 % (1999)

Principales exportations

Pétrole, fil de coton, textiles, outils d'ingénierie et de métallurgie

Principales importations

Équipement de transport, bétail, aliments et boissons, matières grasses, combustibles minéraux

Principales exportations vers le Canada

39,8 millions de dollars (1999), en articles de bonneterie, combustibles minéraux, tapis et revêtements de sol, vêtements

Principales importations du Canada

187 millions de dollars (1999), en papier, carton, combustibles minéraux, machines mécaniques et électriques, céréales

Aide publique du Canada au développement

29 millions de dollars (1998-1999)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Marie-Andrée Beauchemin, ambassadrice

Ambassade du Canada

5 Midan El Saraya Al Kobra Street

Le Caire

Égypte

Téléphone : (011-20-2) 794-3110

Télécopieur : (011-20-2) 794-7659

Le président de l'Égypte, M. Hosni Moubarak

Né le 4 mai 1928 dans le gouvernorat de Menoufeya, M. Hosni Moubarak fait ses études aux académies égyptiennes de la guerre et de l'air. Il gravit les échelons des forces armées jusqu'au rang de commandant des forces aériennes et il devient sous-ministre des Affaires militaires en 1972.

M. Moubarak est nommé vice-président en 1975 et est élu président de l'Égypte en 1981, à la suite de l'assassinat du président Anwar Sadat. Il occupe la présidence du Parti national démocratique depuis 1982.

M. Moubarak est marié et a deux enfants.

Le premier ministre de l'Égypte, M. Atef Ebeid

Né dans le gouvernorat de Gharbiya le 14 avril 1932, M. Atef Ebeid obtient un baccalauréat en sciences commerciales de l'Université du Caire en 1952, puis une maîtrise en 1956; l'Université de l'Illinois lui décerne en outre un doctorat en administration des affaires en 1962. M. Ebeid enseigne la gestion d'entreprise et, de 1963 à 1984, il est consultant auprès d'administrations publiques.

Entre 1984 et 1993, M. Ebeid occupe les fonctions de ministre d'État au développement administratif, puis, de 1993 à 1999, celles de ministre des Entreprises publiques.

M. Ebeid est nommé premier ministre de l'Égypte en octobre 1999.

Il est marié et a deux enfants.



Liban

Le Liban est un pays du Moyen-Orient, bordé par la Méditerranée à l'ouest et le désert syrien à l'est. Sa capitale est Beyrouth. Le pays est connu pour sa diversité culturelle et religieuse, ainsi que pour son patrimoine historique riche.

Le Liban a une longue histoire, ayant été occupé par de nombreuses civilisations, dont les Phéniciens, les Grecs, les Romains, les Arabes et les Français. Le pays a obtenu son indépendance en 1943 et a depuis été marqué par une instabilité politique et une guerre civile de 1975 à 1990.

Le Liban est un pays démocratique à régime parlementaire. Le président est élu pour un mandat de six ans. Le pouvoir exécutif est exercé par le Conseil des ministres, dirigé par le Premier ministre. Le pouvoir judiciaire est indépendant.

Le Liban est un pays multireligieux, avec une population majoritairement sunnite. Les autres religions représentées incluent le maronisme, le grec orthodoxe, le druzisme et le christianisme protestant. Le pays est également connu pour sa culture riche et ses traditions.

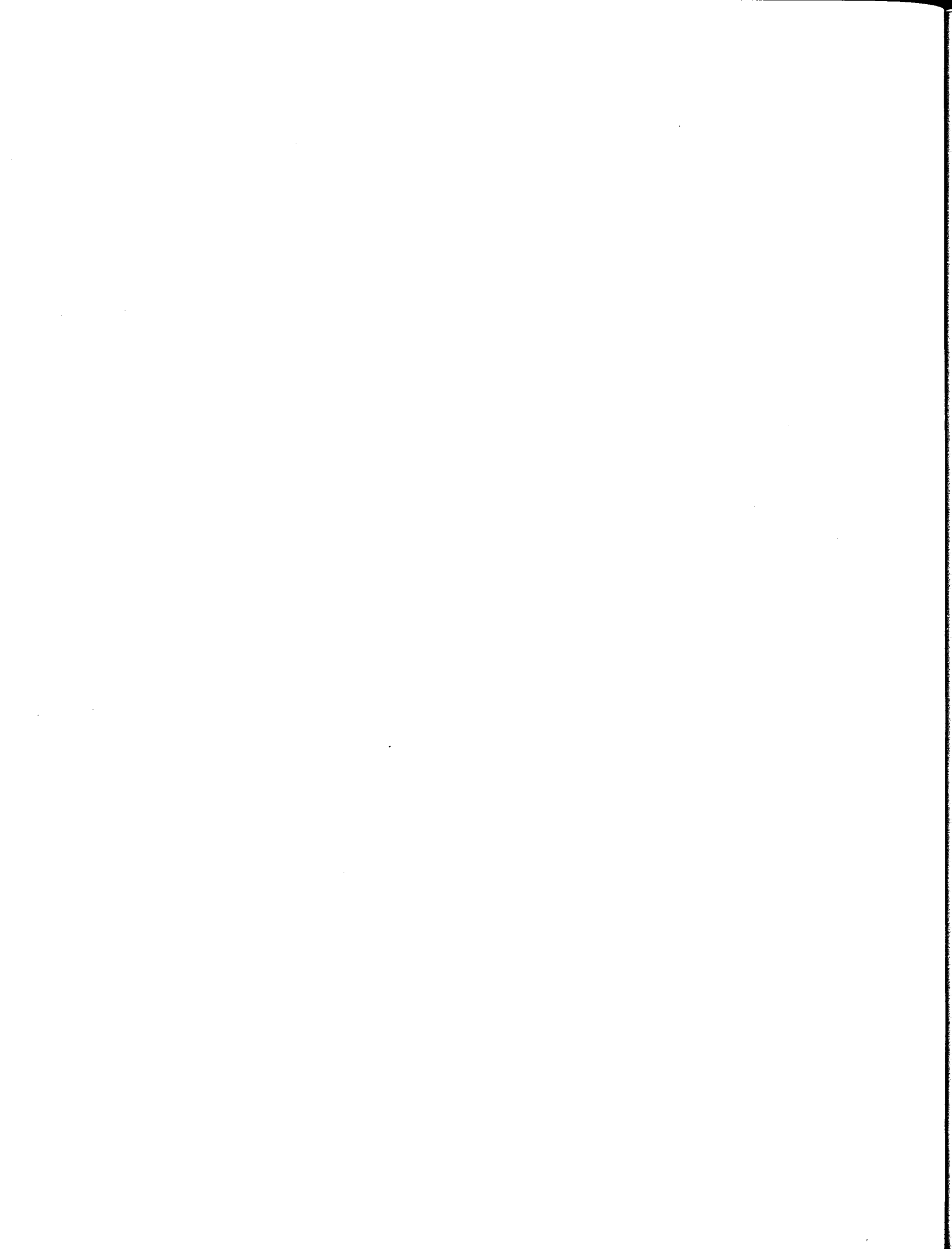
Liban

Le Liban est un pays méditerranéen, avec un climat tempéré et une végétation méditerranéenne. Le pays est riche en sites historiques et culturels, tels que les ruines de Tyr et de Sidon, ainsi que le Mont Liban.

Le Liban est un pays touristique, attirant des visiteurs de partout dans le monde. Les sites historiques et culturels, ainsi que la beauté naturelle du pays, sont les principales attractions touristiques.

Le Liban est un pays développé, avec un niveau de vie élevé et une économie diversifiée. Le pays est membre de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) et de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Le Liban est un pays dynamique, avec une population jeune et une culture ouverte. Le pays est en train de se reconstruire après la guerre civile et a un potentiel énorme pour l'avenir.



Les relations entre le Canada et le Liban

- Le Canada et le Liban entretiennent depuis de nombreuses années d'excellentes relations, renforcées par leur adhésion aux Nations unies, à la Francophonie, à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international. En 1958, le Canada a ouvert une ambassade dans la capitale du Liban, et une ambassade du Liban a été établie à Ottawa.
- Le premier ministre libanais est venu au Canada en 1997, et le président du Liban a participé au Sommet de la Francophonie qui s'est tenu à Moncton en septembre 1999. Le ministre des Affaires étrangères et le ministre du Commerce international du Canada se sont rendus au Liban en 1997. Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux a visité le Liban en 1998 et le ministre des Transports, en avril 1999.
- À l'heure actuelle, onze membres des Forces canadiennes font partie de l'Organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve, qui aide à superviser les conventions d'armistice général qu'Israël a signées séparément avec l'Égypte, le Liban, la Jordanie et la Syrie.
- On estime que la communauté canadienne d'origine libanaise compte 250 000 membres, qui habitent pour la plupart à Montréal et à Toronto. Trois parlementaires canadiens sont d'origine libanaise : les députés Mark Assad et Mac Harb, ainsi que le sénateur Pierre Debané.

Commerce et investissement

- Les échanges commerciaux entre le Canada et le Liban sont modestes, leur valeur ayant atteint 61,5 millions de dollars en 1999. Cette même année, les exportations de produits de base canadiens au Liban représentaient 46,2 millions de dollars. Elles se composaient de blé, de véhicules automobiles, de produits pharmaceutiques, de graines et de produits de bois. Les importations en provenance du Liban se sont établies à 15,3 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 92 p. 100 par rapport à 1998. Le ciment, les noix, les graines, l'huile d'olive, le coton, les légumes et d'autres produits alimentaires constituaient l'essentiel de ces importations.
- Le Canada et le Liban ont conclu un accord de protection de l'investissement étranger, qui est entré en vigueur en 1999. Ils ont en outre signé une convention de double imposition en 1998 et négocient actuellement un accord aérien. La Société pour l'expansion des exportations a une ligne de crédit de 10 millions de dollars américains avec le Crédit Libanais et en négocie actuellement une deuxième avec la

Byblos Bank. Elle négocie aussi un protocole d'entente avec le Conseil du développement et de la reconstruction (CDR) pour faciliter la coopération dans le cadre de transactions conjointes.

- Le CDR parachève actuellement la version définitive d'un plan quinquennal de construction comportant des projets évalués à 5,6 milliards de dollars dans les domaines du traitement des eaux usées, du logement, de l'éducation, des transports, de la gestion hospitalière et de la protection de l'environnement. Des institutions financières internationales, dont la Banque mondiale, apportent un soutien financier qui créera des débouchés pour les entreprises canadiennes désireuses d'investir dans des projets d'infrastructure.
- Le Liban offre des débouchés aux entreprises canadiennes dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'énergie hydroélectrique, des télécommunications, de la construction et des matériaux de construction, des transports et de l'environnement.
- L'investissement canadien au Liban s'élevait à environ 25 millions de dollars en 1999 et était principalement concentré dans le secteur tertiaire. Plus de vingt entreprises canadiennes sont actives au Liban, dont SNC Lavalin, Bata Industries, Nortel Networks, Harris Communications, la Banque nationale du Canada, CRC Sogema, IBI Group, ABL Canada et BA Banknote.

Aide au développement

- L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a commencé à soutenir la reconstruction du Liban après la guerre civile de 1975-1990. Les contributions totales à ce jour sont évaluées à quelque 38 millions de dollars. Les priorités de l'Agence au Liban sont de subvenir aux besoins humains fondamentaux et d'appuyer le processus de paix. Les dépenses bilatérales s'élèveront à 1,5 million de dollars pour cette année.
- Les projets en cours concernent, entre autres, la réforme du système fiscal, en coopération avec le ministère des Finances; la création d'un programme de formation en administration des affaires, en coopération avec la Fondation Hariri; et le soutien au Fonds canadien d'initiatives locales. Ce fonds, qui soutient le développement des collectivités en général, vise les groupes les plus défavorisés du pays, soit les familles pauvres en milieu rural, les personnes handicapées et les réfugiés palestiniens. L'ACDI a confirmé récemment sa participation à un programme international de bourses d'études pour les Palestiniennes et les réfugiés au Liban.

- En 1999, l'ACDI a versé 15 millions de dollars à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient afin de fournir davantage de services de base à ces réfugiés, dont 370 000 vivent au Liban. Un montant additionnel de 880 000 \$ a été versé au cours des deux dernières années pour la prestation de services sociaux et la construction de logements destinés à améliorer la situation difficile des réfugiés au Liban.
- Au cours des cinq dernières années, l'ACDI a donné 2 millions de dollars au Liban par l'entremise de sa division des organisations non gouvernementales. Dans le cadre de son programme de coopération industrielle, elle a récemment approuvé un projet d'une valeur de 300 000 \$ visant à former le personnel des postes libanaises.

LIBAN

Capitale : Beyrouth

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

10 452 km²

Population

4,2 millions d'habitants (1999)

Taux de croissance de la population

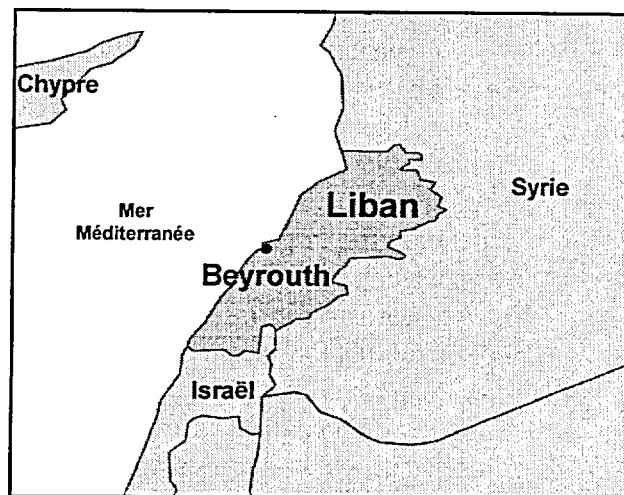
0,6 % (1999)

Principales langues

Arabe (officielle), français, anglais

Principaux groupes religieux

Musulmans chiïtes (32 %), chrétiens maronites (24 %), musulmans sunnites (21 %), druzes (7 %), autres (16 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime

République

Institutions démocratiques

Assemblée nationale monocamérale

Dirigeants

Le président Émile Lahoud

Le premier ministre Sélîm el-Hoss

Ministre des Affaires étrangères

Sélîm el-Hoss

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

Le Liban se classe 69^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

16,2 milliards de dollars américains (est. 1999)

Taux de croissance du PIB

3,5 % (est. 1999)

PIB par habitant

5 148 \$US (est. 1999)

Taux d'inflation

9 % (est. 1999)

Taux de chômage

4,8 % (est. 1999)

Principales exportations

Produits agricoles, produits chimiques, textiles, métal et produits en métal, équipement électrique, bijoux, papier et produits en papier

Principales importations

Produits de consommation, machines, équipement de transport, produits pétroliers, textiles

Principales exportations vers le Canada

15,3 millions de dollars (1999), en ciment, noix, graines, huile d'olive, coton, légumes et autres produits alimentaires

Principales importations du Canada

46,2 millions de dollars (1999), en blé, véhicules motorisés, produits pharmaceutiques, graines, produits de bois

Aide publique du Canada au développement

2,2 millions de dollars (1998-1999)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Haig Sarafian, ambassadeur

Ambassade du Canada

Édifice Coolrite

434, autostrade Jal-el-Dib

Beyrouth

Liban

Téléphone : (011-961) 4-713 900

Télécopieur : (011-961) 4-710 589

Le président du Liban, M. Émile Lahoud

Né à Beyrouth le 12 janvier 1936, M. Émile Lahoud entre à l'Académie militaire en 1956 et poursuit ensuite ses études à la Naval Engineering Academy, au Royaume-Uni, de 1958 à 1960.

Officier de carrière, M. Lahoud avance en grade et est nommé commandant des forces armées. Il occupe le poste de 1989 à 1998, période au cours de laquelle il rebâtit l'armée que la guerre civile de 1975 à 1990 a décimée.

M. Lahoud est élu président du Liban en 1998.

Il est marié et a trois enfants.

Le président de l'Assemblée nationale du Liban, M. Nabih Berri

Né en Sierra Leone en 1938, M. Nabih Berri obtient un diplôme en droit de l'Université du Liban en 1963 et commence sa carrière comme avocat à la Cour d'appel de Beyrouth.

En 1984, M. Berri est élu à la tête du mouvement Amal, dont il est toujours président. Depuis, il s'est vu confier plusieurs portefeuilles, dont la Justice, les Ressources hydrauliques et électriques, les Affaires du Sud, la Reconstruction, ainsi que le Logement et les Coopératives; il sera aussi ministre d'État.

M. Berri est élu président de l'Assemblée nationale du Liban en 1992 et réélu en 1996.

Le premier ministre du Liban et ministre des Affaires étrangères, M. Sélim el-Hoss

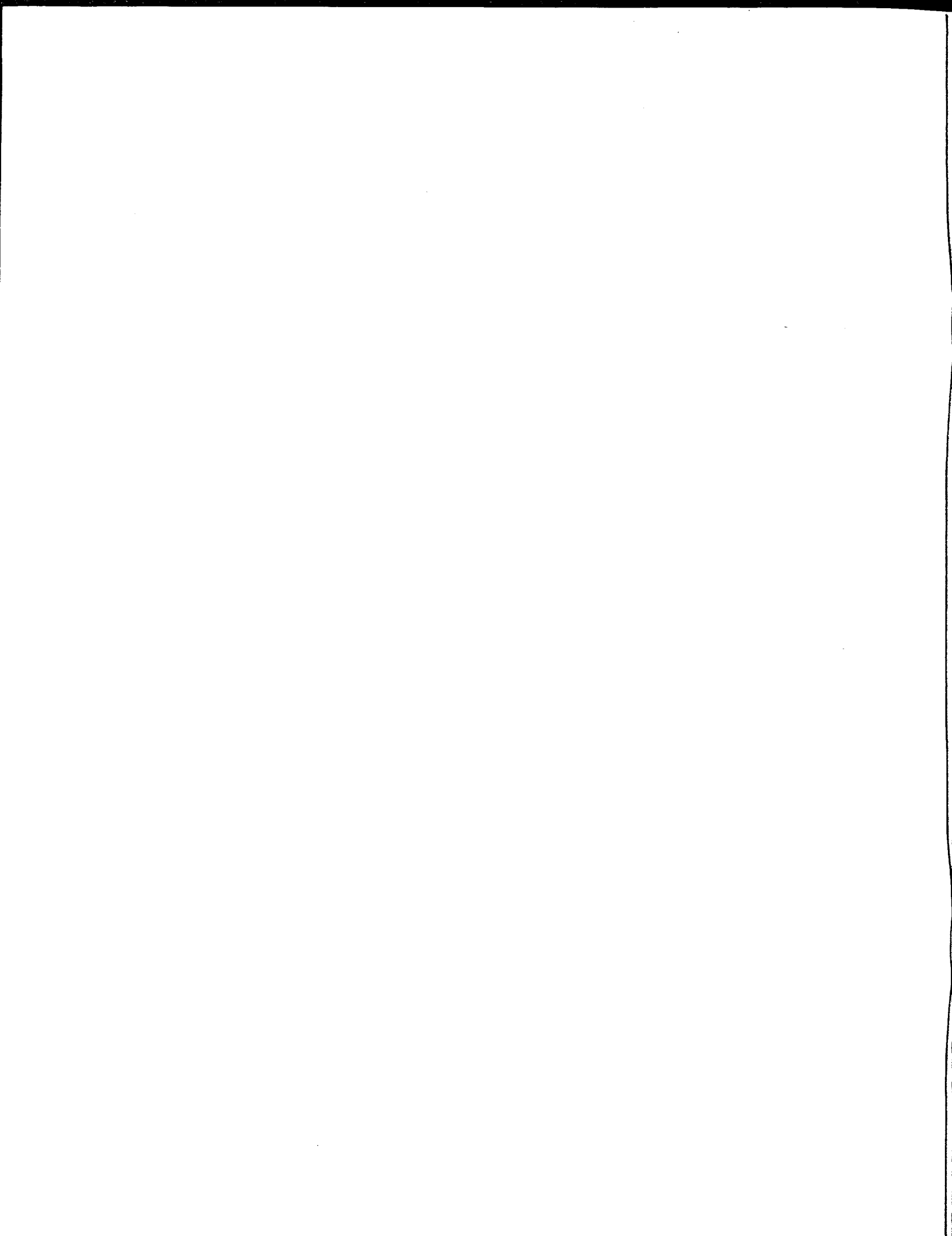
Né le 20 décembre 1929 à Beyrouth, M. Sélim el-Hoss termine sa maîtrise à l'Université américaine de Beyrouth en 1957 et obtient un doctorat en sciences économiques et en administration des affaires de l'Université de l'Indiana en 1961.

Il est chargé de cours à l'École d'administration de l'Université américaine de Beyrouth et auteur de plusieurs ouvrages.

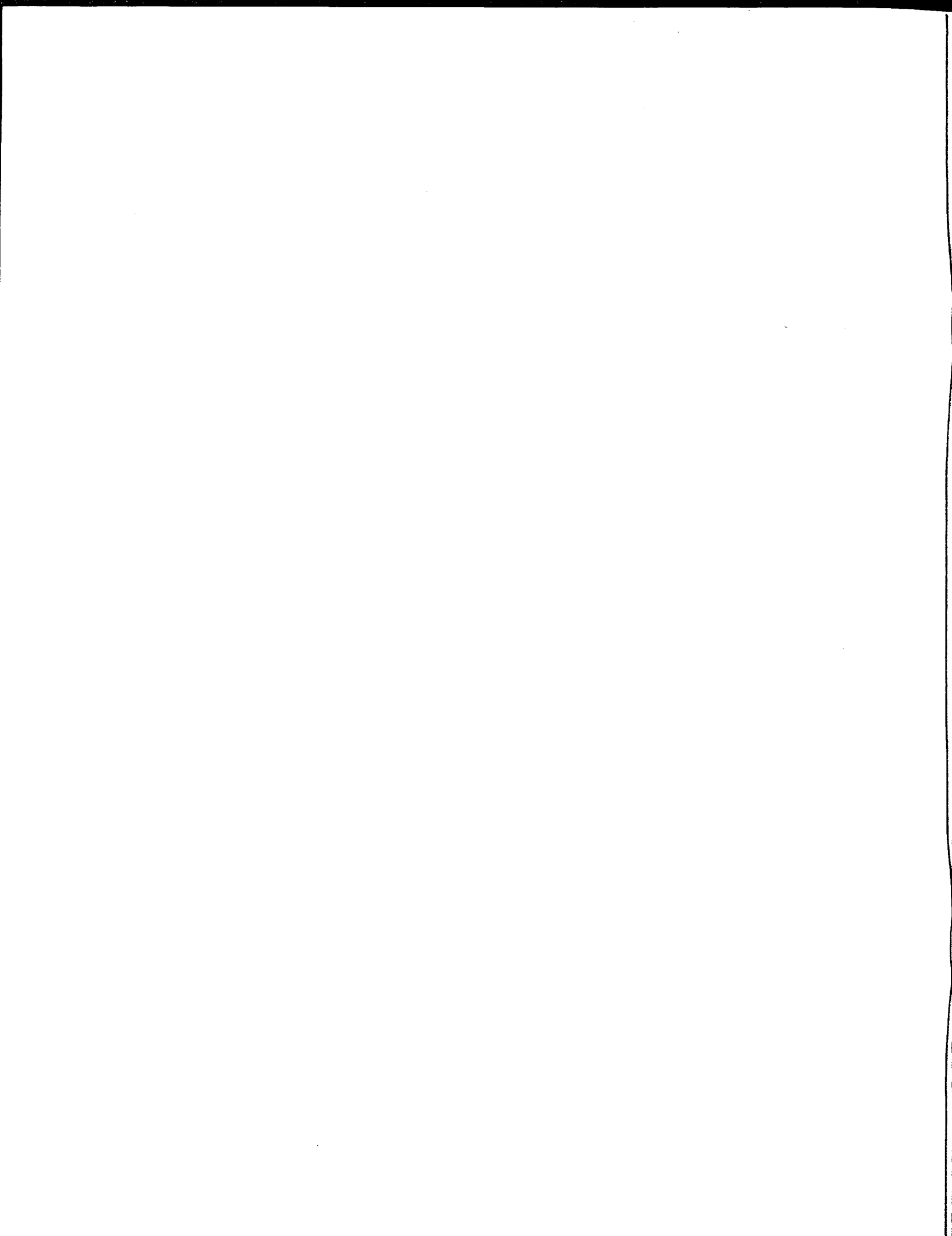
M. Hoss est président de l'Arab Dinar Study Committee (Fonds monétaire arabe) de 1984 à 1985 et du Comité d'experts arabes (Ligue arabe) en 1986 et en 1987. Il demeure conseiller auprès du Fonds monétaire arabe et siège au conseil consultatif de plusieurs sociétés, dont la Middle East and North Africa International Bank, ainsi qu'au conseil d'administration de l'Université américaine de Beyrouth.

Il se voit en outre confier un certain nombre de portefeuilles, dont l'Éducation, le Travail, l'Information ainsi que l'Économie et le Commerce. Il est député de Beyrouth à l'Assemblée nationale depuis 1992.

M. Hoss occupe la charge de premier ministre à deux reprises : de 1976 à 1980 et, à nouveau, de 1987 à 1990. Il est élu une troisième fois en 1998. En outre, il détient le portefeuille des Affaires étrangères.



Jordanie



Les relations entre le Canada et la Jordanie

- Le Canada et la Jordanie entretiennent des rapports solides depuis qu'ils ont établi des relations diplomatiques en 1964. Chaque pays a une ambassade dans la capitale de l'autre pays et tous deux sont membres des Nations unies, du Fonds monétaire international et de l'Organisation mondiale du commerce.
- Feu le roi Hussein, accompagné de la reine Noor, s'est rendu au Canada en 1995. Le prince héritier Hassan est venu en 1996, et le roi Abdallah et la reine Rania ont fait une visite en mai 1999.
- Le ministre canadien des Affaires étrangères s'est rendu en Jordanie en 1997, et les ministres de l'Industrie et de la Défense nationale, en 1999.

Paix et sécurité

- La Jordanie a fait preuve de prévoyance et de leadership dans sa participation au processus de paix au Moyen-Orient. Elle a signé un traité de paix avec Israël en 1994. La Jordanie prend également part, avec le Canada, à tous les groupes de travail du processus de paix multilatéral, où elle a démontré sa capacité de relancer les pourparlers de paix, qui étaient bloqués.
- Onze membres des Forces canadiennes sont affectés à l'Organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve, et qui aide à superviser les conventions d'armistice général conclues séparément entre Israël et l'Égypte, le Liban, la Jordanie et la Syrie.
- Pendant de nombreuses années, la Jordanie a fourni abri et services à 1,4 million de réfugiés palestiniens. Elle joue un rôle prépondérant en aidant le Canada dans ses fonctions de président du Groupe de travail sur les réfugiés. Les deux pays sont également actifs au sein de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.
- En 1998, la Jordanie a ratifié le traité international d'interdiction des mines antipersonnel et la reine Noor joue un rôle de premier plan à promouvoir la cause du déminage. Le Canada a versé une contribution de 300 000 \$ à un projet de déminage dans la vallée du Jourdain, effectué en collaboration avec la Norvège et Israël.
- Le Canada et la Jordanie ont participé ensemble aux missions de maintien de la paix dans les Balkans.

Commerce et investissement

- Le Canada et la Jordanie entretiennent des relations commerciales modestes mais croissantes, les échanges bilatéraux étant évalués à environ 20 millions de dollars en 1999. Les contrats signés récemment par des sociétés canadiennes, ainsi que l'importance accordée par le gouvernement jordanien à la réforme économique, sont de bon augure pour de futurs partenariats commerciaux.
- En 1999, les exportations canadiennes vers la Jordanie ont atteint 19 millions de dollars. Elles consistaient en bois, cuivre, blé, produits pharmaceutiques et véhicules. Les importations en provenance de la Jordanie s'élevaient alors à près de 1 million de dollars et étaient composées de pièces pour aéronefs, de produits agricoles et de pièces pour appareils électriques.
- Les sociétés canadiennes ont des débouchés dans les secteurs du pétrole et du gaz, de l'éducation et de la formation, de l'agriculture et de l'ingénierie.
- L'investissement canadien en Jordanie, qui s'élevait à 4,4 milliards de dollars en 1999, était principalement axé sur les secteurs de l'énergie, de l'aérospatiale, de l'ingénierie et des travaux publics, et de l'architecture. Actuellement, sept grandes sociétés canadiennes ont des activités en Jordanie : Agra, Bombardier, Spar Aviation Services, Cansult, Suncor Energy, Postes Canada internationale et SNC Lavalin.
- En septembre 1999, le Canada et la Jordanie ont signé un traité de double imposition et ils négocient un accord sur la protection des investissements étrangers.

Aide au développement

- En Jordanie, les priorités du Canada en matière d'aide au développement sont de soutenir le processus de paix au Moyen-Orient et de subvenir aux besoins humains fondamentaux, et plus particulièrement ceux des réfugiés palestiniens. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) verse des fonds principalement dans le cadre d'accords gouvernementaux, sous forme de contributions multilatérales, et par l'entremise de programmes gérés par trois directions : organisations non gouvernementales, coopération industrielle et coopération institutionnelle.
- Depuis 1993, le gouvernement du Canada a fourni à la Jordanie une aide bilatérale d'une valeur de 38 millions de dollars, dont 6,5 millions pour la réforme du système jordanien d'éducation technique et professionnelle. Le programme soutient également la gestion des pâturages, le programme du roi Hussein visant l'environnement et la formation en gestion, la gestion

intégrée des déchets, des microcrédits pour les femmes et des systèmes d'information pour le développement des ressources humaines. L'ACDI apporte un soutien au Fonds canadien d'initiatives locales, géré par l'ambassade du Canada à Amman.

- Grâce au processus de paix multilatéral, le Programme régional de formation en hydrologie opérationnelle permet de former des spécialistes venant de Jordanie, de Cisjordanie et Gaza, et d'Israël. Ce programme, qui vise à accroître les possibilités de coopération entre les pays, bénéficiera d'un financement de 1 million de dollars échelonné sur trois ans.
- Le Programme de l'Université McGill concernant l'édification de la société civile et la consolidation de la paix au Moyen-Orient permet d'offrir une formation en travail social et d'améliorer les conditions de logement dans les quartiers pauvres d'Amman, de Naplouse et de Jérusalem-Est. De plus, ce programme amène Jordaniens, Israéliens et Palestiniens à prendre part à des activités régionales qui visent à promouvoir la paix et la collaboration. La contribution de l'ACDI pour ces initiatives est de 3 millions de dollars répartis sur les quatre prochaines années.
- L'ambassade du Canada se sert également du Fonds canadien pour le dialogue et le développement afin de soutenir des initiatives interpersonnelles favorisant la paix au Moyen-Orient.
- Depuis 1993, le Canada a versé environ 91 millions de dollars à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. En 1999, des 15 millions de dollars fournis par l'ACDI à l'Office, quelque 3,5 millions ont servi directement à aider les réfugiés en Jordanie.
- Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI vise à promouvoir des initiatives du secteur privé canadien dans des domaines comme le fonctionnement des aéroports, les chemins de fer, les technologies environnementales et les exportations de denrées alimentaires.
- Les programmes de l'ACDI pour les organisations non gouvernementales en Jordanie soutiennent les activités de la Christian Blind Mission International, du Conseil canadien des Églises et de l'Agence de développement et de secours adventiste. Les programmes appuient aussi des projets dirigés par l'Université de Windsor et l'Université Concordia.

JORDANIE

Capitale : Amman

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

88 884 km²

Population

4,7 millions d'habitants (1999)

Taux de croissance de la population

4 % (1999)

Principales langues

Arabe (officielle), anglais

Principaux groupes religieux

Musulmans sunnites (92 %), chrétiens (8 %)

DONNÉES POLITIQUES

Régime

Monarchie constitutionnelle

Institutions démocratiques

Assemblée nationale

Dirigeants

Le roi Abdallah ibn Hussein

Le premier ministre Abdelrauf al-Rawabdeh

Ministre des Affaires étrangères

Abdul Ilah Khatib

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

La Jordanie se classe 94^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

7,7 milliards de dollars américains (est. 1999)

Taux de croissance du PIB

2 % (est. 1999)

PIB par habitant

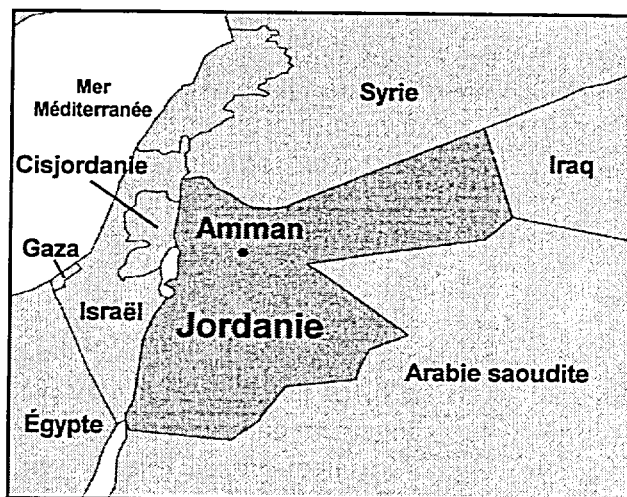
1 565 \$US (est. 1999)

Taux d'inflation

1,9 % (est. 1999)

Taux de chômage

17 % (est. 1999)



Principales exportations

Phosphates, potasse, engrais, produits agricoles, produits pharmaceutiques

Principales importations

Pétrole brut, machines, équipement de transport, produits alimentaires, produits chimiques, produits manufacturés

Principales exportations vers le Canada

989 000 \$ (1999), en pièces pour aéronefs, produits agricoles, pièces pour appareils électriques

Principales importations du Canada

19 millions de dollars (1999), en bois, cuivre, blé, produits pharmaceutiques, véhicules

Aide publique du Canada au développement

4,5 millions de dollars (1998-1999)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Michael Molloy, ambassadeur

Ambassade du Canada

Édifice Pearl of Shmeisani

Abdul Hamid Shoman Street, 4th Floor

Shmeisani, Amman

Jordanie

Téléphone : (011-962-6) 566-6124

Télécopieur : (011-962-6) 568-9227

Le roi Abdallah de Jordanie

Né en janvier 1962, le roi Abdallah fréquente l'Académie de Deerfield, aux États-Unis, et l'Académie royale de Grande-Bretagne, à Sandhurst. L'Université d'Oxford lui décerne en 1984 un diplôme d'études en politique internationale et en affaires mondiales.

Le futur roi commence sa carrière militaire en 1984, d'abord comme lieutenant dans la 40^e brigade blindée. Il commande par la suite les Forces spéciales de Jordanie et devient major-général en 1998.

Il est couronné roi de Jordanie en février 1999.

Le roi Abdallah et sa femme, la reine Rania, ont deux enfants.

Le premier ministre de la Jordanie et ministre de la Défense, M. Abdelrauf al-Rawabdeh

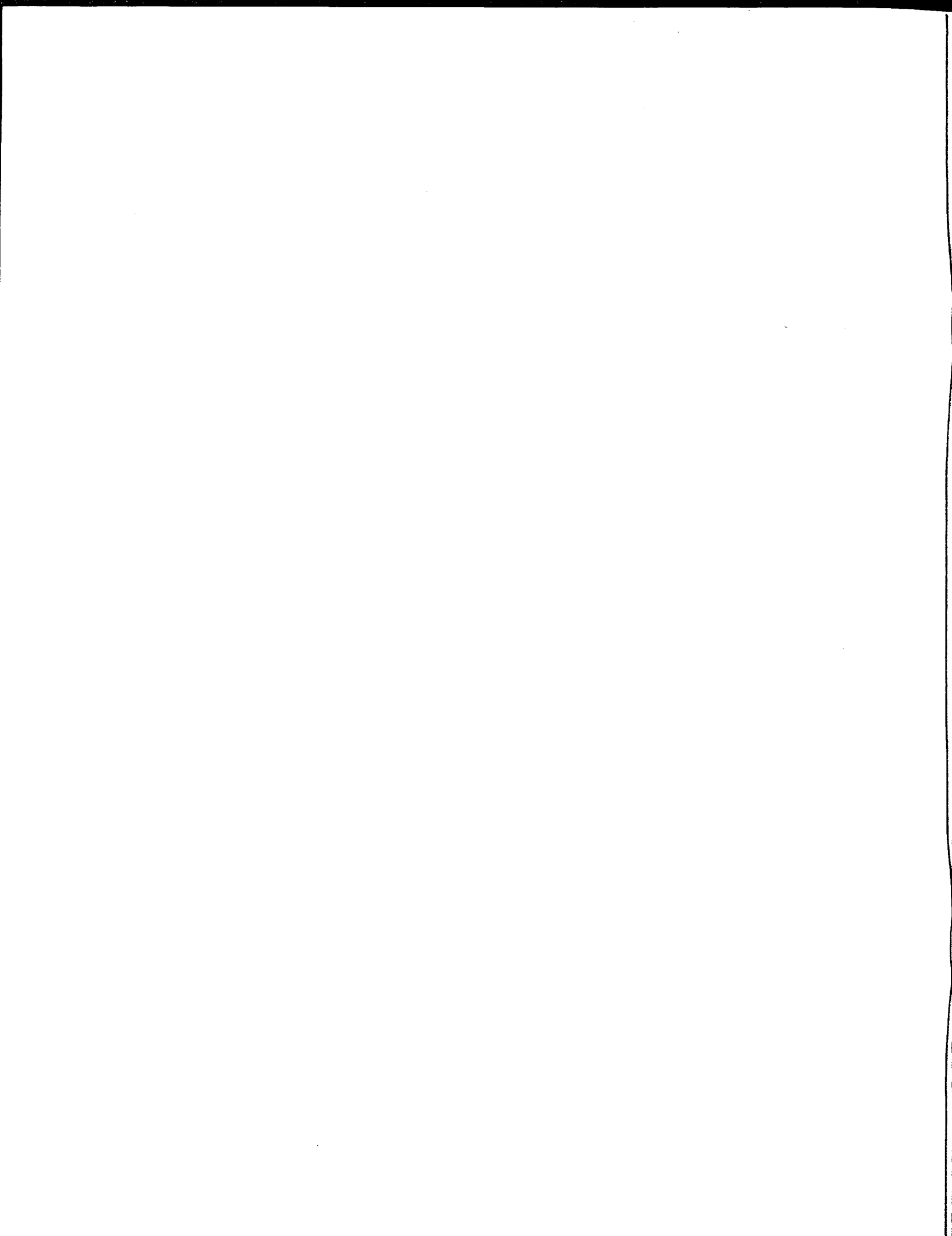
Né en 1939, M. Abdelrauf al-Rawabdeh obtient un baccalauréat en pharmacologie à l'Université américaine de Beyrouth en 1962.

Il est maire d'Amman de 1983 à 1986, puis à nouveau de 1987 à 1989. En 1994 et 1995, il est ministre d'État aux Affaires du premier ministre et exerce les fonctions de ministre de l'Éducation. En 1995 et 1996, il occupe les postes de vice-premier ministre et de ministre de l'Éducation. Il se voit ensuite confier plusieurs autres portefeuilles au sein du Cabinet, y compris Travaux publics et Logement, Santé et Transports, ainsi que Transports et Communications.

M. Rawabdeh est nommé premier ministre de la Jordanie et ministre de la Défense le 4 mars 1999.

M. Rawabdeh est marié et a 11 enfants.

Syrie



Les relations entre le Canada et la Syrie

- Le Canada entretient des relations diplomatiques avec la Syrie depuis 1965 et il a ouvert une ambassade à Damas en 1985. La Syrie a ouvert une ambassade à Ottawa en 1999. Les deux pays sont membres des Nations unies, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale de la santé.
- Le ministre des Affaires étrangères du Canada s'est rendu en Syrie en 1997 et le ministre de la Défense nationale, en 1999. Le ministre des Affaires étrangères de Syrie a fait une visite au Canada en juin 1999.
- Le Canada et la Syrie étudient les moyens d'élargir leurs activités culturelles et universitaires en favorisant les contacts entre les institutions dans les deux pays. Une importante exposition d'objets syriens se tiendra au Musée de la civilisation de Québec, au mois de mai. Le premier ministre du Canada et le président de la Syrie sont les parrains de cette exposition intitulée « Syrie : terre de civilisations ».
- Le Canada participe actuellement à deux missions des Nations unies concernant la Syrie : la Force chargée d'observer le dégageant, qui comprend un effectif de 190 Canadiens et supervise le cessez-le-feu entre Israël et la Syrie; et l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve, qui compte 11 Canadiens et aide à superviser les conventions d'armistice général conclues séparément entre Israël et l'Égypte, le Liban, la Jordanie et la Syrie.
- Le Fonds canadien pour le dialogue et le développement, qui cherche à promouvoir en Syrie les initiatives de paix au Moyen-Orient, appuie un centre pour les personnes handicapées par l'intermédiaire du Comité central mennonite.

Commerce et investissement

- Les relations commerciales entre le Canada et la Syrie sont modestes. En 1999, les échanges bilatéraux étaient évalués à 23,4 millions de dollars. Depuis 1990, l'économie syrienne a entrepris une plus grande libéralisation, mais le rythme de la réforme a été freiné afin d'éviter de sérieuses perturbations sociales et politiques. Le gouvernement espère introduire de nouvelles réformes à mesure qu'il cherche de nouveaux investisseurs.

- En 1999, les exportations canadiennes vers la Syrie s'élevaient à 21 millions de dollars et se composaient de tuyaux, d'instruments, de bois et de zinc. Les importations canadiennes en provenance de la Syrie, pour la même année, totalisaient 2,4 millions de dollars et comprenaient surtout des vêtements, des graines et des fruits déshydratés.
- L'investissement canadien en Syrie, qui était d'environ 2,5 millions de dollars en 1999, portait principalement sur le secteur tertiaire. Quatre sociétés canadiennes ont actuellement des activités en Syrie : Raytheon Canada, la Compagnie canadienne des billets de banque, SNC Lavalin et Titan Projects.
- Les sociétés canadiennes ont des débouchés dans les secteurs du pétrole et du gaz, du matériel et des services relatifs à l'énergie électrique, des instruments médicaux, des produits pharmaceutiques et des machines servant à la transformation des aliments.

SYRIE

Capitale : Damas

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

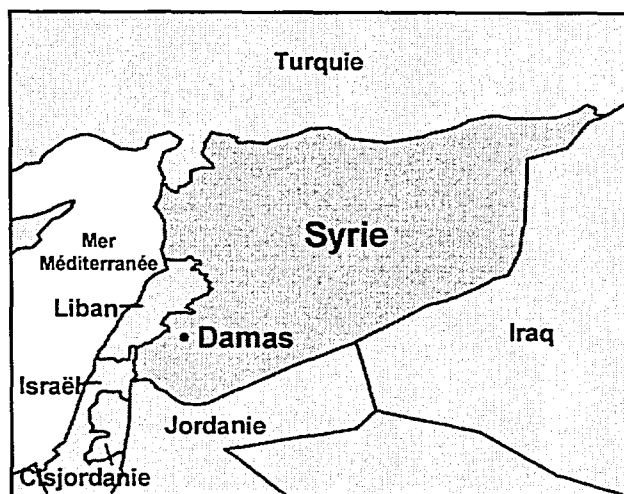
Superficie
185 180 km²

Population
16,4 millions d'habitants (est. 1999)

Taux de croissance de la population
3,2 % (est. 1999)

Principales langues
Arabe (officielle), anglais, français, kurde, araméen, arménien

Principaux groupes religieux
Musulmans sunnites (74 %), musulmans alaouites (12 %), chrétiens (10 %), druzes (4 %)



DONNÉES POLITIQUES

Régime
République socialiste

Institutions démocratiques
Assemblée du peuple, monocamérale

Dirigeants
Le président Hafez el-Assad
Le premier ministre Mohammed Mustafa Miro

Ministre des Affaires étrangères
Farouk el-Charah

Indice du développement humain de l'ONU (1999)
La Syrie se classe 111^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
16,3 milliards de dollars américains (est. 1999)

Taux de croissance du PIB
4,8 % (est. 1999)

PIB par habitant
1 020 \$US (est. 1999)

Taux d'inflation
1,1 % (est. 1999)

Taux de chômage
9 % (est. 1999)

Principales exportations

Pétrole, textiles, produits alimentaires, produits manufacturés

Principales importations

Machines, équipement, produits alimentaires, produits en métal, textiles, produits chimiques, biens de consommation

Principales exportations vers le Canada

2,4 millions de dollars (1999), en vêtements, graines, fruits déshydratés

Principales importations du Canada

21 millions de dollars (1999), en tuyaux, instruments, bois, zinc

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Alexandra Bugailiskis, ambassadrice

Ambassade du Canada

Lot 12

Autostrade Mezzeh

Damas

Syrie

Téléphone : (011-963-11) 611-6692, 611-6851, 611-6870

Télex : (011-963-11) 611-4000

Le président de la Syrie, M. Hafez el-Assad

Né à Qardaha le 6 octobre 1930, M. Hafez el-Assad termine ses études de pilote de l'armée de l'air en 1955 à l'Académie militaire de Homs.

Il est nommé commandant en chef de l'armée de l'air syrienne en 1964. Deux ans plus tard, il se voit confier le portefeuille de la Défense, puis il devient premier ministre en 1970. M. Assad est actuellement commandant en chef des forces armées de la Syrie et secrétaire-général du parti socialiste arabe Baas.

Il est élu président de la Syrie en 1971.

M. Assad est marié et a cinq enfants.

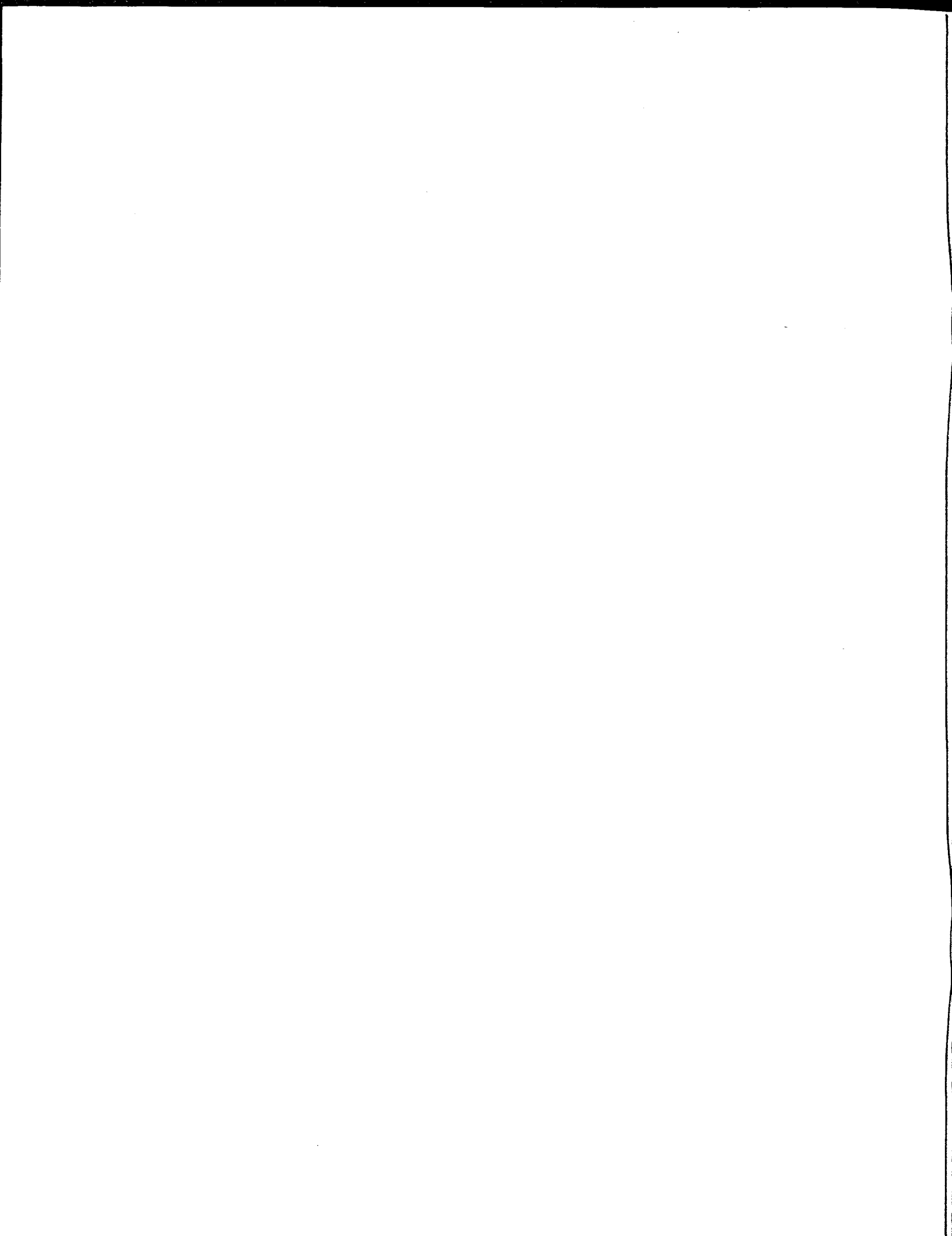
Le premier ministre de la Syrie, M. Mohammed Mustafa Miro

Né en 1941 à Al Tal, en banlieue de Damas, M. Mohammed Mustafa Miro est titulaire d'un doctorat en études arabes de l'Université de Damas.

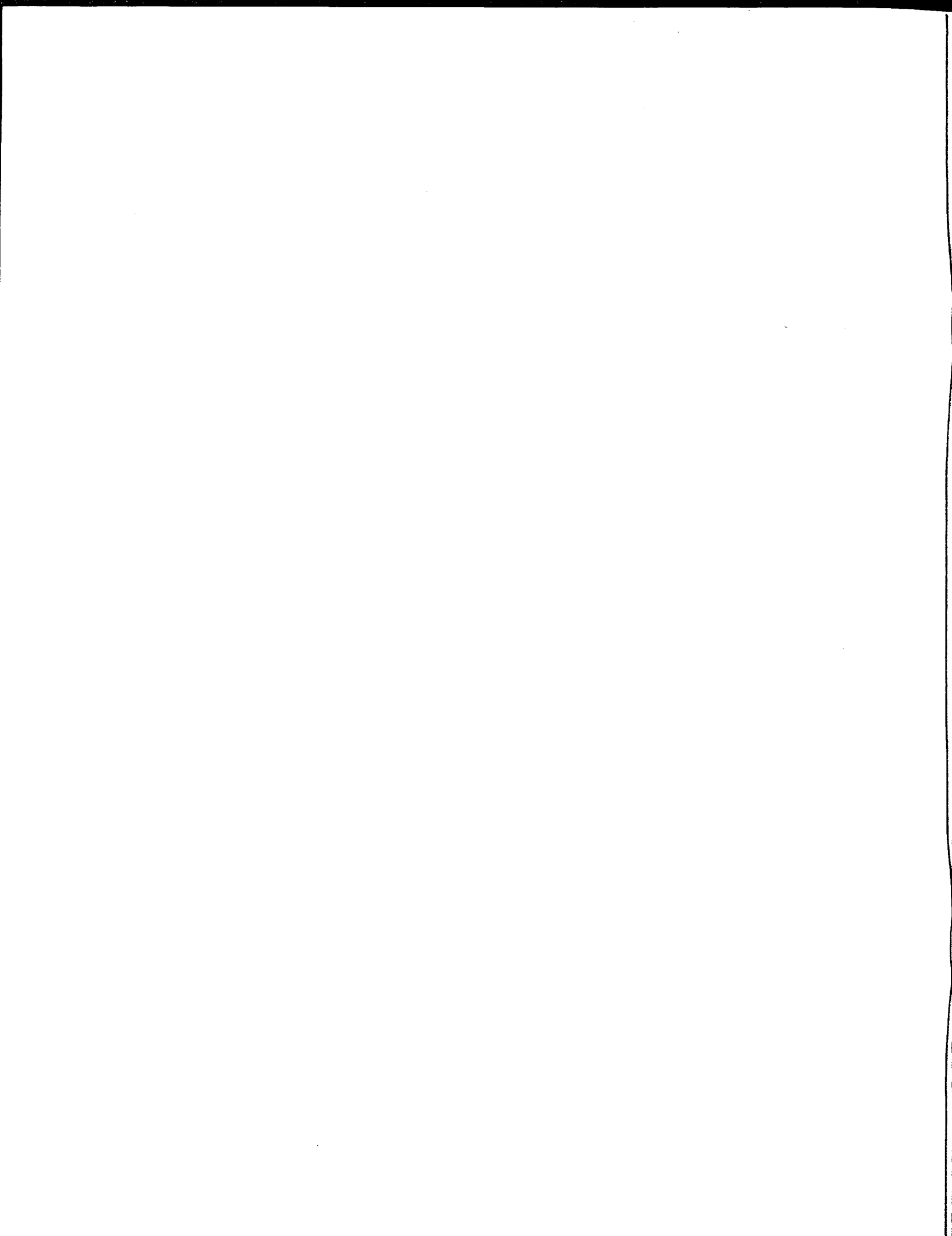
En 1980, M. Miro est nommé gouverneur de la province de Dara'a, dans le sud de la Syrie, puis en 1986, gouverneur de la province de Hasakeh, dans le nord. De 1993 jusqu'à sa nomination au poste de premier ministre, M. Miro est gouverneur d'Alep, deuxième ville syrienne en importance.

Il est nommé premier ministre de la Syrie le 7 mars 2000.

M. Miro est marié.



Arabie saoudite



Les relations entre le Canada et l'Arabie saoudite

- Le Canada et l'Arabie saoudite entretiennent des rapports étroits et sont tous deux membres des Nations unies et du Fonds monétaire international. Les relations diplomatiques entre les deux pays ont été établies en 1973. La mission permanente du Canada a ouvert ses portes l'année suivante dans la ville portuaire de Djedda, sur la mer Rouge. Elle a été réinstallée en 1985 dans la capitale, Riyad, mais le Canada conserve à Djedda un consulat, doté d'un consul honoraire. L'Arabie saoudite a ouvert son ambassade à Ottawa en 1976. La construction d'installations plus spacieuses est en cours.
- Les visites de haut niveau entre les deux pays se poursuivent à un rythme intense. En février 1999, le ministre canadien du Commerce international a conduit une mission de promotion du commerce en Arabie saoudite. Le mois suivant, son homologue saoudien a effectué une visite au Canada dans le contexte de la candidature posée par l'Arabie saoudite pour joindre les rangs de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En juin 1999, le ministre saoudien de l'Enseignement supérieur a conduit une délégation de 20 hauts représentants universitaires qui a parcouru le Canada.

Paix et sécurité

- L'Arabie saoudite est un acteur important du processus de paix au Moyen-Orient. Même si elle ne participe pas directement aux négociations bilatérales ni aux activités multilatérales, elle est membre, avec le Canada, du comité d'orientation du processus de paix multilatéral. L'Arabie saoudite prend également part aux travaux de cinq groupes de travail multilatéraux, y compris le Groupe de travail sur les réfugiés, dont le Canada assure la présidence. Le Canada communique de façon ouverte avec l'Arabie saoudite sur ces questions et les deux pays apportent un soutien important à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.
- Pendant la guerre du Golfe, en 1990-1991, l'appui et la participation du Conseil de coopération du Golfe, dont l'Arabie saoudite est membre, ont joué un rôle déterminant dans la victoire des forces de la coalition au Koweït et en Iraq. Pendant le conflit, le Canada et l'Arabie saoudite ont mis sur pied un hôpital de campagne canadien à Al-Jubail, dans le nord-est de l'Arabie saoudite.

Commerce et investissement

- L'Arabie saoudite se range toujours dans les cinq premiers marchés d'exportation du Canada au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.
- Les excellentes relations commerciales qu'entretiennent les deux pays ont été considérablement favorisées par les travaux de la Commission économique mixte. Celle-ci a été créée en 1976 pour mettre en commun des données et des avis sur les relations économiques et commerciales en plein essor. Elle s'est réunie pour la neuvième fois à Riyad en février 1999. Des comités définissent des projets à mettre en œuvre par des organismes gouvernementaux et des entreprises dans des domaines tels que la géomatique et la cartographie, la santé, l'enseignement et la formation, les télécommunications et les transports. On y discute également des relations économiques et commerciales, y compris les coentreprises et l'investissement.
- Le ministre canadien du Commerce international a présidé en février 1999 à la création en Arabie saoudite d'un nouveau conseil commercial canado-saoudien, au cours d'une mission d'expansion du commerce qui a duré deux jours et à laquelle ont participé 40 entreprises canadiennes. Ce conseil a pour mandat de favoriser les partenariats d'entreprises entre les deux pays.
- L'Arabie saoudite désire devenir membre de l'OMC. Le Groupe de travail sur l'accession de l'Arabie saoudite, que le Canada préside, se réunira en avril 2000.
- L'Arabie saoudite offre un vaste éventail de possibilités aux exportateurs canadiens. Parmi les secteurs prioritaires, mentionnons l'équipement de sécurité, les télécommunications, l'agriculture et les produits alimentaires, le matériel d'exploitation des mines et les services connexes, les transports, les produits de bois et de papier ainsi que l'enseignement et la formation médicale. L'Arabie saoudite constitue un marché important pour les produits de haute technologie à valeur ajoutée et devient un fabricant de premier ordre de produits industriels de consommation grâce à des coentreprises avec des partenaires étrangers.
- En 1999, les exportations canadiennes à destination de l'Arabie saoudite se sont établies à 277,9 millions de dollars et comportaient des véhicules blindés, du matériel de télécommunications et des pièces d'aéronefs. Les importations en provenance de l'Arabie saoudite, qui ont atteint 428,9 millions de dollars en 1999, étaient principalement constituées de produits pétroliers.

- L'investissement canadien en Arabie saoudite était de l'ordre de 10 millions de dollars en 1999 et visait essentiellement le secteur de l'industrie légère. L'investissement saoudien au Canada se concentre dans le secteur des valeurs financières et de l'immobilier.
- De nombreuses entreprises canadiennes sont actives en Arabie saoudite, y compris Nortel Networks, SR Telecom, Newbridge, Moriyama and Teshima, LeBlanc and Royle, Novopharm, SNC Lavalin, et Hydro-Québec. Elles participent à une vaste gamme d'activités, notamment la distribution d'énergie électrique, les télécommunications rurales, l'exploration minérale, l'informatisation et les communications. Quelque 7 000 Canadiens travaillent actuellement en Arabie saoudite.

Enseignement

- L'Arabie saoudite a renforcé sa coopération avec le Canada dans le domaine de l'enseignement en 1978 lorsqu'elle a mis sur pied à Ottawa une mission consacrée à ce dossier. Le bureau offre des possibilités de formation à des citoyens saoudiens dans les domaines de la médecine, du droit, du journalisme et du contrôle de la circulation aérienne. Plus de 400 Saoudiens poursuivent actuellement des études au Canada. Au début de 2000, des responsables saoudiens ont invité plusieurs présidents et hauts responsables d'universités canadiennes en Arabie saoudite afin de discuter de coopération bilatérale dans le domaine de l'enseignement.

Aide au développement

- L'Arabie saoudite est un pays donateur d'aide et il accueille deux grandes organisations d'aide qui y ont leur siège, soit le Fonds saoudien pour le développement, à Riyad, et la Banque islamique de développement, à Djedda. Les responsables canadiens de l'aide consultent périodiquement des représentants de ces organisations à l'égard de projets d'intérêt commun.

ARABIE SAOUDITE

Capitale : Riyad

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 960 582 km²

Population

21,5 millions d'habitants

Taux de croissance de la population

3,4 %

Principales langues

Arabe (officielle); anglais

Principaux groupes religieux

Musulmans : sunnites (90 %), chiites (10 %)

DONNÉES POLITIQUES

Régime

Monarchie absolue

Dirigeant

Le roi Fahd

Le prince héritier Abdallah

Ministre des Affaires étrangères

Le prince Saoud

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

L'Arabie saoudite se classe 78^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

131,5 milliards de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB

1,6 % (1998)

PIB par habitant

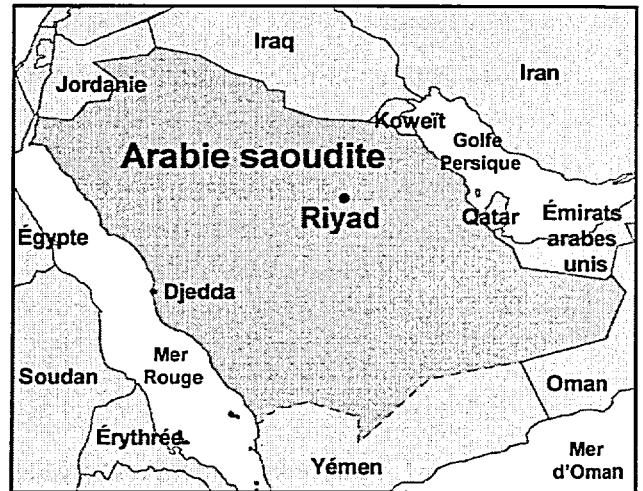
6 526 \$US (1998)

Taux d'inflation

-0,4 % (1998)

Taux de chômage

6,5 % (est. 1998)



Principales exportations

Pétrole et produits pétroliers

Principales importations

Machines et équipement, produits alimentaires, produits chimiques, véhicules motorisés, textiles

Principales exportations vers le Canada

428,9 millions de dollars (1999), en produits pétroliers

Principales importations du Canada

277,9 millions de dollars (1999), en véhicules blindés, matériel de communications, pièces pour aéronefs

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. D. E. (Ted) Hobson, ambassadeur

Ambassade du Canada

Diplomatic Quarter

Riyad

Arabie saoudite

Téléphone : (011-966-1) 488-2288

Télécopieur : (011-966-1) 488-0137

Le roi Fahd d'Arabie saoudite

Né à Riyad en 1923, le roi Fahd fait ses études à la Cour royale.

Les premières responsabilités du prince au sein du gouvernement l'amènent à s'occuper des affaires tribales. En 1945, à l'âge de 22 ans, il fait partie de la délégation qui signe la charte des Nations unies au nom de l'Arabie saoudite à San Francisco.

En 1953, le futur roi est le premier à occuper la charge de ministre de l'Éducation de l'Arabie saoudite et, en 1962, il est nommé ministre de l'Intérieur. En 1975, il cumule cette charge avec celle de vice-premier ministre et il devient en outre prince héritier.

En 1982, il est proclamé roi d'Arabie saoudite. Depuis 1995, la santé chancelante du roi Fahd l'incite à partager sa charge de gouvernant avec son frère, le prince héritier Abdallah.

Le roi Fahd est marié.

Le premier vice-premier ministre de l'Arabie saoudite, le prince héritier Abdallah

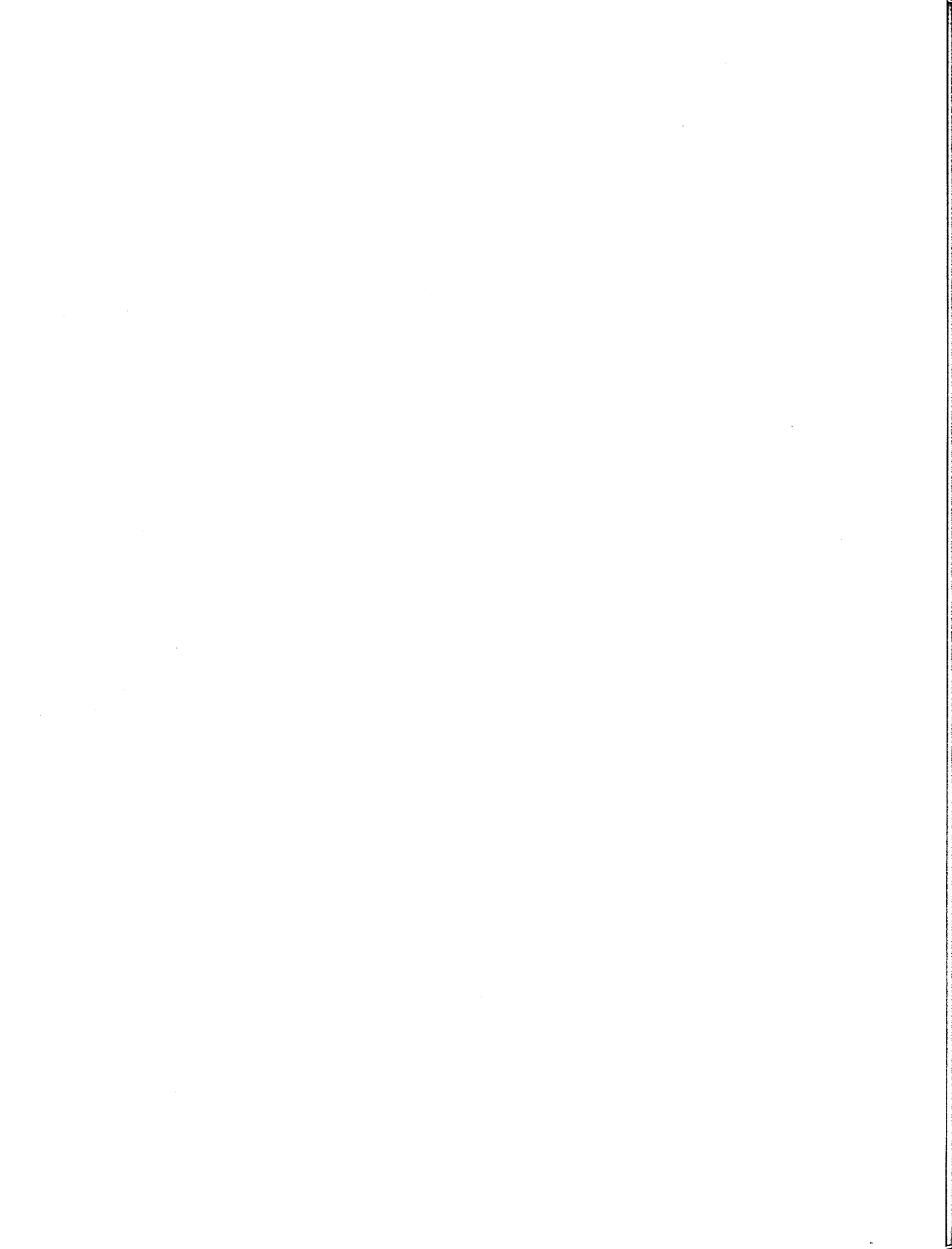
Né à Riyad en 1924, le prince Abdallah fait ses études à la Cour royale. Il passe la majeure partie de son enfance dans la tribu bédouine al-Shammar, dont sa mère est issue.

En 1963, le prince Abdallah est nommé à la tête de la Garde nationale de l'Arabie saoudite, poste qu'il occupe encore aujourd'hui. En 1975, il accède au poste de deuxième vice-premier ministre et, en 1982, il devient premier vice-premier ministre et prince héritier.

Depuis 1996, le prince Abdallah joue un rôle actif dans le gouvernement du pays. En 1999, il crée le conseil économique suprême.

Le prince Abdallah est marié.

Notice biographique – Canada



Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il entre au service d'un cabinet d'avocats de Shawinigan et est bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien est élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il est nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il devient ministre d'État associé au ministre des Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien se voit confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et du Nord Canada; Industrie et Commerce; Finances; Justice; Énergie, Mines et Ressources. Il est président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976 et devient vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984.

Après les élections de 1984, en tant que membre de l'opposition officielle, il devient porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il quitte la politique en 1986. Jusqu'en 1990, il pratique le droit dans le cabinet Lang, Michener, Lawrence & Shaw. Il est aussi conseiller principal de la Gordon Capital Corp.

En 1990, M. Chrétien revient à la politique et est élu chef du Parti libéral du Canada. Après avoir remporté une élection partielle cette année-là, il devient officiellement chef de l'opposition.

M. Chrétien est réélu en 1993, le Parti libéral ayant remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il devient le vingtième premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, et se voit confier un deuxième mandat aux élections de 1997. Il est le député de la circonscription de Saint-Maurice, au Québec.

M. Chrétien est marié à M^{me} Aline Chaîné depuis 1957. Ils ont trois enfants.

Notes

doc
CA1
EA
2000V35
EXF

.b3485523 (E)
.b3485535 (F)



Visit to the Middle East
by
Prime Minister Jean Chrétien

April 8–19, 2000

Background Information

Canada



Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

MAR 15 2001

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

Visit to the Middle East
by
Prime Minister Jean Chrétien

April 8–19, 2000

Background Information

61405 7336 (19)

61405 7336 (1)

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

General Information

- Canada and the Middle East Peace Process 3
- Canadian Peacekeeping in the Middle East 6
- Canada and Demining Activities in the Middle East 7
- The Arab–Israeli Dispute: A Chronology 8

Israel

- Canada–Israel Relations 15
- Israel (fact sheet) 18
- Ezer Weizman, President of Israel 19
- Ehud Barak, Prime Minister of Israel and Minister of Defence 20

West Bank and Gaza

- Canada–West Bank and Gaza Relations 23
- West Bank and Gaza (fact sheet) 26
- Yasser Arafat, Chairman of the PLO 27

Egypt

- Canada–Egypt Relations 31
- Egypt (fact sheet) 34
- Hosni Mubarak, President of Egypt 35
- Atef Ebeid, Prime Minister of Egypt 36

Lebanon

- Canada–Lebanon Relations 39
- Lebanon (fact sheet) 42
- Emile Lahoud, President of Lebanon 43
- Nabih Berri, Speaker of the Lebanese National Assembly 44
- Salim Hoss, Prime Minister of Lebanon and Minister of Foreign Affairs 45

Jordan

- Canada–Jordan Relations 49
- Jordan (fact sheet) 52
- King Abdullah of Jordan 53
- Abd Al-Ra'uf Rawabdeh, Prime Minister of Jordan and Minister of Defence 54

Syria

Canada–Syria Relations 57

Syria (fact sheet) 59

Hafez Al-Assad, President of Syria 60

Mohammed Mustafa Miro, Prime Minister of Syria 61

Saudi Arabia

Canada–Saudi Arabia Relations 65

Saudi Arabia (fact sheet) 68

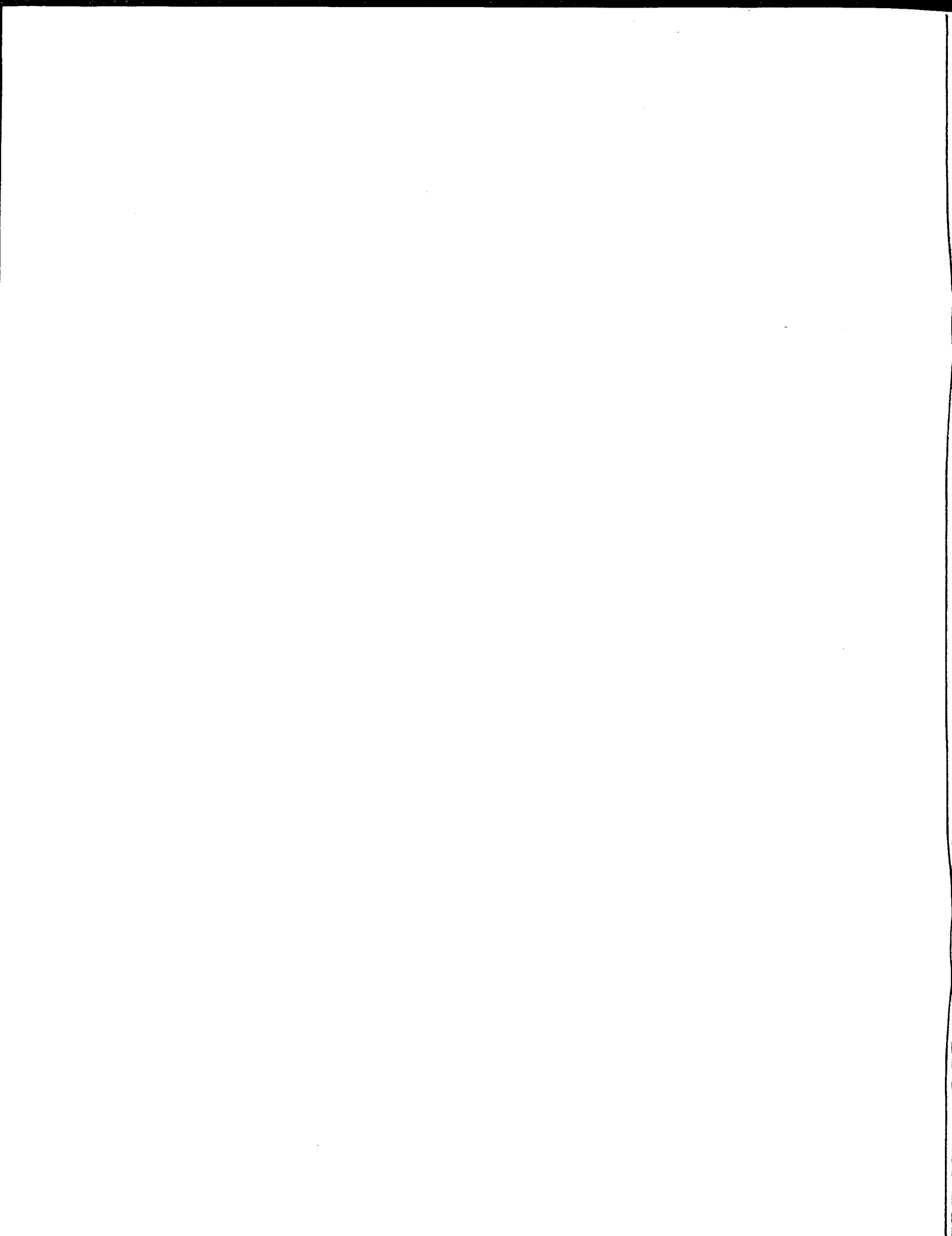
King Fahd of Saudi Arabia 69

Crown Prince Abdullah, First Deputy Prime Minister of Saudi Arabia 70

Biography — Canada

Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 73

General Information



Canada and the Middle East Peace Process

Canada is a strong supporter of the Middle East peace process, an active participant in multilateral negotiations and a significant contributor to assistance programs in the region. Canada's involvement in international efforts to secure peace in the Middle East dates back almost 50 years, and is highlighted by Lester B. Pearson's efforts during the Suez Canal crisis in 1956 that won him the Nobel Peace Prize.

The Madrid Peace Process

Bilateral Negotiations. The Madrid peace process was launched by the United States and the former Soviet Union in 1991 in an effort to find a comprehensive solution to the Arab-Israeli conflict. For the first time since the creation of the State of Israel in 1948, leaders of three Arab countries along with Israel and the Palestinian people were brought together to address the question of peace. This process produced a series of bilateral negotiations between Israel and its neighbouring countries — Jordan, Syria and Lebanon — and with the Palestinians.

These negotiations have been long and difficult, reflecting the complexity of the issues and the compromises that must be made to ensure a durable peace. The Israel-PLO Declaration of Principles, signed in Washington in 1993; the subsequent interim agreements extending Palestinian autonomy in the West Bank and Gaza, signed in 1994 and 1995; and the Jordan-Israel Peace Treaty, signed in 1994; were momentous breakthroughs.

Multilateral Negotiations. In Moscow in 1992, the United States and Russia launched the second phase of the Madrid peace process. This involved foreign ministers and delegates from 36 countries — including representatives from the Middle East, Europe, Japan, China and Canada.

Multilateral negotiations complement the bilateral negotiations but do not substitute for them. Five working groups have been established: arms control and regional security, regional economic development, refugees, water resources, and the environment. To date, Syria and Lebanon have chosen not to participate until greater progress has been made in the bilateral negotiations.

Canada's Role and Contribution

Canada is a strong proponent of a negotiated solution to the Arab-Israeli conflict and fully supports the process of bilateral negotiations. Its main objective is to help the countries of the Middle East develop ways of co-operating with each other.

Canada is a principal partner in the multilateral process. It chairs the Refugee Working Group and is a member of the steering group that oversees the five working groups. It is also a member of the Ad Hoc Liaison Committee, which co-ordinates international assistance to the Palestinian Authority. Canada's Foreign Affairs Minister visited the region to meet with Arab and Israeli leaders in 1997.

Canada also participates in the Arms Control and Regional Security Working Group. As the facilitator for maritime confidence-building measures, Canada hosted several activities, including a maritime safety colloquium in Nova Scotia in 1997. At the invitation of the Canadian Coast Guard and with the support of the Canadian International Development Agency (CIDA), this event brought together search and rescue experts from around the Middle East.

Canada also contributes technical expertise and development assistance to the working groups on water resources and on the environment. Through CIDA, a training program for Israeli, Palestinian and Jordanian water data technicians is being designed.

Refugee Working Group

The continuing plight of the Palestinian refugees displaced by the Arab-Israeli conflict is among the most important issues to be addressed by the Mideast peace process. At present there are 3.6 million refugees in Jordan, Lebanon, Syria and the West Bank and Gaza registered with the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East. All parties to the peace process acknowledge that finding a just solution to the refugee problem is fundamental to achieving a comprehensive and durable peace in the Middle East.

Chaired by Canada, the Refugee Working Group seeks to reunite families and improve the living conditions of refugees and displaced people without prejudice to their rights and future status. The refugee issue is recognized to be difficult and delicate. Along with the issues of boundaries, settlements, and Jerusalem, it is primarily a matter for negotiations between Israel and the Palestinians.

The working group operates by consensus, in accordance with rules set by the group as a whole. The main subjects under discussion are databases, human resource development (including manpower training and job creation), family reunification, development of economic and social infrastructure, child welfare and public health. Canada has hosted two of the eight plenary meetings held to date.

Although Lebanon does not participate in the Refugee Working Group, Canada has been working with Lebanon and other concerned countries to mobilize international aid for Palestinian refugees in Lebanon and to ensure that the question of their future remains in the international spotlight.

The Refugee Working Group has helped the UN relief agency raise funds for its Peace Implementation Program and raised more than \$90 million US for projects in the West Bank and Gaza, Jordan, Syria, and Lebanon. The funds supported training in public health, construction, small enterprises, agriculture, and public administration. This money also supported clinics, helped Palestinian refugees in Lebanon gain access to hospitals, and provided medical supplies and equipment for the UN relief agency and for the Palestinian Red Crescent Society. The Refugee Working Group has also defined and partially funded a program to address urgent needs of Palestinian children. As well, group members have supported a large number of individual projects.

A common humanitarian objective of the Refugee Working Group is the reunification of families who were separated during the Arab-Israeli conflict. The group's work has increased the quota of individuals admitted to the West Bank and Gaza to be reunited with their families. With support from Canada and Kuwait, the relocation of nearly 500 families from Canada Camp in the Egyptian Sinai to Gaza is expected to be completed by the end of 2000.

The Refugee Working Group has sponsored basic data collections and analyses to define the scope of the refugee problem, establish priorities and assess the impact of alternative political choices. The group also provides a forum for dialogue among the regional parties. The most recent meeting was held in Paris in March 1999 and dealt with family reunification.

The Refugee Working Group also promotes dialogue with the refugees themselves by conducting international missions to refugee camps. Members visited Jordan in 1994, 1996, and 1999 and went to the West Bank and Gaza in 1998. Similar missions went to Lebanon in 1994 and 1997.

Canadian Peacekeeping in the Middle East

Canada has a long history of participation in Mideast peacekeeping missions, dating from Canada's involvement in the United Nations Truce Supervision Organization in 1954. Canada played a central role in defusing the Suez Canal crisis in 1956 and introducing the modern-day concept of UN peacekeeping. Since that time, Canada has been involved in every UN Mideast peacekeeping operation, including Emergency Forces I and II, the Yemen Observer Mission, the Interim Force in Lebanon, the Iran–Iraq Military Observer Group and the United Nations Special Commission.

It is Canada's view that peacekeeping contributes to stability in the region. This in turn facilitates the peace process in the Middle East. At present, 239 Canadian Forces personnel participate in five peacekeeping and related operations in the Middle East:

- The United Nations Disengagement Observer Force (UNDOF), which supervises Israeli–Syrian disengagement in the Golan Heights, has 190 Canadian Forces personnel. A Canadian commands the mission.
- There are 11 Canadian Forces personnel with the United Nations Truce Supervision Organization (UNTSO), mediating between Egypt, Israel, Jordan, Lebanon and Syria and assisting other UN missions.
- Six Canadian Forces personnel are members of the United Nations Iraq–Kuwait Observation Mission (UNIKOM).
- The Multinational Force and Observers (MFO) group, which monitors disengagement between Israel and Egypt under the Camp David Accords, has 30 Canadian Forces personnel in staff, air traffic control and administrative positions.
- Two Canadians are assigned to the United Nations Monitoring Verification and Inspection Commission (UNMOVIC), created in December 1999 to continue the inspection and destruction of Iraq's ballistic missiles and chemical, nuclear and biological weapons.

Canada has also participated in two UN peacekeeping missions in Lebanon: the UN Observer Group in Lebanon in 1958–59 and the UN Interim Force in Lebanon in 1978.

Canada and Demining Activities in the Middle East

Extending the acceptance of the international treaty banning landmines and integrating action against mines with measures to build peace are priorities for Canada in the Middle East. Although the region is one of the most challenging to engage on the ban issue, four states: Jordan, Qatar, Tunisia and Yemen have ratified the treaty. Algeria has signed but not yet ratified it. Jordan has demonstrated a particularly strong commitment to the mine issue, and it is hoped that its leadership, spearheaded by Queen Noor, will encourage other countries in the region to sign the treaty.

The Canadian government believes that action against landmines must be integrated into the Mideast peace process since mines have historically proven an obstacle to reconciliation, social and economic development, transportation, communication and the preservation of the environment.

Canada has contributed \$300,000 to mine clearance in the Jordan Valley and is working with Israel and Norway on this regional peace-building initiative. Canada is currently reviewing additional funding for a second phase of the Jordan Valley operation.

Through the Canadian Landmine Fund, the Canadian International Development Agency (CIDA) has approved a total of \$2 million to support landmine initiatives in Yemen. In 1998-99, the Canadian government provided \$1.5 million for a mine survey in Yemen through the United Nations Mine Action Service. The survey enabled officials to plan and co-ordinate demining operations.

CIDA has provided \$150,000 to the Canadian chapter of the Adventist Development and Relief Agency for the community-based rehabilitation of landmine victims in Yemen. The funding included economic and vocational aid for the disabled or their families. An additional \$250,000 to extend these projects to 2001 was recently approved.

Canada has provided \$100,000 to a Montreal-based non-governmental organization called Alternatives, to treat and rehabilitate landmine victims in Yemen. Canada also provided \$106,000 worth of protective gear to the Yemeni mine action centre.

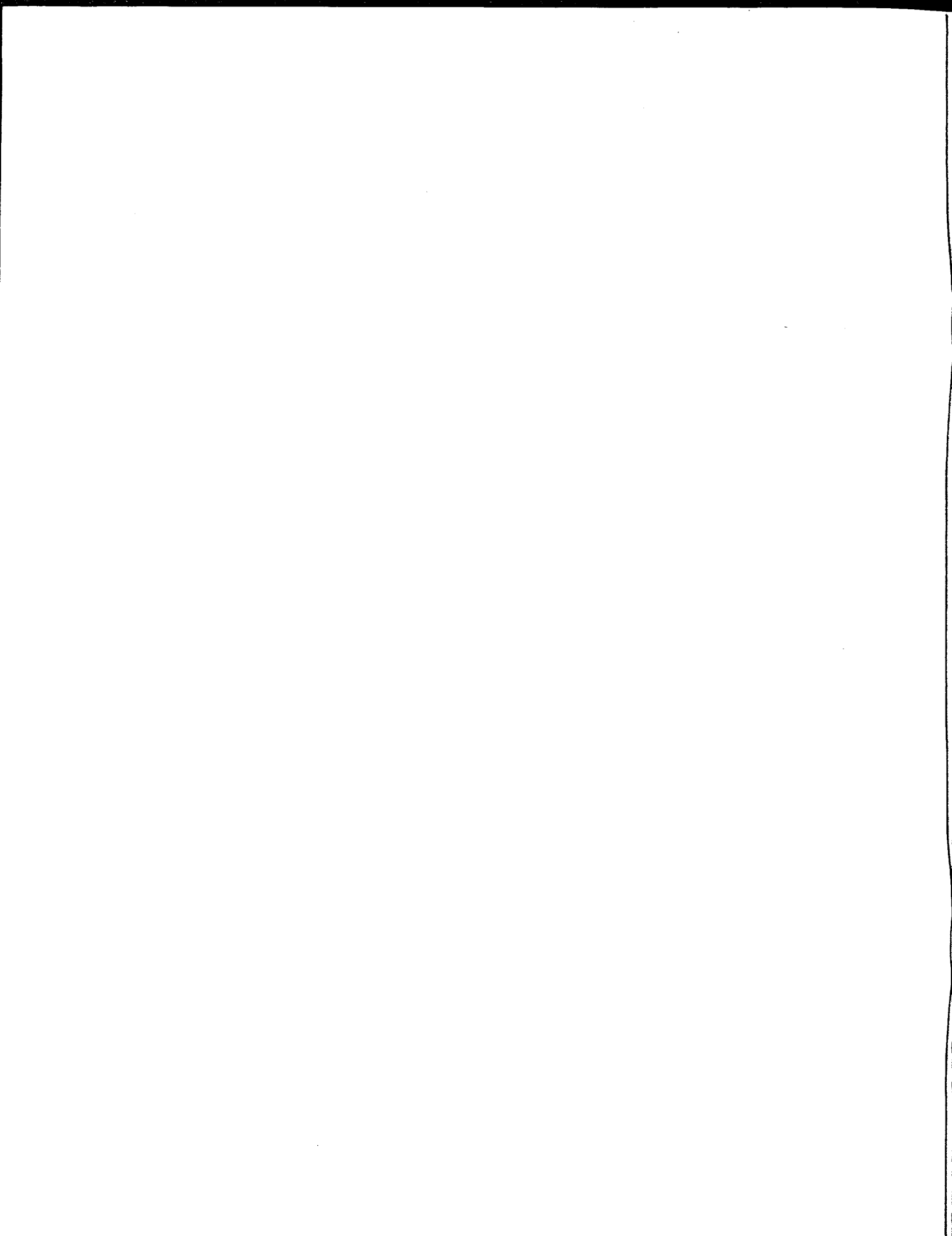
The Arab–Israeli Dispute: A Chronology

- 1917** November Balfour Declaration, in which Great Britain promises Jewish homeland in Palestine.
- 1947** November United Nations Resolution 181 calls for partition of Palestine into Jewish and Arab states, with separate status for Jerusalem.
- 1948** May The Declaration of the Establishment of the State of Israel. First Arab–Israeli war.
- June Establishment of UN Truce Supervision Organization.
- December UN Resolution 194 calls for refugees wishing to return home and live at peace with their neighbours to be allowed to do so at earliest practical time.
- 1956** November Defusion of Suez Canal crisis, introduction of modern-day peacekeeping. Canadian Secretary of State for External Affairs, Lester B. Pearson, initiates UN resolution establishing UN Emergency Force I to supervise withdrawal of French, Israeli and British troops from Egyptian territory.
- 1967** June Six-Day War in Middle East: Israel defeats Egypt, Jordan and Syria and occupies East Jerusalem, West Bank, Gaza, part of Golan Heights and Sinai.
- July UN General Assembly Resolution 2253 condemns unilateral alteration by Israel of status of Jerusalem.
- November UN Security Council Resolution 242 recognizes right of all states to exist within secure and recognized boundaries, need for Israeli withdrawal from territories occupied in Six-Day War, and just resolution of refugee problem.
- 1968** July Creation of Palestinian National Charter.
- 1973** October Third Arab–Israeli war (Yom Kippur War). Egyptian and Syrian attack is followed by establishment of UN Emergency Force II, to supervise Israeli–Egyptian ceasefire and troop withdrawal.

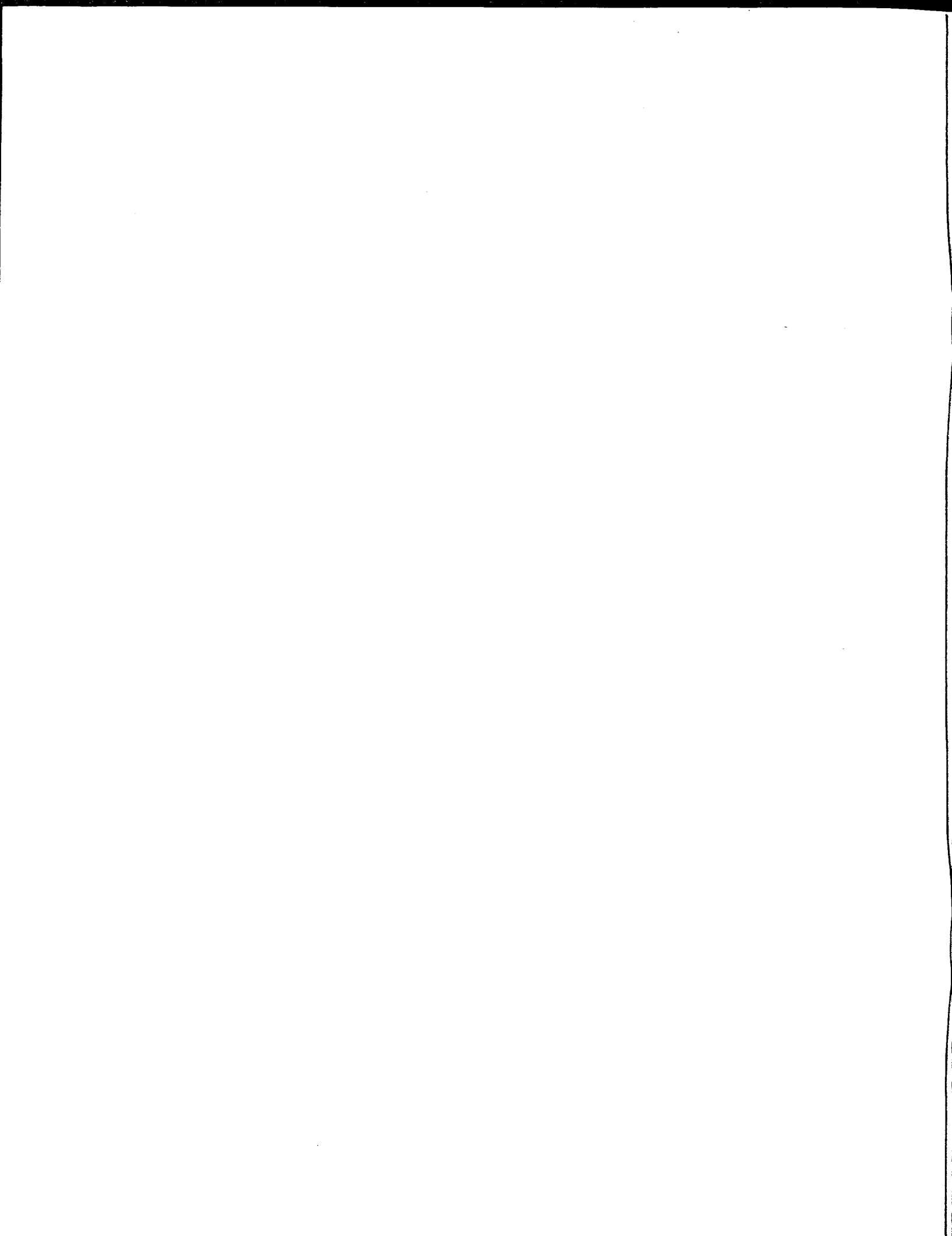
	October	Adoption of UN Security Council Resolution 338 calling for start of negotiations between parties concerned, under appropriate auspices aimed at establishing just and durable peace in Middle East.
1974	May	Separation of Forces Agreement signed by Israel and Syria.
	June	Establishment of UN Disengagement Observer Force to control neutral zone set up under agreement establishing Israeli–Syrian disengagement in Golan Heights.
1977	November	Egyptian President Anwar Sadat visits Jerusalem. Direct peace negotiations begin between Israel and Egypt.
1978	March	Israel invades Lebanon, which is engaged in civil war, and establishes presence in south.
	March	Adoption of UN Security Council Resolution 425 calling for withdrawal of Israel from Lebanon and respect for latter’s territorial integrity.
	March	Establishment of UN Interim Force in Lebanon to confirm Israeli withdrawal and to help Lebanon restore effective authority in its southern territory.
	September	Camp David Accords peace agreement between Egypt and Israel leads to 1982 withdrawal of Israeli forces from Sinai.
1979	March	Peace treaty between Israel and Egypt signed in Washington, D.C.
1982	April	Establishment of Multinational Force and Observers peacekeeping force in Sinai under Camp David Accords.
	June	Israel invades Lebanon, reaching Beirut. UN Security Council Resolution 509 calls for unconditional Israeli withdrawal.
1988	November	Palestinian State proclaimed by Palestine National Council at meeting in Algiers.
1989	December	Yasser Arafat, Chairman of PLO, announces acceptance of UN Security Council Resolution 242 and renounces use of terrorism. Canada subsequently lifts restrictions on level of contact with PLO and recognizes Palestinian right to self-determination in context of peace negotiations.

- 1991** October Launched by United States and former Soviet Union, first session of Middle East peace negotiations takes place in Madrid. It brings together representatives of Arab states, Israel and Palestinians. PLO is excluded as participant but is active behind scenes.
- 1992** January First session of multilateral round of Mideast peace negotiations takes place in Moscow. Five working groups are established to deal with areas of pressing concern: arms control and regional security, regional economic development, refugees, water resources, and environment. Canada takes on role of chair of Refugee Working Group.
- 1992 to 1996** Plenary meetings on regular basis of all working groups in multilateral process. Seven plenary meetings of Refugee Working Group, chaired by Canada.
- 1993** September Government of Israel and PLO recognize each other officially on Sept. 9, and declaration of principles is signed (OSLO I).
- 1994** May Israel and PLO sign Agreement on Palestinian Autonomy in Gaza and Jericho (OSLO II).
- July King Hussein of Jordan and Prime Minister Yitzhak Rabin of Israel sign Washington Accord, which ends "state of belligerency" between Jordan and Israel, and initiates several confidence-building measures between two countries.
- October Israeli Prime Minister Yitzhak Rabin, Foreign Minister Shimon Peres, and PLO Chairman Yasser Arafat are awarded Nobel Peace Prize.
- October Peace treaty signed between Israel and Jordan.
- 1995** September Signing of interim agreement between Israel and Palestinians on such issues as redeployment and security arrangements, elections protocol, civil affairs, legal matters, economic relations, co-operation, release of prisoners and maps.

- 1996** January Bilateral peace talks suspended between Israel and Syria.
- March Summit of Peacemakers, held at Sharm el-Sheikh, is attended by leaders of Israel, key Arab countries and G-7 (group of seven industrialized countries). They demonstrate support for peace process and for Peres government following series of terrorist bombings in Israel. Canada's Prime Minister attends.
- April Israel launches "Grapes of Wrath" operation against Lebanon.
- 1997** January Israel and Palestinians reach agreement on Israeli redeployment in Hebron.
- 1998** October The Wye River Memorandum, brokered by United States, is intended to facilitate implementation of 1995 interim agreement. Implementation of the Agreement subsequently frozen.
- 1999** July Newly elected Prime Minister Ehud Barak declares he will work to restart peace process and that Israel will withdraw its forces from Lebanon by July 2000.
- September The Sharm el-Sheikh Memorandum provides time line for implementation of outstanding agreements between Israelis and Palestinians. It establishes Sept. 13, 2000, as target for reaching final settlement.
- December Israel-Syria bilateral negotiations resume in Washington.
- 2000** February Multilateral Steering Group meets in Moscow at ministerial level in order to inject momentum into stalled multilateral process.
- March Israeli cabinet confirms Israel will withdraw from South Lebanon by July 8, 2000.
- March Peace talks between Israel and Palestinians restart in Washington.



Israel



Canada–Israel Relations

- Canada and Israel enjoy a friendly and mature relationship. Canada has supported Israel since its creation in 1948 and is committed to Israel's well-being as an independent Mideast state and to its participation and acceptance in international organizations. Both countries are members of the United Nations and the World Trade Organization.
- In 1999, Canada's ministers of Defence, Industry, and International Trade visited Israel. The ministers of Intergovernmental Affairs and International Co-operation visited the country in 1998. The Foreign Affairs Minister visited in 1997. Recent Israeli visits to Canada include those of the Regional Co-operation Minister in March 2000, the Justice Minister in 1999, and the ministers of Foreign Affairs and Trade and Industry in 1997.
- Canada and Israel co-operate in many areas of mutual interest and in 1999 signed a mutual legal assistance treaty and a memorandum of understanding on cultural, academic and sports relations.
- Canada's relationship with Israel is based on shared values and bonds of friendship and culture. The Canadian Jewish community is estimated at about 350,000; while about 15,000 to 20,000 Canadians live in Israel.

Peace and Security

- Canada actively supports the Mideast peace process, in particular, the interim agreements reached by Israel and the PLO on Palestinian autonomy in the West Bank and Gaza Strip, as well as the Wye River Accord, Sharm Al-Sheikh Agreement, and the recent resumption of Israel–Syria peace talks. Canada has repeatedly called on the parties to honour existing agreements and to settle all outstanding issues. Canada's goal is a just, lasting and comprehensive peace agreement based on UN Security Council resolutions 242 and 338. Through its role as chair of the Refugee Working Group and through multilateral negotiations, Canada has encouraged other countries to normalize relations with Israel.
- Israel and Canada along with Norway have jointly supported demining efforts in Jordan and community rehabilitation for landmine victims in Guatemala.
- Canada is active in three missions relating to Israel. The United Nations Disengagement Observer Force, with 190 Canadian Forces personnel, supervises the Golan Heights ceasefire between Israel and Syria. The United Nations Truce Supervision Organization Mission, with

11 Canadian Forces personnel, helps supervise the general armistice agreements concluded separately between Israel and Egypt, Lebanon, Jordan and Syria. Some 30 Canadian Forces personnel serve with Multinational Force and Observers. This is an independent peacekeeping mission aiming to prevent violations of the peace treaty between Israel and Egypt and to verify adherence to treaty provisions in accordance with the Camp David Accords.

Trade and Investment

- Canada and Israel have a growing trade relationship, with two-way trade exceeding \$726 million in 1999, an increase of 40 per cent since the Canada-Israel Free Trade Agreement was signed. Since the agreement came into effect in 1997, tariffs on almost all products manufactured in Canada and Israel have been removed. Discussions continue on removing or reducing remaining tariffs.
- The trade agreement is generating business opportunities for Canadian goods in this dynamic market. In the past three years, exports have risen more than 19 per cent, and Canadian firms are making a major impact in the transportation and telecommunications sectors.
- Canadian commodity exports to Israel exceeded \$283 million in 1999. Exports included aluminum, vehicles, machinery, paper, wood and wood pulp.
- In 1999, Canadian imports from Israel totalled \$443 million, more than doubling since 1994. Imports included industrial diamonds, machinery, and electrical equipment.
- With Israel liberalizing its agriculture and agri-food sectors, Canadian exporters and producers are especially interested in developing markets for fish, fresh and frozen fruit and vegetables, and prepared frozen foods.
- The Export Development Corporation offers three lines of credit, each worth \$10 million US for buyer credit financing in Israel. Canadian exporters wishing to sell goods or services in Israel can benefit from the corporation's financial and risk management services.
- Canadian investment in Israel, estimated at over \$300 million, is focused primarily in the high-tech sector. Nortel Networks and Newbridge are currently active in Israel.

- The Canada–Israel Industrial Research and Development Foundation was established in 1993 to promote co-operation in research and development firms in the two countries. Funded by the two governments, the foundation has approved \$10 million to support more than 28 projects.
- A double-taxation agreement between Canada and Israel came into effect in 1976.

Regional Co-operation Activities

- As Israel is an industrialized country, it does not qualify for Canadian development assistance. However, the Canadian International Development Agency (CIDA) supports Israeli activities that contribute to peace in the Middle East.
- Since 1993, the regional Canada Fund for Dialogue and Development has contributed \$2.3 million to Israeli and Arab community-based groups to encourage co-operation and reconciliation.
- As a result of the multilateral peace process, the Regional Operational Hydrologists' Training Program trains professionals from Jordan, the West Bank and Gaza, and Israel. The program, which aims to increase opportunities for co-operation among the countries, will receive \$1 million over three years.
- The McGill University Middle East Program in Civil Society and Peace Building offers social work training and is helping to improve housing conditions in poor areas of Amman, Nablus and East Jerusalem. As well, the program involves Israelis, Palestinians and Jordanians in regional activities promoting peace and collaboration. CIDA is contributing \$3 million over the next four years to these initiatives.

ISRAEL

GEODATA

Area

20,700 km²

Population

6.2 million (2000)

Population growth rate

2.5% (1999)

Major languages

Hebrew and Arabic (official), English

Major religious groups

Jewish (79%), Muslim (15.1%)

Christian (2.1%), Druze (1.6%)

POLITICAL DATA

Type of government

Democratic Republic

Democratic institutions

Unicameral legislature

Leaders

President Ezer Weizman

Prime Minister Ehud Barak

Minister of Foreign Affairs

David Levy

UN Human Development Index (1999)

Israel ranks 23rd among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$97.5 billion US (1999)

GDP growth rate

2% (1999)

GDP per capita

\$16,740 US (1998)

Inflation rate

5.4% (1998)

Unemployment rate

8.9% (1999)



Main exports

Agricultural products, diamonds

Main imports

Consumer products, paper

Main exports to Canada

\$443 million (1999), including industrial diamonds, machinery, electrical equipment

Main imports from Canada

\$283.4 million (1999), including aluminum, vehicles, machinery, paper, wood and wood pulp

CANADIAN REPRESENTATIVE

Michael Bell, Ambassador

The Canadian Embassy

3 Nirim Street, 4th Floor

Tel Aviv, 67060

Israel

Phone: (011-972-3) 636-3351

Fax: (011-972-3) 636-3385

Ezer Weizman

President of Israel

Ezer Weizman was born in Tel Aviv in 1924.

He began a military career in the British Royal Air Force as a fighter pilot during the Second World War. He was a co-founder of the Israeli air force in 1949 and served in it until 1966, the last eight years as commander. From 1966 to 1969 he was head of operations and deputy chief of staff.

From 1977 to 1980, Mr. Weizman was Minister of Defence. For the next four years he pursued a business career. He came back to politics in 1984, establishing the Yahad Party, and was appointed Minister without Portfolio. In 1985, Mr. Weizman was appointed Minister for Arab Affairs. He then served as Minister of Science and Technology between 1988 and 1990. He was part of the government until 1992.

In 1993, the Israeli parliament elected Mr. Weizman President of Israel. He was elected to a second term in 1998.

Mr. Weizman is married.

Ehud Barak

Prime Minister of Israel and Minister of Defence

Ehud Barak was born on Feb. 12, 1942, at Kibbutz Mishmar Hasharon. He received a bachelor of science degree in mathematics and physics from the Hebrew University of Jerusalem in 1968 and completed his master's degree in economics engineering systems at Stanford University in 1978.

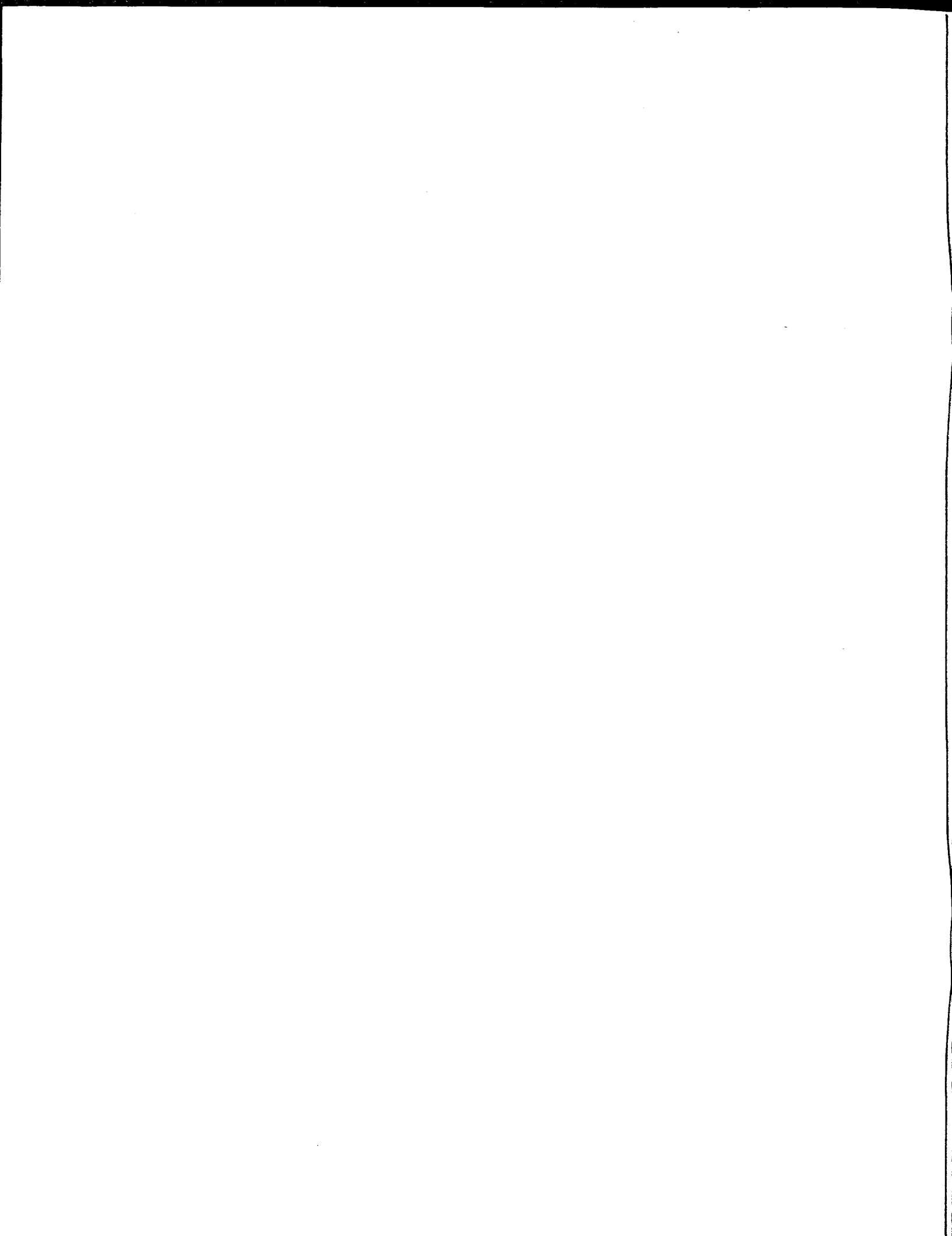
Mr. Barak enlisted in the Israeli defence forces in 1959, and rose through the ranks to brigadier-general in 1979. Mr. Barak, Israel's most decorated soldier, retired in 1995, having served as chief of the general staff from 1991 to 1994.

In 1995, Mr. Barak was appointed Minister of the Interior and Minister of Foreign Affairs. He was elected chairman of the Labour Party in 1997.

Mr. Barak was elected Prime Minister of Israel on May 17, 1999. He is also Minister of Defence.

Mr. Barak is married and has three children.

West Bank and Gaza



Canada–West Bank and Gaza Relations

- Canada's relations with the Palestinian Authority are relatively recent. The Declaration of Principles signed by Israel and the PLO in 1993 created a Palestinian Authority to administer areas of the West Bank and Gaza under Palestinian control. The Palestinian Authority's full or partial jurisdiction now covers all major Palestinian population centres in the West Bank and Gaza, except East Jerusalem. Relations have been greatly enhanced by the prominent role Canada plays in the Mideast peace process.
- The Oslo Interim Peace Agreements do not allow the Palestinian Authority to establish diplomatic relations with foreign states. The Palestinian General Delegation, an office of the PLO which opened in Ottawa in 1995, represents Palestinian interests in Canada.
- In February 1999, Canada's Minister for International Trade officially opened Canada's representative office in Ramallah. In accordance with the Oslo Accords, the office is responsible for delivering economic and development assistance to the Palestinians.
- Recent visits by Canadian ministers to the Palestinian Authority in the West Bank and Gaza include those of the Foreign Affairs Minister in 1997, the Intergovernmental Affairs Minister and the Minister for International Co-operation in 1998, as well as a business mission led by the Minister for International Trade in February 1999.
- In 1998, the Speaker of the Palestinian legislative council and a delegation of five council members visited Canada, followed by the Palestinian Minister of Housing later that year. The Palestinian Minister for Planning and International Co-operation and the PLO Executive Committee's member responsible for Jerusalem visited Canada in March 2000.
- Canada contributes to the Mideast peace process as chair of the Refugee Working Group, as a member of the steering group overseeing the working groups, and as a member of the Ad Hoc Liaison Committee, which co-ordinates assistance to the Palestinian Authority.
- Canada's efforts to assist Palestinian refugees and promote dialogue between the affected parties underscores its determination to find a durable solution to the refugee problem. Canada also participates in four other multilateral working groups: regional economic development, the environment, water resources, and arms control and regional security.
- The Palestinian community in Canada numbers about 35,000.

Trade and Investment

- Trade with the West Bank and Gaza, estimated at about \$1 million a year, is limited due partly to challenges the area faces in developing an economic and regulatory infrastructure. However, the efforts of donor countries and international financial institutions, such as the World Bank, contribute financial support and commercial advice that will create opportunities for Canadian firms.
- To encourage trade and develop stronger economic ties with the West Bank and Gaza, Canada signed the Joint Canadian–Palestinian Framework for Economic Co-operation and Trade during the visit by the International Trade Minister to Ramallah in February 1999. The framework declares the parties' intention to conduct commercial relations on a free trade basis.
- In 1998, a Palestinian trade and investment mission visited Montreal and Toronto to stimulate local investment and highlight commercial opportunities in the West Bank and Gaza. The delegation of importers and exporters met with potential Canadian suppliers and manufacturers, and the visit resulted in significant sales.
- The Palestinian Authority has created mechanisms to encourage investment and joint ventures. Canadian firms are focusing on selling commodities and services in the aviation, engineering and construction sectors.

Development Assistance

- The objectives of the Canadian International Development Agency (CIDA) in the West Bank and Gaza include support for basic human needs and the peace process, with a special emphasis on Palestinian refugees. Since 1993, CIDA has contributed over \$142 million to support development in the West Bank and Gaza.
- Since 1993, Canada has provided \$47 million for basic human needs, reconstruction, institutional reform, small infrastructure rehabilitation, the environment (including water and waste management) and shelter provision.
- Some \$92 million in humanitarian assistance has been spent in the area, most of it channelled through the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East. Canada has also provided \$10.5 million to assist the International Committee of the Red Cross in the region, including the West Bank and Gaza. In addition, CIDA has contributed over \$3.5 million since 1993 to Canadian non-governmental organizations providing humanitarian aid in the West Bank and Gaza.

- CIDA's Canadian Partnership Branch in the West Bank and Gaza supports the development of local civil society organizations. It also works in the areas of good governance, human rights, basic human needs, gender, and Palestinian refugee issues.
- The Industrial Co-operation Program has financed projects totalling about \$1 million.
- In 1992, Canada established a regional fund for dialogue and development to encourage co-operation between Palestinians and Israelis and their Arab neighbours. Since its creation, the fund has supported over 70 Israeli-Palestinian projects.
- Through its Canadian Fund for Local Initiatives, CIDA supports a range of projects, including day camps for children, health clinics, arts programs, sewage projects and environmental rehabilitation.
- As a result of the multilateral peace process, the Regional Operational Hydrologists' Training Program trains professionals from Jordan, the West Bank and Gaza, and Israel. The program, which aims to increase opportunities for co-operation among the countries, will receive \$1 million over three years.
- The McGill University Middle East Program in Civil Society and Peace Building offers social work training and is helping to improve housing conditions in poor areas of Amman, Nablus and East Jerusalem. As well, the program involves Israelis, Palestinians and Jordanians in regional activities promoting peace and collaboration. CIDA is contributing \$3 million over the next four years to these initiatives.

WEST BANK and GAZA

GEODATA

Area

West Bank: 5,700 km²; Gaza: 363 km²

Population

West Bank: 1.7 million (1996)

Gaza: 1.1 million (1998 est.)

Population growth rate

West Bank: 3.7%; Gaza: 4% (1999 est.)

Major languages

Arabic, Hebrew; (English is used in trade and commerce)

Major religious groups

Muslim, Christian

POLITICAL DATA

Type of government

Elected legislature

Democratic institutions

Legislative council

Leader

PLO Chairman Yasser Arafat

Minister of Planning and International Co-operation

Nabil Shaath

ECONOMIC DATA

GDP

\$4 billion US (1998)

GDP growth rate

4.5% (1999 est.)

GDP per capita

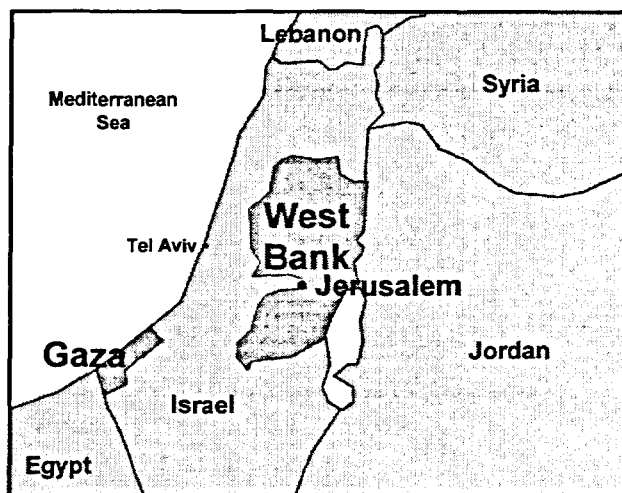
West Bank: \$950 US; Gaza: \$600 US (1996)

Inflation rate

8.1% (1997 est.)

Unemployment rate

West Bank: 18.2%; Gaza: 31.6% (1997 est.)



Main exports

Olives, fruits, vegetables, limestone

Main imports

Consumer products, industrial equipment

Main exports to Canada

\$1 million (approx.) (1998 est.), including shoes, handicrafts

Main imports from Canada

\$1 million (approx.) (1998 est.), including paper, consumer products

Canadian official development assistance

\$11.1 million (1998-99)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Tim Martin, Head

Canadian Representative Office

12 Mahfal Street

Soudah House

Ramallah, West Bank

Phone: (011-972-2) 295-8604

Fax: (011-972-2) 295-8606

Yasser Arafat

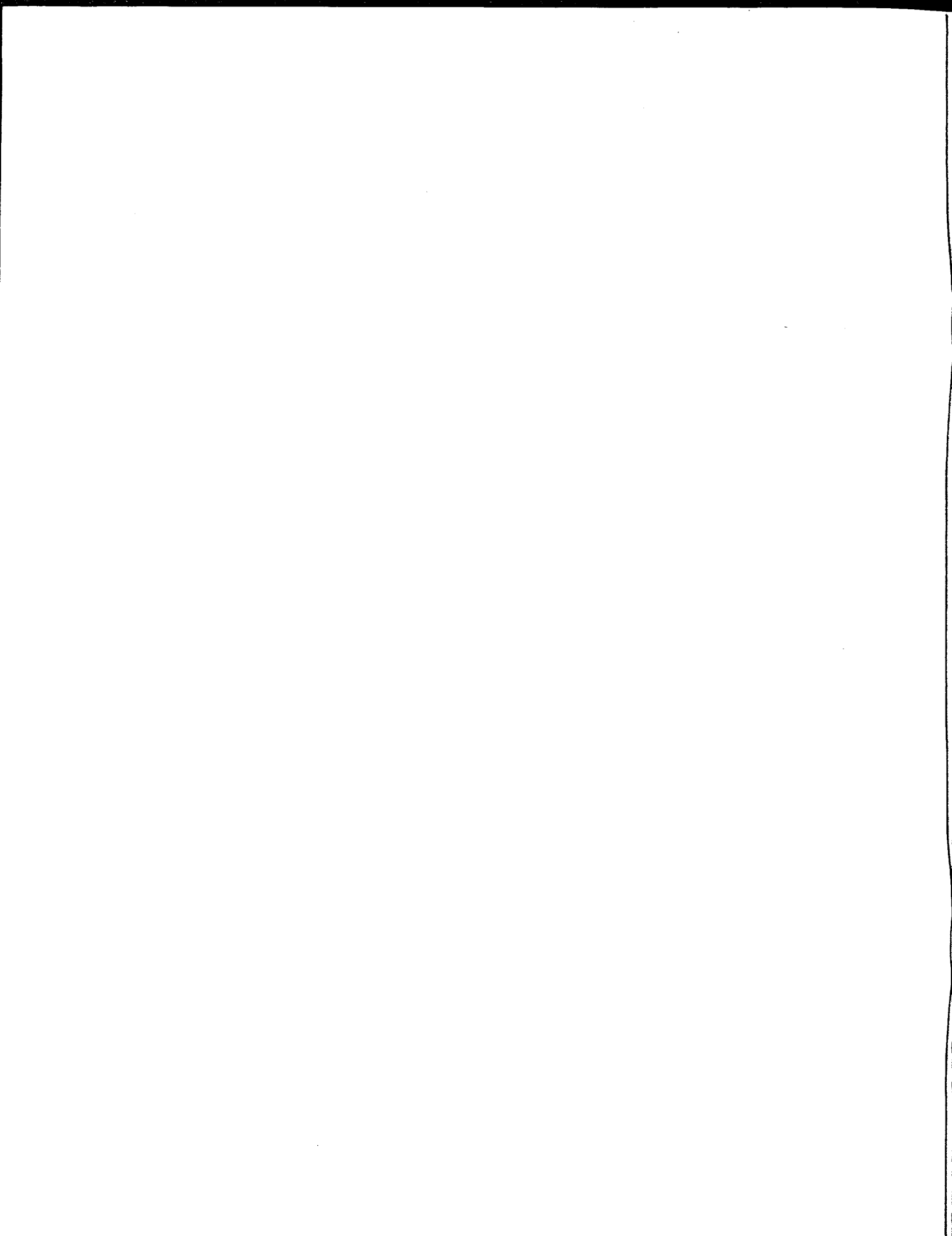
Chairman of the PLO

Born on Aug. 4, 1929, in Cairo, Yasser Arafat spent his early years in Gaza. In 1948, he returned to Cairo where he studied civil engineering. From 1953 to 1968 he headed the Palestinian Student League. Mr. Arafat received military training in the Egyptian army in 1955-56. In 1957 he moved to Kuwait.

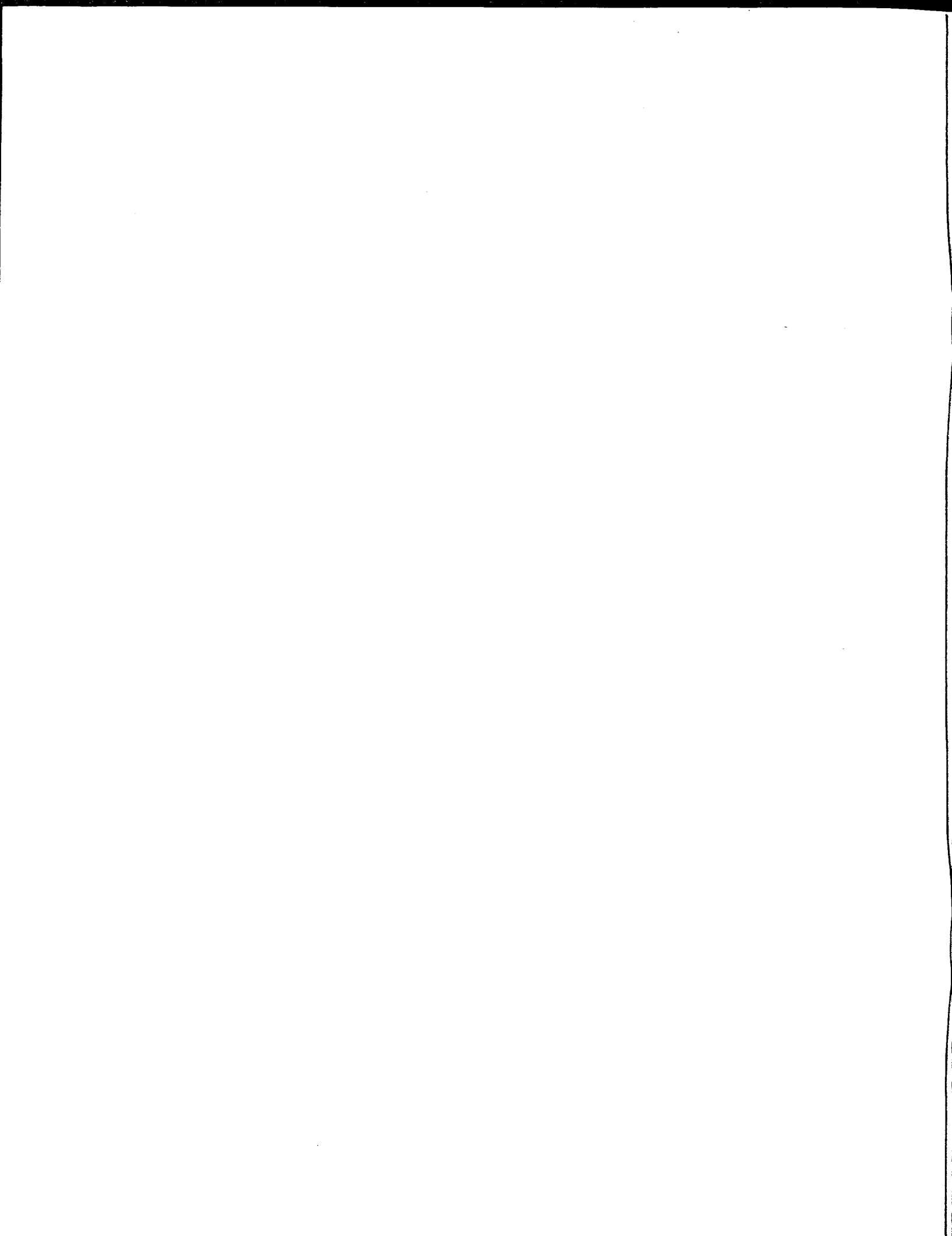
In 1958, Mr. Arafat helped form the Palestinian National Liberation Movement (Al Fatah), and was appointed its official spokesman in 1968. The following year, he was elected Chairman of the PLO.

In general elections held in 1996, Mr. Arafat was elected to head the executive of the Palestinian Authority.

Mr. Arafat is married and has one child.



Egypt



Canada–Egypt Relations

- Canada and Egypt established diplomatic relations and opened embassies in 1954. Since then, the two countries have enjoyed excellent relations and strengthened their political, economic and cultural ties. Both countries are members of the United Nations, the International Monetary Fund, the Food and Agriculture Organization and the World Trade Organization. In addition, Egypt is an associate member of la Francophonie.
- Canada's Foreign Affairs Minister visited Egypt in 1996, 1997, and May 1999. The International Co-operation Minister visited Egypt in May 1999. In 1998, Egypt's Minister of State for Environmental Affairs visited Canada, returning in February 2000 to attend Globe 2000 in Vancouver, an international conference on business and the environment held every two years.
- Cultural and educational exchanges between the countries occur frequently. Canada is an important destination for Egyptian immigrants. Most of the Egyptian–Canadian population of 75,000 lives in Montreal, Toronto and Vancouver. Canada and Egypt also co-operate in the area of law enforcement and in 1997 signed an agreement on the transfer of sentenced persons.

Peace and Security

- The search for a just and comprehensive peace settlement in the Middle East is key to Canadian–Egyptian relations, which continue to expand into new areas of co-operation. Both countries have worked closely in the Refugee Working Group, which Canada chairs, and both have helped to relocate Palestinian refugees from Canada Camp in the Sinai to Gaza.
- Canada first gained prominence in Egypt with its successful peacekeeping intervention in the 1956 Suez Canal crisis. Canada is currently active in two missions relating to Egypt. The United Nations Truce Supervision Organization, which includes 11 Canadian personnel, assists in supervising the general armistice agreements concluded separately between Israel and Egypt, Lebanon, Jordan and Syria. The Multinational Force and Observers group, in which 30 Canadian Forces personnel serve, is an independent peacekeeping mission to prevent violations of the peace treaty between Israel and Egypt and verify adherence of treaty provisions in accordance with the Camp David Accords.
- Egyptian and Canadian forces are serving together in peacekeeping operations in the Democratic Republic of Congo, Sierra Leone, Kosovo, East Timor and Bosnia–Herzegovina.

Trade and Investment

- Two-way trade between the countries is growing as Egypt reforms its economy and expands its basic infrastructure. As it does so, significant opportunities exist for Canadian firms in the transportation, energy, environment and telecommunications sectors.
- In 1999, Canadian exports to Egypt were valued at \$187 million, an increase of over 63 per cent since 1993. Exports included paper, cardboard, mineral fuel, mechanical and electrical machinery, and cereals. Canadian imports from Egypt in 1999 totalled nearly \$40 million, consisting of knitted and textile goods, mineral fuel, rugs and flooring, and clothing.
- A focus on the environmental sector in Egypt has led to an increase in Canadian exports of environmental machinery and services. In 1998, Industry Canada and the Egyptian Environmental Affairs Agency signed a letter of understanding to enhance environmental co-operation. In 1998 and in November 1999, the departments of Industry and Foreign Affairs and International Trade led missions of Canadian environmental firms to Egypt. An Egyptian delegation participated in Globe 2000.
- Canada and Egypt signed a double-taxation agreement in 1983 and a foreign investment protection agreement in 1996, which facilitate the work of Canadian and Egyptian exporters and investors. The Export Development Corporation (EDC) supports transactions in the Egyptian market and in 1999 participated in financing the Sidi Kriir power station, the first build-own-operate-transfer arrangement in the country. The EDC also signed a \$10 million US line of credit with the United Bank of Egypt.
- Canadian investment in Egypt, estimated to exceed \$250 million, is growing as Egypt continues to reform its economy and privatize its public sector companies. Canadian investment has concentrated in the petroleum sector, but is now expanding into the areas of telecommunications, transport and the environment.
- More than 15 Canadian companies now have offices in Egypt, including Dessau and SNC Lavalin.

Development Assistance

- Since 1971 when Egypt became eligible for Canadian official development assistance, total outlays have exceeded \$950 million. Initially, aid programs provided financial support for infrastructure projects and lines of credit for commodities. By the mid-1980s, however, the focus shifted to technical assistance and capacity development, with emphasis on the

agricultural and energy sectors. In 1998–99, the Canadian International Development Agency (CIDA) contributed \$29 million to Egypt through bilateral, partnership, and multilateral sources.

- CIDA's 10-year strategy for Egypt, adopted in 1993 and updated at the end of 1996, focuses on developing and applying environmental technologies relating to water and soil, and raising environmental awareness. It also supports socio-economic reforms that encourage private micro and small enterprises, consolidate public sector reform, and strengthen the participation of civil society, including the education of young girls.
- Between 1986 and 1998, Canada provided \$50 million in food aid directly to Egypt. The World Food Program, to which Canada is a significant donor, continues to provide Egypt with food aid.
- Egypt benefits directly and indirectly from Canadian support for multilateral organizations, including UN specialized agencies such as the United Nations Development Program and the United Nations Children's Fund.
- From 1992 to 1997, CIDA provided \$21.7 million to a wide variety of Canadian institutions, associations, non-governmental organizations (NGOs) and private enterprises in Egypt. NGOs which have received support include Association de la Haute Égypte pour l'éducation et le développement, Adventist Development and Relief Agency, Alternative Incorporated, Oxfam-Quebec, the Canadian Council of Churches, the Mennonite Central Committee, UNICEF Canada, the Foster Parents Plan of Canada and the Canadian Public Health Association.
- Since 1978, CIDA has approved \$36 million for 236 private sector linkage projects in agriculture, energy, water and sanitation sectors.

EGYPT

Capital: Cairo

GEODATA

Area

1,001,450 km²

Population

62.6 million (1998)

Population growth rate

1.6%

Major language

Arabic

Major religious groups

Sunni Muslim (94%), Coptic Christian (6%)

POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Democratic institutions

Unicameral people's assembly

Leaders

President Hosni Mubarak

Prime Minister Atef Ebeid

Minister of Foreign Affairs

Amre Mahmoud Moussa

UN Human Development Index (1999)

Egypt ranks 120th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$82 billion US (1999)

GDP growth rate

5% (1999)

GDP per capita

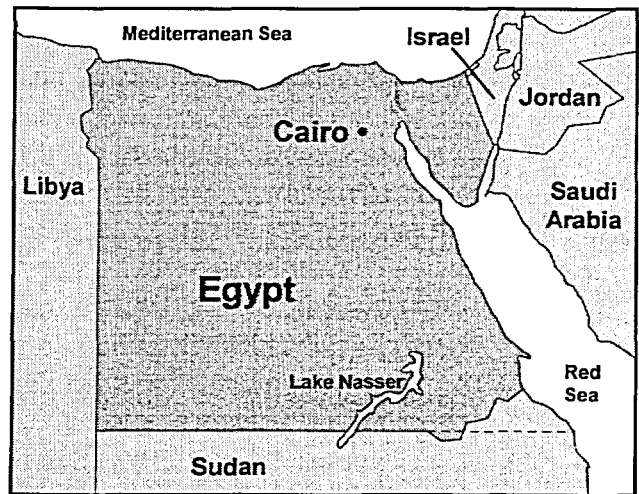
\$1,121 US (1999)

Inflation rate

3.2% (1999)

Unemployment rate

11.3% (1999)



Main exports

Petroleum, cotton yarn, textiles, engineering and metallurgical tools

Main imports

Transport equipment, livestock, food and drink, fats, mineral fuel

Main exports to Canada

\$39.8 million (1999), including knitted textile goods, mineral fuel, rugs and flooring, clothing

Main imports from Canada

\$187 million (1999), including paper, cardboard, mineral fuel, mechanical and electrical machinery, cereals

Canadian official development assistance

\$29 million (1998-99)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Marie-Andrée Beauchemin, Ambassador

The Canadian Embassy

5 Midan El Saraya Al Kobra Street

Cairo, Egypt

Phone: (011-20-2) 794-3110

Fax: (011-20-2) 794-7659

Hosni Mubarak

President of Egypt

Born in the Menoufeya governorate, on May 4, 1928, Hosni Mubarak was educated at the Egyptian military and air academies. He rose through the ranks of the armed forces to become commander of the air force and deputy minister for Military Affairs in 1972.

Mr. Mubarak was named Vice-President in 1975 and became President of Egypt in 1981, following the assassination of President Anwar Sadat. He has been president of the National Democratic Party since 1982.

Mr. Mubarak is married and has two children.

Atef Ebeid

Prime Minister of Egypt

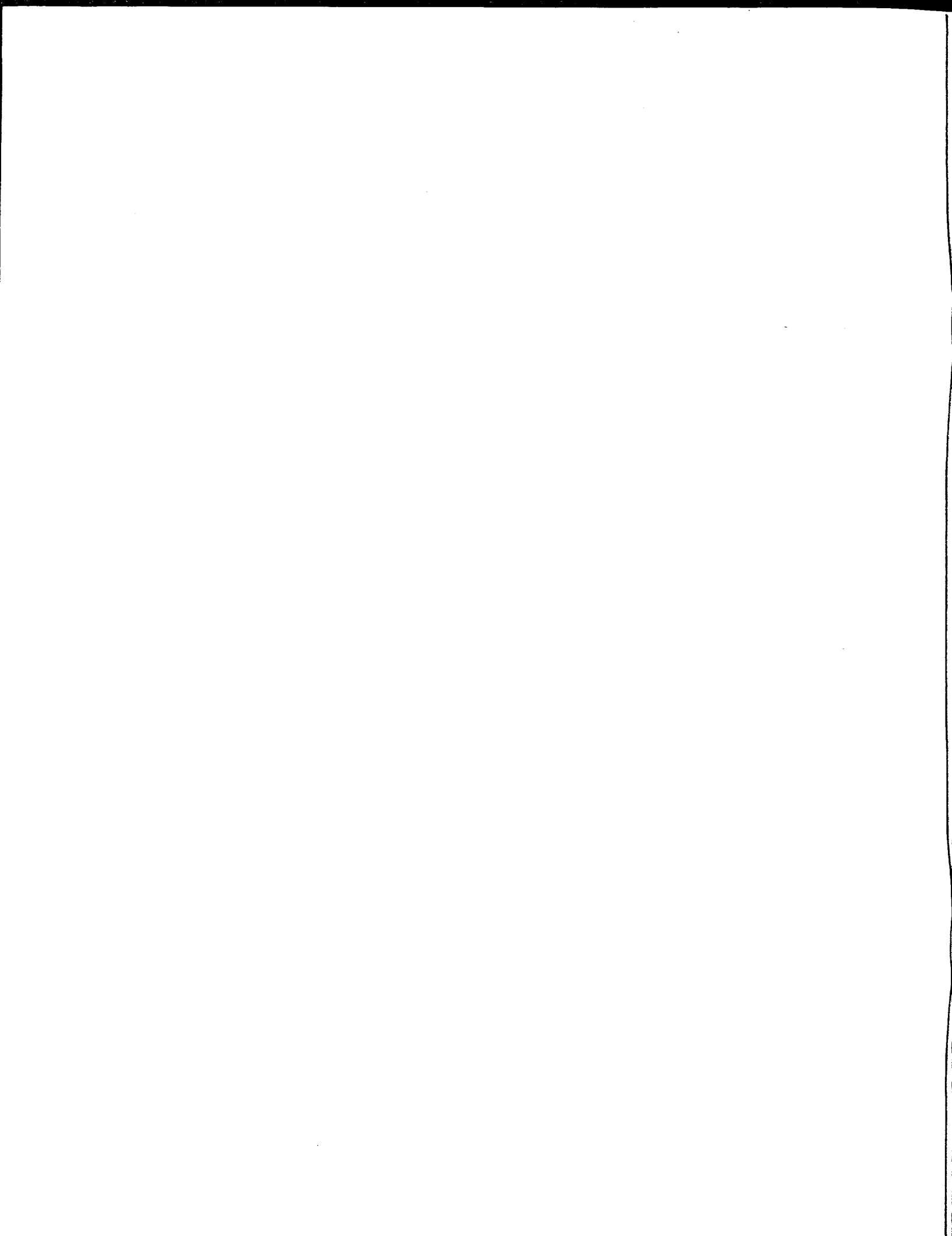
Atef Ebeid was born in the Gharbiya governorate on April 14, 1932. He obtained a bachelor of commerce degree from Cairo University in 1952, a master's degree in 1956, and a doctorate in business administration from the University of Illinois in 1962. Mr. Ebeid has taught business management and was a government consultant between 1963 and 1984.

From 1984 to 1993, Mr. Ebeid was State Minister for Administrative Development. He was Minister of Public Enterprises from 1993 to 1999.

Mr. Ebeid was named Prime Minister of Egypt in October 1999.

Mr. Ebeid is married and has two children.

Lebanon



Canada–Lebanon Relations

- Canada and Lebanon have enjoyed excellent relations for many years, reinforced by their membership in the United Nations, la Francophonie, the World Bank and the International Monetary Fund. Canada and Lebanon established embassies in one another's capitals in 1958.
- Lebanon's Prime Minister visited Canada in 1997 and the President attended the Summit of la Francophonie in Moncton in September 1999. Canada's Foreign Affairs Minister and the International Trade Minister visited Lebanon in 1997, while the Minister of Public Works and Government Services visited that country in 1998, followed by the Minister of Transport in April 1999.
- Currently 11 Canadian Forces personnel serve in the United Nations Truce Supervision Organization, which assists in supervising the general armistice agreements that Israel signed separately with Egypt, Lebanon, Jordan and Syria.
- The Lebanese-Canadian community is estimated at 250,000, living mostly in Montreal and Toronto. Two Canadian members of Parliament, Mark Assad and Mac Harb, and Senator Pierre Debané are of Lebanese origin.

Trade and Investment

- Canada's two-way trade with Lebanon is modest, amounting to \$61.5 million in 1999. Canadian commodity exports to Lebanon totalled \$46.2 million in 1999. Exports included wheat, motor vehicles, pharmaceuticals, seeds and wood products. Imports from Lebanon, valued at \$15.3 million, increased 92 per cent from 1998. Major imports were cement, nuts, seeds, olive oil, cotton, vegetables and other food products.
- Canada and Lebanon have a foreign investment protection agreement which came into effect in 1999. The countries also signed a double-taxation agreement in 1998 and are negotiating an air agreement. The Export Development Corporation has a \$10 million US line of credit with Credit Libanais and is negotiating a second line of credit with Byblos Bank. The corporation is also negotiating a memorandum of understanding with the Council for Development and Reconstruction to facilitate co-operation on joint transactions.

- The Council for Development and Reconstruction is completing the final draft of a five-year construction plan, which includes an estimated \$5.6 billion worth of projects in waste-water treatment, housing, education, transportation, hospital management and environmental protection. International financial institutions, including the World Bank, are contributing funds which will create opportunities for Canadian companies in infrastructure projects.
- Opportunities exist for Canadian companies in Lebanon in the agri-food, hydroelectric energy, telecommunications, construction and building materials, transport, and environment sectors.
- Canadian investment in Lebanon totalled about \$25 million in 1999, concentrated primarily in the service sector. Over 20 Canadian companies are currently active in Lebanon, including SNC Lavalin, Bata Industries, Nortel Networks, Harris Communications, National Bank of Canada, CRC Sogema, IBI Group, ABL Canada, and BA Banknote.

Development Assistance

- The Canadian International Development Agency (CIDA) began supporting Lebanon's reconstruction following the 1975-90 civil war. Contributions to date amount to about \$38 million. CIDA's priorities in Lebanon are to help satisfy basic human needs and support the peace process. This year's bilateral expenditures will total \$1.5 million.
- Current projects include reforming Lebanon's taxation system in co-operation with the Ministry of Finance, creation of a business administration training program in co-operation with the Hariri Foundation, and support for the Canadian Fund for Local Initiatives. The fund, which supports community development, generally focuses on the most disadvantaged groups in the country, including poor rural families, the handicapped and Palestinian refugees. CIDA has recently confirmed its participation in an international scholarship program for Palestinian women and refugees in Lebanon.
- In 1999, through a \$15 million contribution to the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East, CIDA helped to increase basic services to Palestinian refugees in the region, of whom 370,000 are living in Lebanon. An additional \$880,000 was spent over the past two years for social services and shelter to alleviate the plight of refugees in Lebanon.

- CIDA has donated \$2 million to Lebanon over the past five years through the programs of its Non-Governmental Organizations division. The Industrial Co-operation Program recently approved a \$300,000 project to train Lebanese post office personnel.

LEBANON

Capital: Beirut

GEODATA

Area

10,452 km²

Population

4.2 million (1999)

Population growth rate

0.6% (1999)

Major languages

Arabic (official), French, English

Major religious groups

Shiite Muslim (32%), Maronite Christian (24%),
Sunni Muslim (21%), Druze Muslim (7%), other (16%)

POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Democratic institutions

Unicameral national assembly

Leaders

President Emile Lahoud

Prime Minister Salim Hoss

Minister of Foreign Affairs

Salim Hoss

UN Human Development Index (1999)

Lebanon ranks 69th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$16.2 billion US (1999 est.)

GDP growth rate

3.5% (1999 est.)

GDP per capita

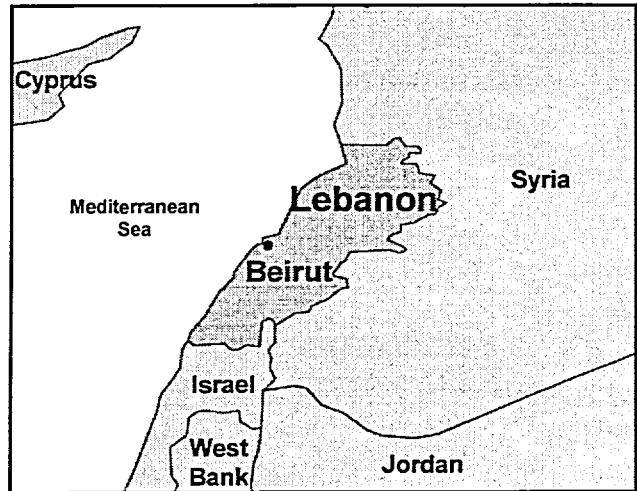
\$5,148 US (1999 est.)

Inflation rate

9% (1999 est.)

Unemployment rate

4.8% (1999 est.)



Main exports

Agricultural products, chemicals, textiles, metal and metal products, electrical equipment, jewelry, paper and paper products

Main imports

Consumer goods, machinery, transport equipment, petroleum products, textiles

Main exports to Canada

\$15.3 million (1999), including cement, nuts, seeds, olive oil, cotton, vegetables and other food products

Main imports from Canada

\$46.2 million (1999), including wheat, motor vehicles, pharmaceuticals, seeds, wood products

Canadian official development assistance

\$2.2 million (1998-99)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Haig Sarafian, Ambassador

The Canadian Embassy

Coolrite Building

434 Autostrade Jal-el-Dib

Beirut, Lebanon

Phone: (011-961) 4-713-900

Fax: (011-961) 4-710-589

Emile Lahoud

President of Lebanon

Born in Beirut on Jan. 12, 1936, Emile Lahoud joined the Military Academy in 1956. He continued his education at the Naval Engineering Academy in the United Kingdom from 1958 to 1960.

A career officer, Mr. Lahoud rose through the ranks and served as commander of the armed forces from 1989 to 1998. During that period, Mr. Lahoud rebuilt the Lebanese army which had been decimated by the civil war of 1975–1990.

Mr. Lahoud was elected President of Lebanon in 1998.

Mr. Lahoud is married and has three children.

Nabih Berri

Speaker of the Lebanese National Assembly

Born in Sierra Leone in 1938, Nabih Berri earned a law degree from the Lebanese University in 1963 and became an attorney at the Court of Appeals in Beirut.

Mr. Berri has been president of the Amal Movement since 1984. Since that time he has also held several ministerial portfolios, including Justice, Hydraulic and Electric Resources, Affairs for the South, Reconstruction, Housing and Co-operatives, and State. He was elected President of the Lebanese National Assembly in 1992 and 1996.

Salim Hoss
Prime Minister of Lebanon
and Minister of Foreign Affairs

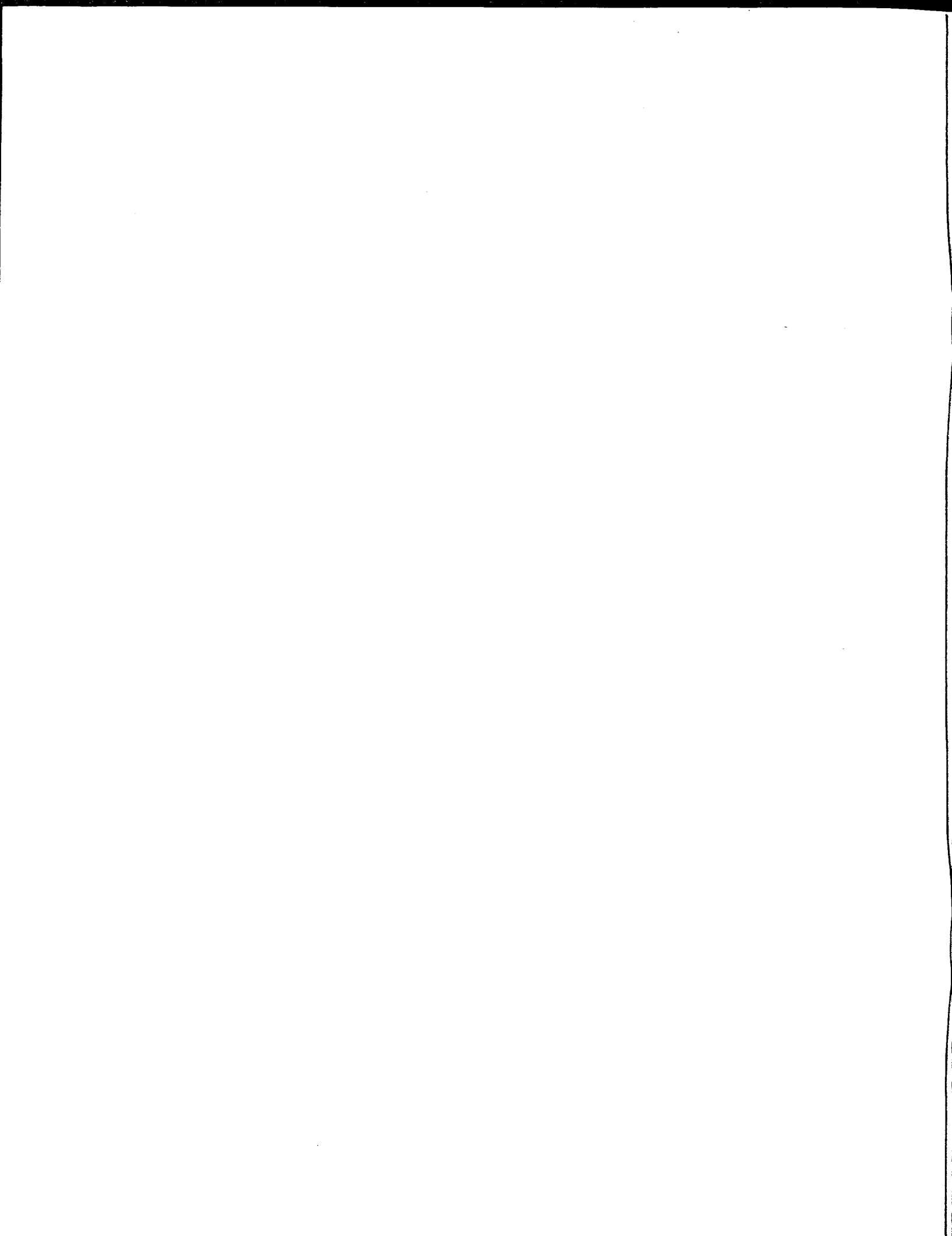
Born on Dec. 20, 1929, in Beirut, Salim Hoss earned a master's degree from the American University of Beirut in 1957 and a doctorate in economics and business administration from Indiana University in 1961.

He has lectured at the American University of Beirut school of business administration and is the author of several books.

Mr. Hoss was president of the Arab Dinar Study Committee (Arab Monetary Fund) from 1984 to 1985 and of the Arab Experts Committee (Arab League) from 1986 to 1987. He continues to serve as adviser to the Arab Monetary Fund, and is on the advisory boards of a number of companies, including the Middle East and North Africa International Bank and the American University of Beirut.

Mr. Hoss has also held a number of ministerial positions, including Education, Labour, Information, and Economy and Trade. He has represented Beirut at the National Assembly since 1992.

Mr. Hoss served as Prime Minister from 1976 to 1980 and again from 1987 to 1990. He was elected to a third term in 1998. Mr. Hoss is also the Minister of Foreign Affairs.



1911

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

Jordan

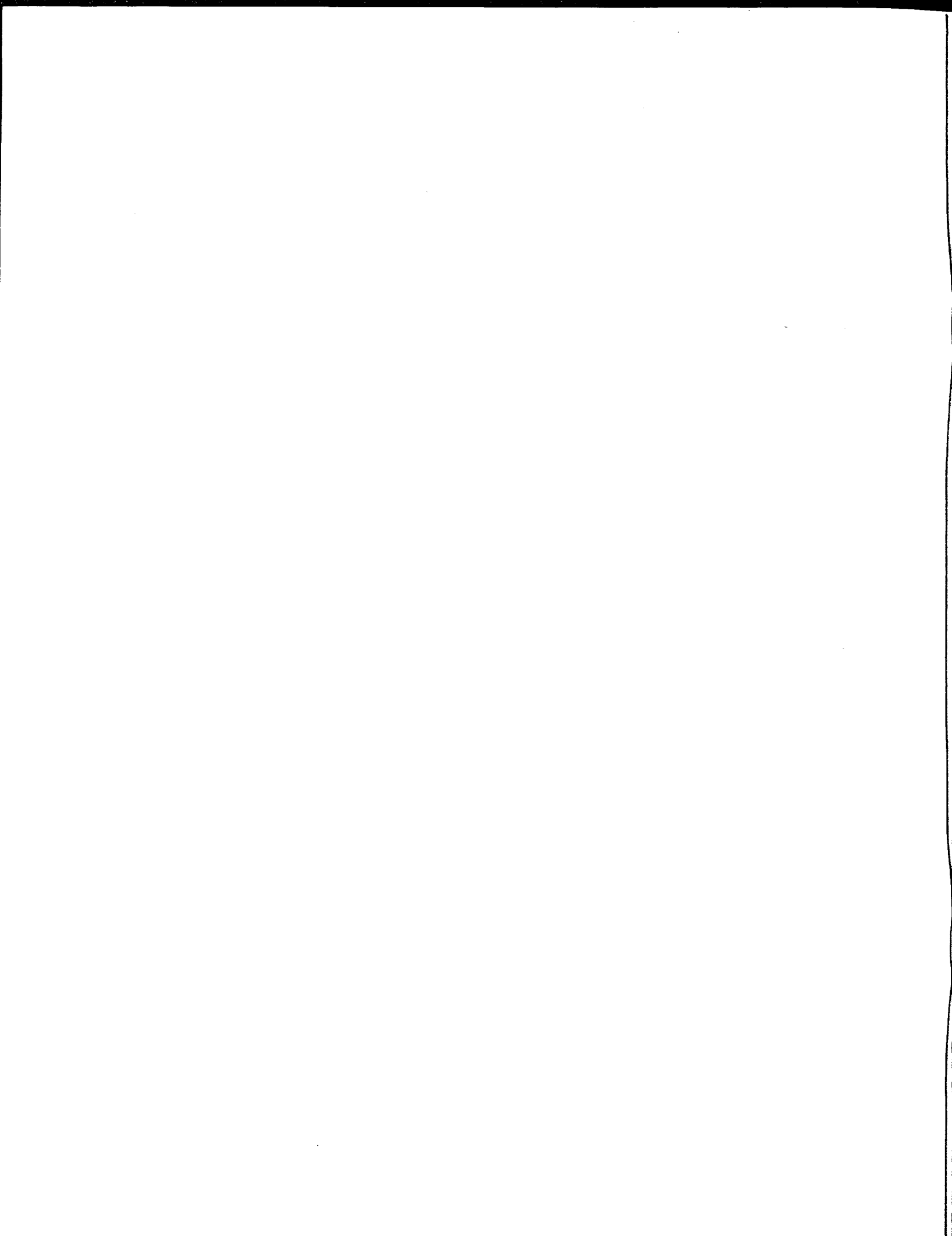
... ..

... ..

... ..

... ..

... ..



Canada–Jordan Relations

- Canada and Jordan have enjoyed a strong relationship since they established diplomatic relations in 1964. Both countries have embassies in each other's capital and share membership in the United Nations, the International Monetary Fund and the World Trade Organization.
- The late King Hussein, accompanied by Queen Noor, visited Canada in 1995. Crown Prince Hassan visited the country in 1996 followed by King Abdullah and Queen Rania in May of 1999.
- Canada's Minister of Foreign Affairs visited Jordan in 1997 and the ministers of Industry and of National Defence visited the country in 1999.

Peace and Security

- Canada appreciates the vision and leadership Jordan has shown in its involvement in the Mideast peace process. In 1994, Jordan signed a peace treaty with Israel. It also participates with Canada in all working groups of the multilateral peace process, where it has demonstrated the ability to get stalled peace talks moving.
- There are 11 Canadian Forces personnel with the United Nations Truce Supervision Organization group that is helping supervise the general armistice agreements concluded separately between Israel and Egypt, Lebanon, Jordan, and Syria.
- For many years, Jordan has been providing shelter and services to its population of 1.4 million Palestinian refugees. It plays a key role in assisting Canada in its capacity as chair of the Refugee Working Group. Both countries are also active in the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East.
- In 1998, Jordan ratified the international landmine ban treaty, and Queen Noor has assumed a leading role in promoting the cause of demining. Canada has contributed \$300,000 to a demining project which it operates with Norway and Israel in the Jordan Valley.
- Canada and Jordan have served together in peacekeeping missions in the Balkans.

Trade and Investment

- Canada has a modest but growing trade relationship with Jordan, with two-way trade valued at about \$20 million in 1999. Contracts signed recently by Canadian companies, and the Jordanian government's emphasis on economic reform bode well for future commercial partnerships.
- In 1999, Canadian exports to Jordan totalled \$19 million and included wood, copper, wheat, pharmaceuticals, and vehicles. Imports from Jordan amounted to almost \$1 million, mostly airplane parts, agricultural goods, and electrical parts.
- Opportunities for Canadian companies exist in the oil and gas, education and training, agriculture, and engineering sectors.
- Canadian investment in Jordan totalled \$4.4 billion in 1999, focusing mainly on the energy, aerospace, engineering and civil works, and architectural sectors. The seven major Canadian companies now active in Jordan include Agra, Bombardier, Spar Aviation Services, Cansult, Suncor Energy, Canada Post International and SNC Lavalin.
- Canada and Jordan signed a treaty for the prevention of double taxation in September 1999 and are negotiating a foreign investment protection agreement.

Development Assistance

- Canada's development assistance priorities in Jordan are to support the Mideast peace process and help satisfy basic human needs, particularly those of Palestinian refugees. Canadian International Development Agency (CIDA) funding is channelled primarily through government agreements, multilateral contributions and through the programs of three divisions: industrial co-operation, institutional co-operation, and non-governmental organizations.
- Since 1993, the Canadian government has provided \$38 million to Jordan in bilateral assistance, including \$6.5 million to reform Jordan's technical and vocational education system. The program also supports rangeland management, the King Hussein Environment and Management Training Program, integrated waste management, micro-credit for women, and human resources development information systems. CIDA also contributes to the Canadian Fund for Local Initiatives, managed by the Canadian embassy in Amman.

- As a result of the multilateral peace process, the Regional Operational Hydrologists' Training Program trains professionals from Jordan, the West Bank and Gaza, and Israel. The program, which aims to increase opportunities for co-operation among the countries, will receive \$1 million over three years.
- The McGill University Middle East Program in Civil Society and Peace Building offers social work training and is helping to improve housing conditions in poor areas of Amman, Nablus and East Jerusalem. As well, the program involves Israelis, Palestinians and Jordanians in regional activities promoting peace and collaboration. CIDA is contributing \$3 million over the next four years to these initiatives.
- The Canadian embassy uses a fund for dialogue and development to support people-to-people initiatives to enhance peace in the Middle East.
- Since 1993, Canada has contributed about \$91 million to the UN Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East. In 1999, about \$3.5 million of CIDA's \$15 million contribution to the UN agency directly benefited refugees living in Jordan.
- CIDA's Industrial Co-operation Program is active in promoting Canadian private sector initiatives in areas such as airport operations, railways, environmental technologies, and food exports.
- CIDA's programs for non-governmental organizations in Jordan support activities by the Christian Blind Mission International, the Canadian Council of Churches, and the Adventist Development and Relief Agency. The programs also contribute to projects led by the University of Windsor and Concordia University.

JORDAN

Capital: Amman

GEODATA

Area

88,884 km²

Population

4.7 million (1999)

Population growth rate

4% (1999)

Major languages

Arabic (official), English

Major religious groups

Sunni Muslim (92%), Christian (8%)

POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Democratic institutions

National assembly

Leaders

King Abdullah bin al-Hussein

Prime Minister Abd Al-Ra'uf Rawabdeh

Minister of Foreign Affairs

Abdul Ilah al-Khatib

UN Human Development Index (1999)

Jordan ranks 94th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$7.7 billion US (1999 est.)

GDP growth rate

2% (1999 est.)

GDP per capita

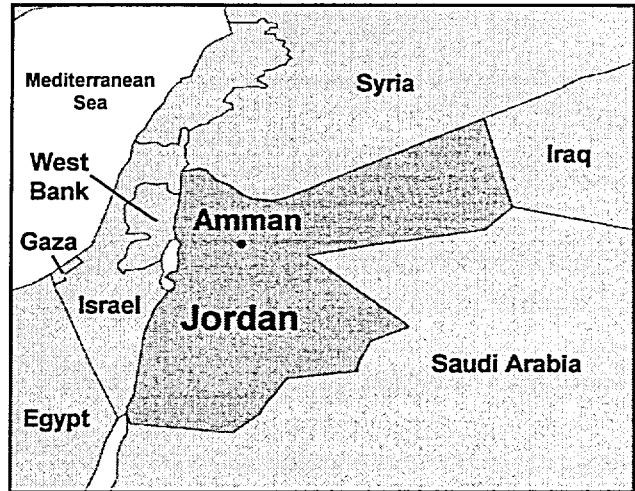
\$1,565 US (1999 est.)

Inflation rate

1.9% (1999 est.)

Unemployment rate

17% (1999 est.)



Main exports

Phosphates, potash, fertilizers, agricultural products, pharmaceuticals

Main imports

Crude oil, machinery, transport equipment, food products, chemicals, manufactured goods

Main exports to Canada

\$989,000 (1999), including airplane parts, agricultural goods, electrical parts

Main imports from Canada

\$19 million (1999), including wood, copper, wheat, pharmaceuticals, vehicles

Canadian official development assistance

\$4.5 million (1998-99)

CANADIAN REPRESENTATIVE

Michael Molloy, Ambassador

The Canadian Embassy

Pearl of Shmeisani Building

Abdul Hamid Shoman Street, 4th floor

Shmeisani, Amman, Jordan

Phone: (011-962-6) 566-6124

Fax: (011-962-6) 568-9227

King Abdullah of Jordan

King Abdullah was born in January 1962. He attended Deerfield Academy in the United States; Britain's Royal Military Academy at Sandhurst; and Oxford University, where he graduated in 1984 after special studies in international politics and world affairs.

Beginning a military career in 1984 as a first lieutenant in the 40th Armoured Brigade, the future king went on to command Jordan's Special Forces and in 1998 was promoted to major general.

He was crowned King of Jordan in February 1999.

King Abdullah and his wife, Queen Rania, have two children.

Abd Al-Ra'uf Rawabdeh

Prime Minister of Jordan and Minister of Defence

Born in 1939, Abd Al-Ra'uf Rawabdeh earned a bachelor's degree in pharmacology from the American University of Beirut in 1962.

Mr. Rawabdeh was mayor of Amman from 1983 to 1986 and from 1987 to 1989. In 1994-95, he was Minister of State for Prime Ministry Affairs and Minister of Education. He was Deputy Prime Minister and Education Minister from 1995 to 1996. He has held several other portfolios, including Public Works and Housing, Health and Transportation, and Transportation and Communications.

On March 4, 1999, Mr. Rawabdeh was appointed Prime Minister of Jordan and Minister of Defence.

Mr. Rawabdeh is married and has 11 children.

Syria



Canada–Syria Relations

- Canada established diplomatic relations with Syria in 1965 and opened an embassy in Damascus in 1985. Syria opened an embassy in Ottawa in 1999. Both countries are members of the United Nations, the International Monetary Fund, the World Bank and the World Health Organization.
- In 1997, Canada's Foreign Affairs Minister visited Syria and the Defence Minister visited the country in September 1999. Syria's Foreign Minister visited Canada in June 1999.
- Canada and Syria are exploring ways to enhance their cultural and academic activities through contacts between institutions in both countries. A major exhibit of Syrian artifacts will be held in May 2000 at the Musée de la civilisation in Quebec City. Canada's Prime Minister and Syria's President are patrons of the exhibit, which is entitled Syria: Land of Civilizations.
- Canada is active in two missions relating to Syria. The United Nations Disengagement Observer Force, which includes 190 Canadian Forces personnel, supervises the cease fire between Israel and Syria. The United Nations Truce Supervision Organization mission, with 11 Canadian Forces personnel, assists in supervising the general armistice agreements concluded separately between Israel and Egypt, Lebanon, Jordan and Syria.
- The Canada Fund for Dialogue and Development, which promotes Mideast peace initiatives in Syria, has supported a centre for the disabled through the Mennonite Central Committee.

Trade and Investment

- Canada has modest trade relations with Syria with two-way trade in 1999 valued at \$23.4 million. Although the Syrian economy has become more liberalized since 1990, the pace of reform has been curtailed to avoid serious social and political disruptions. The government hopes to introduce further reforms as it seeks new investors.
- In 1999, Canadian exports to Syria amounted to \$21 million and included pipes, instruments, wood, and zinc. Canadian imports from Syria for that year totalled \$2.4 million and consisted mainly of clothing, seeds, and dried fruits.

- Canadian investment in Syria, which was about \$2.5 million in 1999, was concentrated primarily in the service sector. The four Canadian companies active in Syria are Raytheon Canada, Canadian Bank Note, SNC Lavalin, and Titan Projects.
- Opportunities for Canadian companies exist in the oil and gas, electrical power equipment and services, medical devices, pharmaceuticals, and food processing machinery sectors.

SYRIA

Capital: Damascus

GEODATA

Area

185,180 km²

Population

16.4 million (1999 est.)

Population growth rate

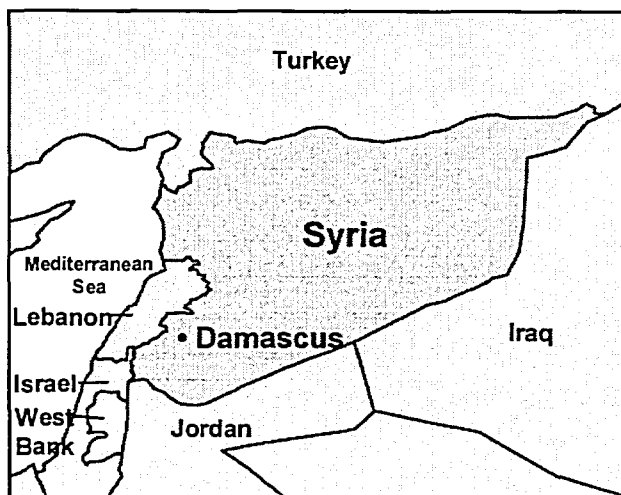
3.2% (1999 est.)

Major languages

Arabic (official), English, French, Kurdish, Aramaic, Armenian

Major religious groups

Sunni Muslim (74%), Alawite Muslim (12%), Christian denominations (10%), Druze (4%)



POLITICAL DATA

Type of government

Socialist republic

Democratic institutions

Unicameral people's assembly

Leaders

President Hafez Al-Assad

Prime Minister Mohammed Mustafa Miro

Minister of Foreign Affairs

Farouk Al-Sharaa

UN Human Development Index (1999)

Syria ranks 111th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$16.3 billion US (1999 est.)

GDP growth rate

4.8% (1999 est.)

GDP per capita

\$1,020 US (1999 est.)

Inflation rate

1.1% (1999 est.)

Unemployment rate

9% (1999 est.)

Main exports

Petroleum, textiles, food products, manufactured goods

Main imports

Machinery, equipment, food products, metal products, textiles, chemicals, consumer goods

Main exports to Canada

\$2.4 million (1999), including clothing, seeds, dried fruits

Main imports from Canada

\$21 million (1999), including pipes, instruments, wood, zinc

CANADIAN REPRESENTATIVE

Alexandra Bugailiskis, Ambassador

The Canadian Embassy

Lot 12

Mezzeh Autostrade

Damascus, Syria

Phone: (011-963-11) 611-6692, 611-6851, 611-6870

Fax: (011-963-11) 611-4000

Hafez Al-Assad

President of Syria

Hafez Al-Assad was born in Qardaha on Oct. 6, 1930. He graduated from the Homs Military Academy in 1955 as an air force pilot.

In 1964, Mr. Al-Assad was appointed commander-in-chief of the Syrian air force. He became Minister of Defence in 1966, and Prime Minister in 1970. Currently he is commander-in-chief of the Syrian armed forces and secretary-general of the Ba'ath Arab Socialist Party.

Mr. Al-Assad was elected President of Syria in 1971.

Mr. Al-Assad is married and has five children.

Mohammed Mustafa Miro

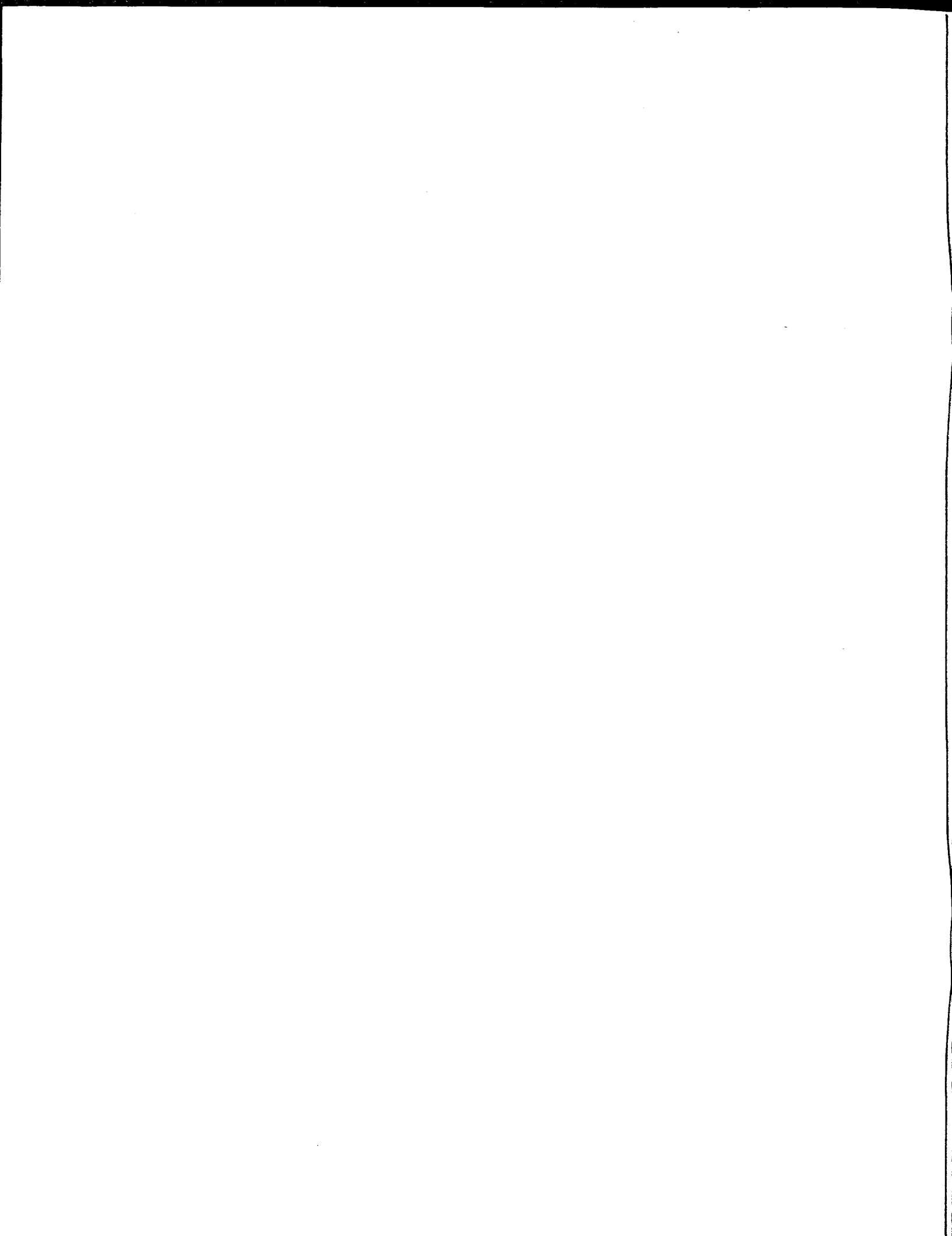
Prime Minister of Syria

Born in Al Tal, a suburb of Damascus, in 1941, Mohammed Mustafa Miro earned a doctorate degree in Arabic studies from the University of Damascus.

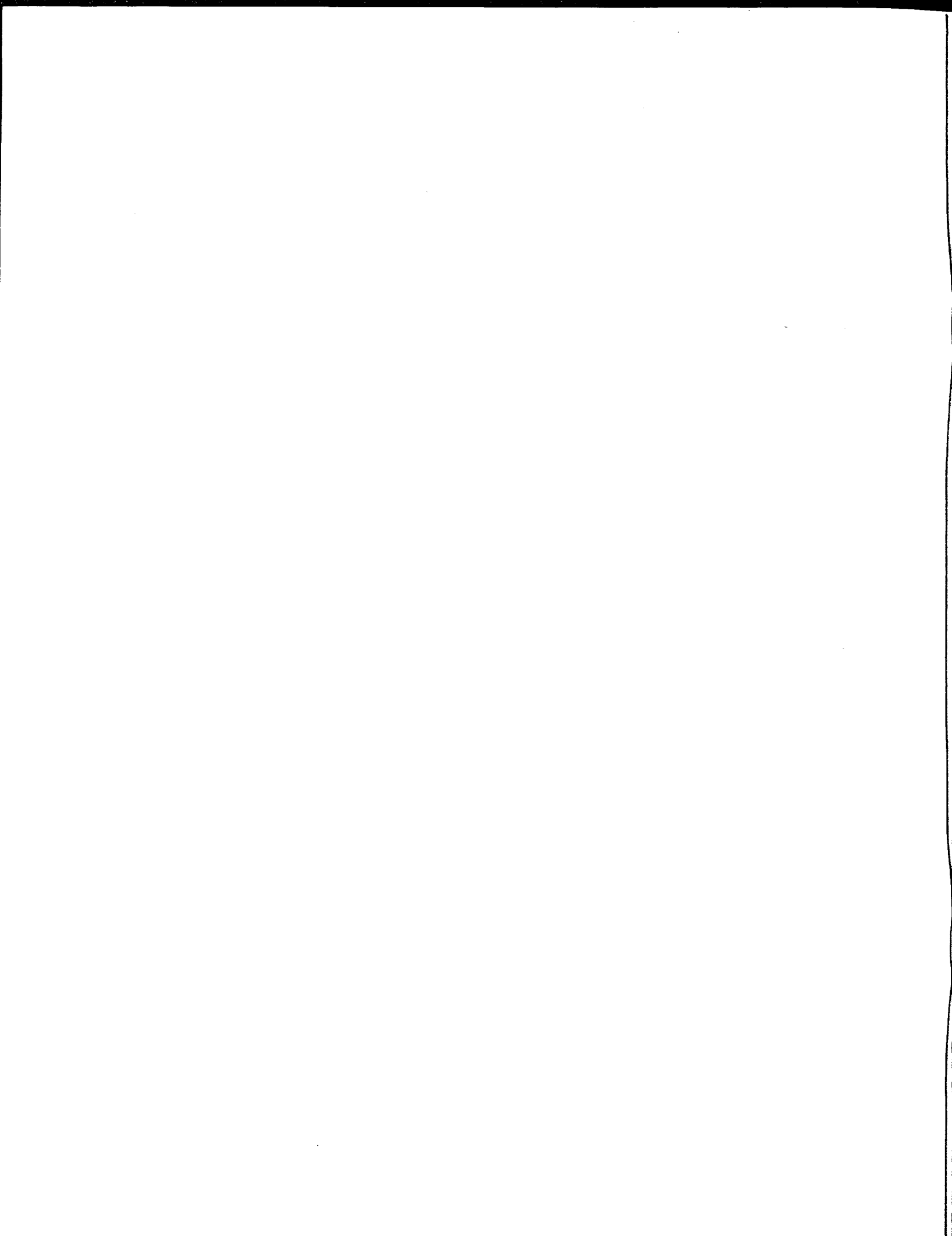
In 1980, Mr. Miro was appointed Governor of the province of Dara'a, in southern Syria. In 1986, he was nominated Governor of the province of Hasakeh, in northern Syria. From 1993 until his appointment as Prime Minister, he was Governor of Aleppo, Syria's second largest city.

On March 7, 2000, Mr. Miro was appointed Prime Minister of Syria.

Mr. Miro is married.



Saudi Arabia



Canada–Saudi Arabia Relations

- Canada and Saudi Arabia enjoy a close relationship and share membership in the United Nations and the International Monetary Fund. They established diplomatic ties in 1973. The following year, the Canadian mission opened in the Red Sea port city of Jeddah and moved to the capital, Riyadh, in 1985. Canada maintains a consulate, staffed by an honorary consul, in Jeddah. Saudi Arabia opened its embassy in Ottawa in 1976. A new and larger facility is currently under construction.
- High-level visits between the two countries continue at a brisk pace. In February 1999, Canada's International Trade Minister led a business development mission to Saudi Arabia. The following month, his Saudi counterpart visited Canada in the context of Saudi Arabia's bid to join the World Trade Organization. In June 1999, the Saudi Minister of Higher Education headed a delegation of 20 senior university officials on a cross-Canada tour.

Peace and Security

- Saudi Arabia is an important player in the Mideast peace process. Although not directly involved in bilateral negotiations or in multilateral activities, it is a member, with Canada, of the steering group of the multilateral peace process. Saudi Arabia also participates in five multilateral working groups, including the Refugee Working Group, which Canada chairs. Canada communicates openly with Saudi Arabia on these issues and both countries provide significant support to the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East.
- During the 1990–91 Gulf War, the support and participation of the Gulf Cooperation Council, of which Saudi Arabia is a member, proved to be critical to the success of the coalition forces fighting in Kuwait and Iraq. During the conflict, Canada and Saudi Arabia established a Canadian field hospital at Jubail, in northeastern Saudi Arabia.

Trade and Investment

- Saudi Arabia consistently rates among Canada's top five export markets in the Middle East and North Africa region.
- The excellent commercial relationship enjoyed by both countries has been supported significantly by the work of the Joint Economic Commission. Established in 1976 to exchange information and views on expanding economic and commercial relations, the commission met for the ninth time

in Riyadh in February 1999. Committees identify projects for implementation by government agencies and businesses in areas such as geomatics and mapping, health, education and training, telecommunications, and transportation. Economic and commercial relations, including joint ventures and investment, are also discussed.

- In Saudi Arabia in February 1999, during a two-day development mission involving 40 Canadian firms, Canada's International Trade Minister presided over the creation of a new Saudi-Canada business council. The council's mandate is to foster business partnerships between the two countries.
- Saudi Arabia is seeking membership in the World Trade Organization. The working party on the Saudi application, which Canada chairs, meets in April 2000.
- Saudi Arabia offers a wide range of opportunities for Canadian exporters. Priority sectors include security-related equipment, telecommunications, agriculture and food products, mining equipment and services, transportation, lumber and paper products, and medical education and training. Saudi Arabia is an important market for value-added, high-technology products, and is emerging as an important manufacturer of consumer industrial products in joint ventures with foreign partners.
- In 1999, Canadian exports to Saudi Arabia were valued at \$277.9 million and included armored vehicles, telecommunications equipment, and aircraft parts. Imports from Saudi Arabia for that year were \$428.9 million, consisting mainly of petroleum products.
- Canadian investment in Saudi Arabia was approximately \$10 million in 1999 and focused primarily in the light industrial sector. Saudi investment in Canada has been in financial securities and the real estate sector.
- The many Canadian companies active in Saudi Arabia include Nortel Networks, SR Telecom, Newbridge, Moriyama and Teshima, LeBlanc and Royle, Novopharm, SNC Lavalin, and Hydro-Quebec. They are involved in wide-ranging activities including electric power distribution, rural telecommunications, mineral exploration, computerization and communications. Some 7,000 Canadians currently work in Saudi Arabia.

Education

- Saudi Arabia enhanced its academic co-operation with Canada in 1978 when it established an educational mission in Ottawa. The office provides training opportunities for Saudi citizens in medicine, law, journalism and air traffic control. Over 400 Saudi students now study in Canada. At the beginning of 2000, Saudi officials invited several Canadian university presidents and senior officials to Saudi Arabia for discussions on co-operation in the education field.

Development Assistance Co-operation

- Saudi Arabia is an aid donor and hosts the headquarters of two major aid organizations: the Saudi Development Fund in Riyadh and the Islamic Development Bank in Jeddah. Canadian aid officials periodically consult with representatives of these organizations on projects of mutual interest.

SAUDI ARABIA

Capital: Riyadh

GEODATA

Area

1,960,582 km²

Population

21.5 million

Population growth rate

3.4 %

Major languages

Arabic (official), English

Major religious groups

Muslim (Sunni 90 %, Shi'a 10 %)

POLITICAL DATA

Type of government

Absolute monarchy

Leaders

King Fahd

Crown Prince Abdullah

Minister of Foreign Affairs

Prince Saud

UN Human Development Index (1999)

Saudi Arabia ranks 78th among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$131.5 billion US (1998)

GDP growth rate

1.6 % (1998)

GDP per capita

\$6,526 US (1998)

Inflation rate

-0.4% (1998)

Unemployment rate

6.5% (1998 est.)



Main exports

Petroleum and petroleum products

Main imports

Machinery and equipment, foodstuffs, chemicals, motor vehicles, textiles

Main exports to Canada

\$428.9 million (1999), including petroleum and petroleum-based products, machinery parts

Main imports from Canada

\$277.9 million (1999), including armoured vehicles, telecommunications equipment, aircraft parts

CANADIAN REPRESENTATIVE

D. E. (Ted) Hobson, Ambassador

The Canadian Embassy

Diplomatic Quarter

Riyadh

Saudi Arabia

Phone: (011-966-1) 488-2288

Fax: (011-966-1) 488-0137

King Fahd of Saudi Arabia

King Fahd was born in Riyadh in 1923 and received his formal education at the Royal Court.

His first responsibilities in the government were to manage tribal affairs. In 1945, at age 22, he was a member of the Saudi delegation at the signing of the United Nations charter in San Francisco.

The future king was appointed Saudi Arabia's first Minister of Education in 1953. In 1962, he was appointed Minister of the Interior and, in 1975, he also assumed the position of Deputy Prime Minister and was named Crown Prince.

In 1982, he was proclaimed King of Saudi Arabia. Since 1995, King Fahd has been ill and has shared his governing responsibilities with his brother, Crown Prince Abdullah.

King Fahd is married.

Crown Prince Abdullah First Deputy Prime Minister of Saudi Arabia

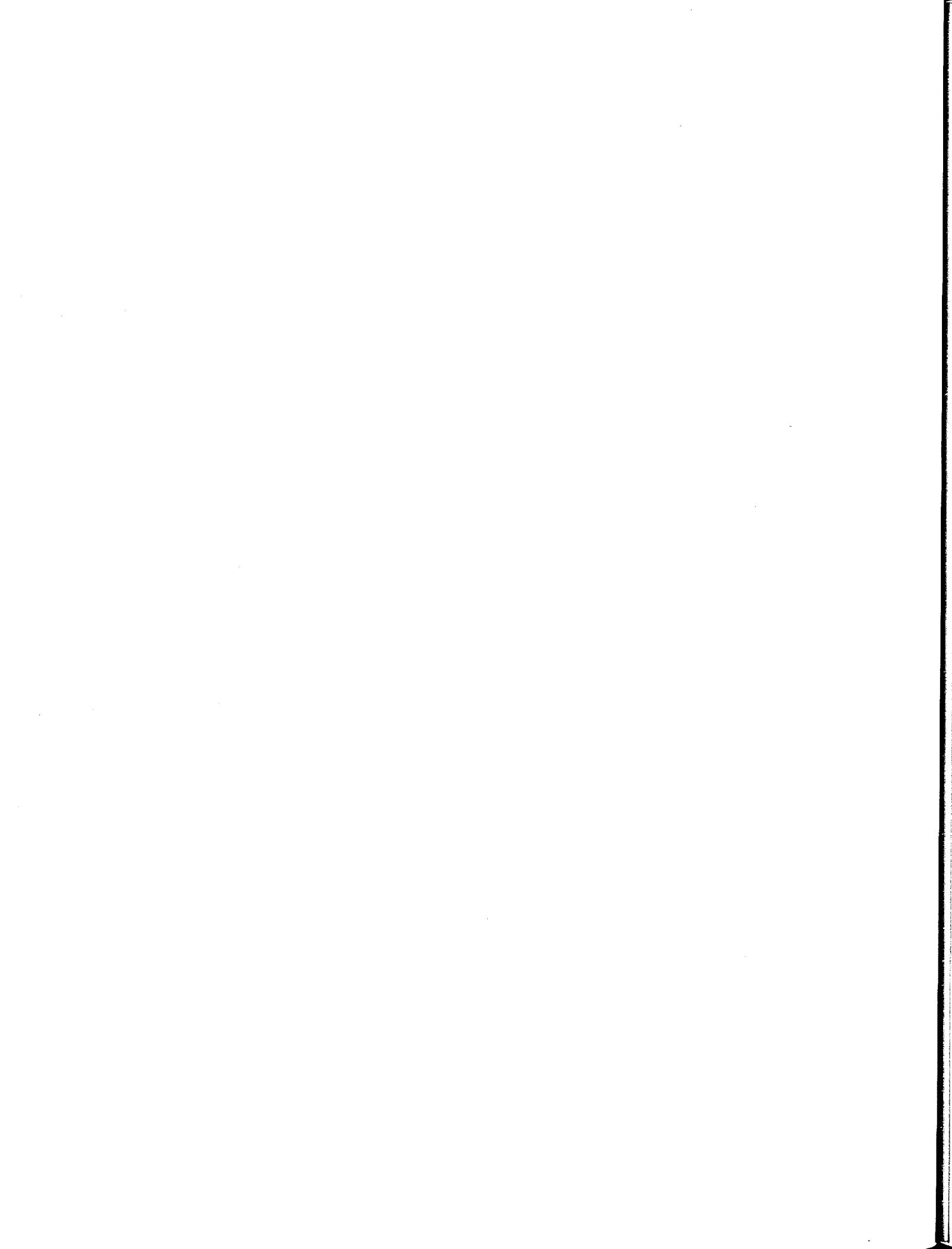
Prince Abdullah was born in Riyadh in 1924. He received his formal education at the Royal Court and spent most of his formative years with the Bedouins of his mother's al-Shammar tribe.

Prince Abdullah was appointed head of Saudi Arabia's National Guard in 1963, a position he continues to hold to this day. In 1975 he was named Second Deputy Prime Minister. He became First Deputy Prime Minister and Crown Prince in 1982.

Since 1996, Crown Prince Abdullah has taken on a more active role in governing the country. In 1999, he created the Supreme Economic Council.

Crown Prince Abdullah is married.

Biography — Canada



Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec; on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm and was director of the bar of Trois-Rivières in 1962–63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967, he became a minister of state attached to the Minister of Finance and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986 he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior advisor with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal Party of Canada. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and sworn in as Leader of the Opposition.

Mr. Chrétien was re-elected in 1993, when his party won a majority of seats in the House of Commons. He became the 20th Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993. He was returned as Prime Minister for a second term in the election of 1997. Mr. Chrétien is the member of the Parliament for the Quebec riding of Saint-Maurice.

Jean Chrétien married Aline Chaîné in 1957. They have three children.

Notes